

JUIN 2013



MERKUR

DE L'ÉTATZEBUERGER MERKUR
BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

www.cc.lu

Greater Region Business Days 2013: Votre ticket d'accès aux marchés de la Grande Région



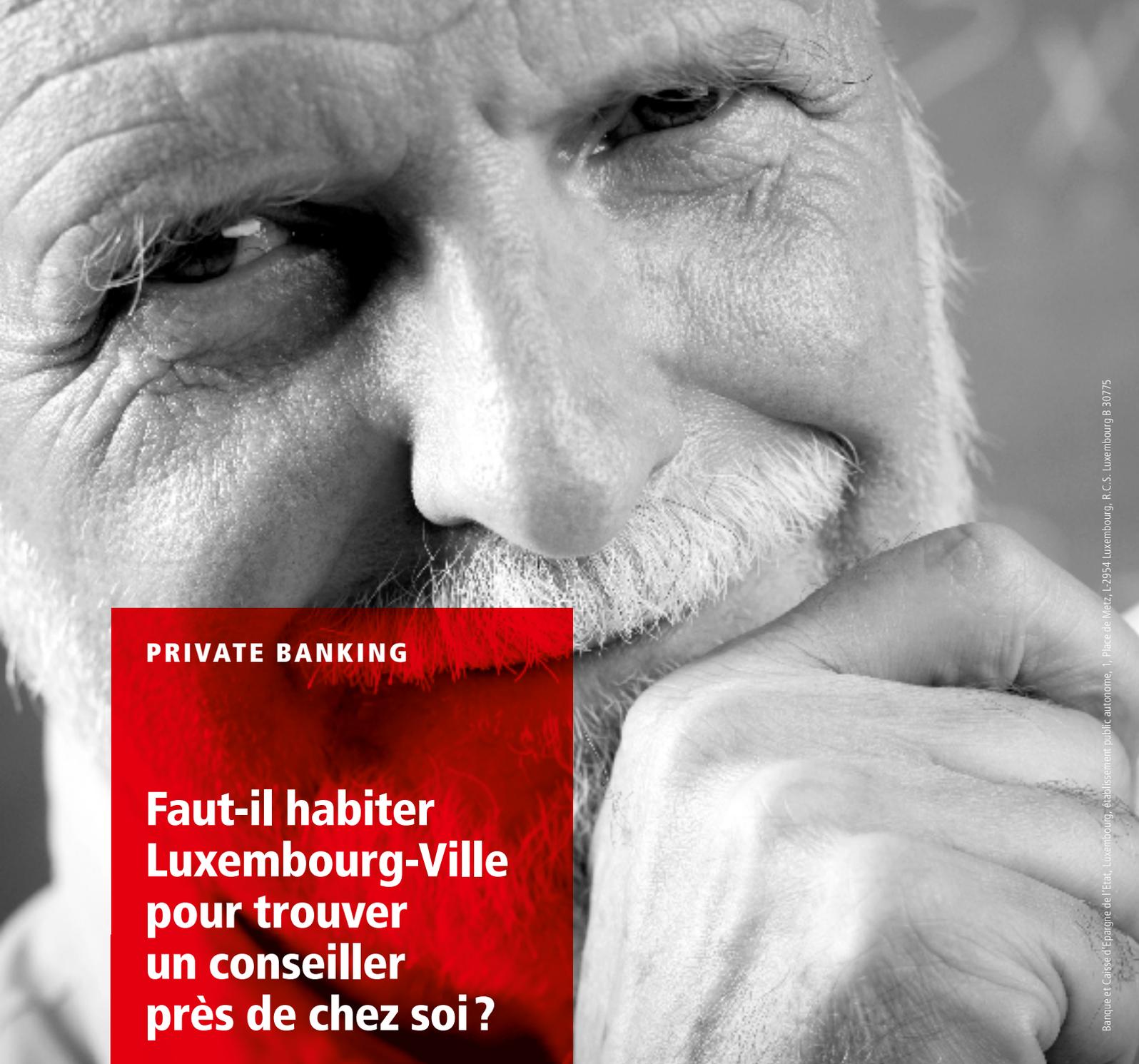
■ FORMATION

Succès confirmé pour le premier Salon de la Formation Continue Universitaire



■ 2030.LU – AMBITION POUR LE FUTUR

Troisième atelier thématique



PRIVATE BANKING

**Faut-il habiter
Luxembourg-Ville
pour trouver
un conseiller
près de chez soi ?**

**BCEE – un conseiller
Private Banking
aux quatre coins du pays.**

Forte de son réseau d'agences étoffé et réparti sur tout le territoire, de son expertise et de sa stabilité, la BCEE est idéalement placée pour gérer votre capital et vous offrir un service de Private Banking résolument centré sur vos besoins.

Trouvez le centre financier BCEE le plus proche sur www.bcee.lu ou appelez le **(+352) 4015-4040**.

**BCEE Private Banking:
Votre patrimoine mérite attention**



SPUERKEESS

Äert Liewen. Är Bank.

Programme de stabilité et de croissance du Luxembourg pour 2013-2016: manque d'ambition et de réalisme

Dans le cadre de la coordination des politiques économiques et budgétaires des Etats membres (semestre européen), le gouvernement luxembourgeois a présenté fin avril son «programme de stabilité et de croissance», qui esquisse, sur la base d'un ensemble d'hypothèses, la trajectoire des finances publiques pour la période 2013-2016. Fin mai, la Commission européenne a rendu son projet de recommandations concernant ce programme de stabilité. Le Conseil de l'UE examine actuellement ce projet et arrêtera des recommandations par pays, qui seront ensuite présentées au Conseil européen pour approbation.

Après la croissance endémique de 0,3 % de l'économie luxembourgeoise en 2012, le programme de stabilité retient une hypothèse de croissance de 1 % en 2013. Cette hypothèse de croissance semble résolument optimiste eu égard aux perspectives de croissance des principaux partenaires du Luxembourg (0 % pour la Belgique, -0,1 % pour la France, 0,4 % pour l'Allemagne d'après les récentes prévisions de printemps de la Commission européenne) et à l'environnement économique dans les premiers mois de l'année (chômage en hausse, confiance des consommateurs en dessous de sa moyenne historique, absence de dynamisme du secteur financier, difficultés dans les secteurs de l'industrie et de la construction). Le déficit des Administrations publiques consolidées (Administration centrale, Administrations locales, Sécurité sociale) est attendu à 0,7 % du PIB (après 0,8 % en 2012) et la dette publique continuerait de progresser pour atteindre 23,8 % du PIB (20,8 % en 2012). L'Administration centrale afficherait à elle seule un nouveau déficit de l'ordre de 1,0 milliard en 2013 (2,2 % du PIB), confirmant ainsi la nature structurelle du déficit de l'Etat avant même la disparition des recettes de TVA sur le commerce électronique. Malgré l'évolution positive sur le marché du travail avec une croissance de l'emploi de 1,7 % en 2013, le taux de chômage continuerait d'augmenter et passerait de 6,1 % en 2012 à 6,7 % en 2013, soulignant une fois de plus la nature largement structurelle du sous-emploi résident.

La prévision à moyen terme est élaborée sous l'hypothèse d'une stabilisation de la crise de la dette souveraine en zone euro, d'une forte reprise des exportations et de la capacité de l'économie luxembourgeoise à résorber l'écart de production concomitant à la crise. En conséquence de ce rattrapage, le gouvernement estime que la croissance effective dépasserait le rythme de croissance potentielle dès 2014. Les taux de croissance attendus sont ainsi de 2,2 % en 2014, 1,7 % en 2015 et 3,4 % en 2016.

Si la situation des finances publiques devrait légèrement s'améliorer en 2014 (déficit public à 0,6 % du PIB), elle se détériore ensuite très largement. Le déficit public est prévu à 1,3 % du PIB en 2015 et 2016, du fait notamment de la

modification du régime de taxation sur la valeur ajoutée en matière de commerce électronique à partir du 1^{er} janvier 2015. En effet, les recettes TVA sur le commerce électronique ne seront à partir de cette date plus affectées aux budgets en vertu du principe de résidence de prestataire de service, mais en vertu du principe de résidence du consommateur. L'impact négatif de cette mesure sur les finances publiques luxembourgeoises est estimé à 1,4 % du PIB par an.

Le solde structurel correspondant se chiffre à -1,1 % du PIB en 2016, soit un écart de 1,6 point par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme du Luxembourg. Le ratio dette publique/PIB passerait de 25,9 % en 2014 à 27,9 % en 2016. Entre 2007 et 2016, la dette publique aura quadruplé. Le chômage après un pic à 6,8 % en 2014 devrait commencer à refluer à partir de 2015 et revenir à 6,5 % en 2016.

A la lumière de l'évolution de la situation des finances publiques et compte tenu des défis structurels susmentionnés, le programme de stabilité soulève plusieurs interrogations... Les taux de croissance sur lesquels s'appuie le programme de stabilité ne sont-ils pas entachés d'un biais optimiste? En guise d'illustration, les prévisions de croissance à un an des précédents programmes ont été surestimées en moyenne de 0,6 %.

L'élection législative de 2014 est-elle une raison suffisante pour remettre à plus tard la présentation d'un plan d'assainissement budgétaire crédible et ambitieux afin d'atteindre l'objectif budgétaire et stabiliser la dette dès 2015?

Puisque toutes choses égales par ailleurs, 2016 serait la huitième année où les dépenses des administrations publiques seront supérieures aux recettes, ne faudrait-il pas instaurer une règle contraignante sur l'évolution des dépenses publiques dans le cadre de la réforme budgétaire à venir? Quelles mesures seront prises pour limiter les effets négatifs potentiels du triple choc qui affectera l'économie luxembourgeoise en 2015, en l'occurrence l'entrée en vigueur de l'échange automatique d'informations, la perte de recettes de TVA au titre du commerce électronique et les mesures de hausses fiscales prévues (TVA...)? La croissance potentielle ayant été divisée par deux avec la crise, quelles mesures seront engagées pour la relever et pour sauvegarder le modèle luxembourgeois qui nécessite une politique de l'offre dynamique et une attractivité élevée?

Outre les mesures compensatoires pour corriger la détérioration prévue des finances publiques, des mesures de consolidation budgétaire supplémentaires devront être prises pour replacer le Luxembourg sur la trajectoire d'ajustement vers son objectif budgétaire à moyen terme.



DOSSIER

- 4** Deuxième édition des GR Business Days: Mission accomplie avec 38 % de visiteurs en plus

ECONOMIE

- 48** IMD World Competitiveness Yearbook 2013: compétitivité de l'économie luxembourgeoise – une tendance à la dégradation qui se confirme

DOSSIER

- 4** Mission accomplie avec 38 % de visiteurs en plus

FLASH

- 18** Troisième atelier thématique: Une économie soutenable au service du pays et de ses habitants
21 Luxembourg should target the Indian diaspora as a gateway to the Indian market
22 Visit of H.E. Mxolisi Nkosi, Ambassador of South Africa
22 Visite d'une délégation du Portugal

INTERNATIONAL

- 24** Luxembourg's second presence at the 10th edition of the Project Qatar
24 Calendrier juin – novembre 2013
25 Targeting the north-east in China
25 Economic mission to Colombia and Peru
26 Discover business opportunities in the Ural Region, Russia
28 Textes européens publiés du 1^{er} mai 2013 au 14 juin 2013

FORMATION

- 30** Succès confirmé pour la première édition du Salon de la Formation Continue Universitaire
31 Feierliche Überreichung der Abschlusszertifikate für angehende Touristenführer

- 32** Une formation spécialisée en négociation et affaires internationales au cœur de la Grande Région
33 A la découverte du savoir
33 La Luxembourg School for Commerce lance son nouveau site Internet
33 Les conseillers à l'apprentissage
38 Les jeunes «en route» vers un marché du travail en mutation
39 Un 55^e anniversaire marqué par un environnement économique difficile

INNOVATION

- 40** Murielle John: savoir saisir la bonne opportunité entrepreneuriale
42 Plus de 70 projets innovants en lice pour la 13^e édition
46 Peintures et laques: bien gérer ces substances signifie préserver l'environnement et la santé
47 Nouvelle édition du catalogue Luxembourg SpaceCapabilities

ECONOMIE

- 48** Compétitivité de l'économie luxembourgeoise: une tendance à la dégradation qui se confirme
51 Global Information Technology Report 2013: Luxembourg gains 5 positions
52 Entre perspectives économiques maussades et pistes pour y remédier

- 54** Les recommandations de la Commission européenne au Luxembourg passées au crible
56 Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise
62 Formation logistique: Les membres du Cluster for Logistics élaborent un diplôme de technicien en logistique

LEGISLATION & AVIS

- 64** Projets soumis pour avis à la Chambre de Commerce
64 Un signal fort à l'attention des investisseurs et sociétés étrangères pour s'implanter au Luxembourg
65 En bref
66 Des adaptations nécessaires au cadre législatif européen pour être encore plus efficace
69 L'ITM change de visage et lance un nouveau site internet

FEDERATIONS/U.E.L.

- 70** L'éco-conduite
71 Nouvelle cellule de facilitation en matière d'urbanisme et d'environnement
72 Bilan 2012 positif
72 Le Conseil de la Publicité poursuit ses activités
73 L'importance du droit d'auteur dans la société de l'information
74 Le nouveau départ d'une association professionnelle!



LOGISTIQUE

- 62** Les membres du Cluster for Logistics élaborent un diplôme de technicien en logistique



INFO ENTREPRISES

- 82** Une «nouvelle Belle Etoile» est née!

RSE

- 76** Responsabilité sociétale des entreprises: levier de performance et créatrice de valeur?
78 Foyer adopte une gouvernance favorisant une vision à long-terme

GRAND ENTRETIEN

- 80** "The future is offering quite a few new opportunities"

INFO ENTREPRISES

- 82** Une «nouvelle Belle Etoile» est née!
82 En bref
82 Le fonds nova naturstrom: un engagement écologique à long terme
83 Le car-sharing électrique bientôt au Luxembourg
84 PwC Luxembourg met à l'honneur les femmes entrepreneurs

- 85** «House of Com»: deux agences pour une marque forte
85 SISTO Armaturen: Zukunftsinvestition zum Jubiläum
86 Editus renforce sa stratégie à destination des entreprises B2B en Grande Région

LES 100 VISAGES DE LA CDC 88

Editeur:

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg
 7, rue Alcide de Gasperi
 L-2981 Luxembourg
 Tél.: 42 39 39-1
 Fax: 43 83 26
 E-mail: merkur@cc.lu
 homepage: www.cc.lu

Paraît 10 fois par an

Tirage: 35.000 exemplaires
 Reproduction autorisée avec mention de la source.
 Copie à l'éditeur

Rédaction:

Patrick Ernzer, rédacteur en chef
 Marie-Hélène Trouilleux
 Corinne Briault, Edouard Lehr

Mise en page et impression:

Imprimerie Centrale S.A.

Conception graphique:

rose de claire, design.

Couverture:

lola

Crédit photographique:

MEV Verlag, EU, SIP,
 ONT Luxembourg, M-H. Trouilleux

Publicité:

Imprimerie Centrale
 Service Régie, Bureaux:
 15, rue du Commerce
 L-1351 Luxembourg
 Tél.: (+352) 40 36 10-1
 Fax: (+352) 40 36 10-228
 E-mail: regie@ic.lu
 www.ic.lu

Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.



Deuxième édition des GR Business Days

Mission accomplie avec 38 % de visiteurs en plus

La deuxième édition des «Greater Region Business Days» organisés les 12 et 13 juin par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg s'est soldée par un franc succès. Le premier salon B2B de la Grande Région confirme ainsi sa vocation de stimuler la compétitivité, la croissance et le développement économique des entreprises, en proposant une panoplie d'événements, de rencontres et de services «à la carte» réinventant la façon de «parler business».

Avec près de **2.500 participants**, contre quelque 1.800 pour l'édition de 2012, les

«GR Business Days» ont affiché une **forte progression de plus de 38 %**. Par ailleurs, **178 exposants**, contre 158 l'an

dernier, ont choisi de participer à l'événement. Et plus de **3.500 rendez-vous d'affaires individuels entre entreprises de 20 pays différents**, soit 6 pays supplémentaires par rapport à 2012, ont fait de la deuxième édition de ce nouveau salon B2B une véritable réussite.

Une douzaine d'événements clés, ainsi qu'un grand nombre d'activités autour des secteurs phares des différentes régions limitrophes impliquées, figuraient au programme et le nouveau site web – **www.gr-businessdays.com** – offre à présent aux exposants la possibilité de continuer à faire des affaires dans un espace virtuel dédié qui reste accessible après le salon.

Au chapitre des nouveautés, figuraient notamment les sessions d'«Express Elevator Pitch» enregistrées en amont de l'événement pour une diffusion

Les secteurs cibles:

- Automobile & e-mobilité
- Banques & finances
- Eco-construction & développement durable
- Environnement & énergie
- Formation & éducation
- Machinerie & métallurgie
- Marketing & communication
- Sciences de la vie & biotechnologies
- Services aux entreprises
- TIC & e-commerce
- Transport & logistique

par vidéo sur le salon et sur le web, 28 ateliers animés par les exposants, la «Chambers' Academy» informant sur les services de soutien aux entreprises offerts par le réseau de 15 Chambres de Commerce bilatérales belgo-luxembourgeoises à l'étranger, et deux événements organisés par MLG Events et hébergés sur le salon: «GR e-Business Planet» et «MarCom Business Day».

Les exposants

Le salon «GR Business Days 2013» a offert aux 178 exposants venant de 14 pays différents la possibilité d'exposer leurs produits, leurs services et leurs technologies à un public professionnel, et ceci sur des stands équipés offerts à de prix avantageux.

Pour assurer le dynamisme du salon, chaque exposant pouvait bénéficier d'une panoplie de services afin d'optimiser sa visibilité et sa participation au salon. Parmi les services offerts figuraient notamment l'organisation d'un atelier de travail, l'enregistrement de sessions de Speed-Demos ainsi que la participation aux rendez-vous d'affaires *b2fair*.

Le «Start-ups Village»: l'esprit d'entreprise à l'honneur

Fruit d'une collaboration entre la Chambre de Commerce, le Technoport, Luxinnovation et 1,2,3 GO Business Initiative A.s.b.l. en faveur des jeunes entreprises, l'initiative du «Start-ups Village» s'est tout naturellement imposée comme l'un des piliers du salon «GR Business Days».

Soucieux d'encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise au sein de la Grande Région, la Chambre de Commerce, les agences de promotion commerciale, ainsi que d'autres acteurs économiques publics et privés avaient la volonté de fournir une vitrine aux créateurs d'entreprise, qui bien souvent, ne disposent pas des ressources nécessaires pour participer à des salons professionnels.

Le Start-up Village permet ainsi aux nouvelles sociétés souhaitant développer leurs activités au niveau interrégional et international d'avoir un accès facilité aux salons (tant au niveau budgétaire, qu'au niveau organisationnel). Depuis 2009, la demande croissante de la part des entrepreneurs pour y participer ne fait d'ailleurs que confirmer sa nécessité et son utilité. Le Village des Start-ups de la seconde édition des GR Busi-

ness Days a pu compter sur la présence de 50 entreprises (30 % de plus que la première édition du salon GR Business Days), représentant les secteurs des technologies de l'information et de la communication, des services aux entreprises et du marketing, et faisant de cette zone d'exposition un espace particulièrement dynamique et regorgeant de créativité.

Plateaux TV événementiels: entre conférences interactives, tables rondes économiques et interviews

Placé au cœur du salon, le plateau TV principal a permis de dynamiser le format habituel des conférences sous forme d'émissions télévisées, animées et interactives, restituant tous les temps forts de la manifestation. De nombreux décideurs industriels clés et des personnalités du monde économique sont venus partager leurs expériences à travers des interviews et reportages télévisés.



Une douzaine d'événements clés et un grand nombre d'activités figuraient au programme



En faveur des jeunes entreprises, l'initiative du «Start-up Village» s'est tout naturellement imposée comme l'un des piliers du salon «GR Business Days»



Les conférences, tables-rondes, interviews et plateaux TV ont attiré un public nombreux



(de g. à d.): Paul Arker, président de la CCI de la Région Lorraine; Bernard Caprassé, gouverneur de la Province du Luxembourg belge; Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce Luxembourg; Jean-Marie Halsdorf, ministre de l'Intérieur et à la Grande Région; Xavier Bettel, bourgmestre de la Ville de Luxembourg; Eveline Lemke, Vice-ministre présidente de Rhénanie-Palatinat; Thibaut Villemin, Vice-président du Conseil Régional et Jürgen Barke, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie de la Sarre



Le plateau TV principal a accueilli cinq conférences interactives et trois tables rondes

Grâce à ce partage de compétences et d'expériences d'experts et de professionnels en relation avec les secteurs phares du salon, les participants ont ainsi eu accès à de multiples informations thématiques.

En plus du Symposium de la Grande Région constituant l'inauguration du salon, le plateau TV principal a accueilli cinq conférences interactives dédiées au cloud computing, au référencement, aux liens entre transport et énergie, au marketing & communication et aux régions transfrontalières. Trois tables rondes sur l'entrepreneuriat féminin, l'enseignement supérieur et la politique d'entreprise, ont permis d'esquisser des scénarios intéressants pour l'avenir de la Grande Région et le développement économique des entreprises régionales.

Outre le plateau TV principal, trois autres plateaux TV ont assuré l'animation tout au long du salon en offrant des plates-formes pour des interviews et des speed-demos.

Les conférences et tables rondes Symposium d'Ouverture de la Grande Région «Vision d'Avenir 2030 – Quelles perspectives de développement économique pour la Grande Région?» – La Grande Région en quête d'une identité ... et de plus de visibilité

Dans son mot de bienvenue prononcé à l'occasion du Symposium d'ouverture de la Grande Région, M. Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce, s'est réjoui des résultats de la 2^e édition des GR Business Days proposant une offre très riche qui confirme l'image et la vocation des GR Business Days, un «salon à la carte» au service de près de 400.000 PME et start-ups innovantes en Grande Région.

Dans son allocution, M. Jean-Marie Halsdorf, ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, a rappelé que le contexte économique des années 1990 qui a présidé à la naissance de la Grande

Région avait changé. Lançant un appel pour développer les activités et intensifier la coopération transfrontalière afin de «construire la Grande Région de demain, sociale et solidaire», il a lancé sa profession de foi en insistant sur le fait que «la coopération territoriale s'opère sur la base du principe *win-win*». Il a salué en particulier le succès et l'impact du programme de coopération territoriale européenne, INTERREG IV A Grande Région, un des leviers de cette politique pour la période 2007-2013. Ce programme a permis la réalisation de 126 projets locaux et régionaux entre opérateurs issus des territoires qui composent la Grande Région, dont 56 projets luxembourgeois. La nouvelle programmation européenne de répartition des subsides, INTERREG V, actuellement en cours de négociation, devrait voir le jour avec un engagement début 2014 et donnera un élan à différents projets eurégionaux, entre autres, l'implantation de Data Centers dans la région d'Esch-Belval.

Mme Eveline Lemke, Vice-ministre présidente du Land de Rhénanie-Palatinat a encouragé les acteurs à assigner ensemble un nouveau rôle à la Grande Région de manière à ce que celle-ci devienne un exemple pour le reste de l'Europe. Elle a notamment encouragé les acteurs à identifier les problèmes de l'avenir, au rang desquels devraient figurer l'énergie (incluant un positionnement de la Grande Région sur l'énergie atomique et la sécurité des citoyens) et les GreenTech (en lien avec les évolutions climatiques), une excellente opportunité selon elle pour permettre à la Grande Région d'exporter ses savoirs, de garantir ses exportations et de gagner en visibilité à l'étranger.

Les intervenants du panel invités à s'exprimer ont ensuite évoqué leur vision des grands défis prioritaires auxquels doit s'attaquer la Grande Région à l'horizon 2030: M. Thibaut Villemin Vice-président du Conseil Régional de Lorraine considère comme cruciales (à l'instar de Mme Lemke) les questions en lien avec l'énergie et les matériaux, incitant les acteurs à entamer des démarches et des réflexions sur l'innovation en matière de consommation et de production de nouvelles énergies; M. Jürgen Barke, secrétaire d'Etat, auprès du ministre de l'Economie, du Travail, des Transports et de l'Energie de la Sarre souligne le besoin pour la Grande Région de «développer



Wir beraten
Sie gerne!

Sie suchen Verstärkung?

Schalten Sie Ihre **Stellenanzeige** im **Trierischen Volksfreund!**

Wenn Sie die Besten der Region für Ihr Unternehmen gewinnen wollen, sollten Sie dort präsent sein, wo Sie gesucht werden. Im „Teamwork“ unserer bewährten Zeitungs-Stellenanzeigen und unseres Online-Karriereportals erzielen Sie optimale Synergien für die flächendeckende Suche nach potenziellen Bewerbern.

Mit Ihrer Stellenanzeige im samstäglichen Stellenmarkt „europe emploi“ erreichen Sie aufmerksamkeitsstark Ihre Zielgruppe – gut ausgebildete Fach- und Führungskräfte.

Nutzen Sie zusätzlich die Reichweite unseres Online-Karriereportals, das wir in Zusammenarbeit mit www.stellenanzeigen.de betreiben, eine der führenden Online-Stellenbörsen. Profitieren Sie dabei vom attraktiven Preis- Leistungsverhältnis und sparen Sie 50% bei Ihrer Onlineanzeige mit einer Kombination aus Tageszeitung und Internet.

Unser Anzeigenverkauf berät Sie gerne ausführlich unter
Telefon (0049) 651-7199-525 oder per E-Mail an anzeigen@volksfreund.de



Avec près de 2.500 participants, les «GR Business Days 2013» ont affiché une progression de plus de 38 % par rapport à l'édition précédente

un marché vers l'Europe» et d'améliorer la mobilité des jeunes vers la Lorraine afin de faciliter les déplacements au quotidien, et vers Luxembourg en particulier.

Le bilinguisme voire le multilinguisme constitue également un enjeu de taille exprimé de façon récurrente afin de mieux promouvoir la compréhension mutuelle. M. Paul Arker, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Lorraine insiste sur la nécessité de rétablir et de développer l'usage de l'enseignement de la langue du voisin en vue de supprimer les barrières linguistiques. Afin de tirer parti de traditions d'échanges très vivaces, le développement de projets en réseau appliqué par exemple au développement d'offres touristiques, en association avec les réseaux de transports, constitue une autre piste à explorer dans la perspective du rapprochement (géo-

graphique et culturel) des citoyens et des institutions.

L'identité est encore au cœur des préoccupations des intervenants lorsque M. Xavier Bettel, bourgmestre de la Ville de Luxembourg soutenant l'idée de «développer et vendre la Grande Région au-delà de ses frontières géographiques» plaide en faveur d'une présence et d'une vraie visibilité des villes dans le cadre des Sommets de la Grande Région, celles-ci étant aussi impliquées dans des projets de nature diverse (aménagement du territoire; éducation et formations, tourisme) et donc, créatrices d'emplois. Une revendication et un appel pour des institutions plus fortes pour gouverner cet espace, atteindre une plus value et parvenir à davantage d'efficacité.

Table ronde «Expériences, Ressources et défis de l'Entrepreneuriat féminin: Où en sommes-nous?»

Cette table ronde lors de la nocturne du salon a tout d'abord permis de reconnaître que les femmes constituent une plus-value dans l'entreprise. Cependant à l'avenir, la présence des femmes doit se ressentir dans une gamme de secteurs plus large. Le rôle de l'éducation en vue de promouvoir l'esprit d'entreprise au féminin doit être encore renforcé et, s'attacher en particulier à démystifier l'entreprise et ses préalables ainsi qu'à promouvoir le rôle des «modèles» dans les écoles. Enfin, la mise en réseau en général doit être favorisée de même que la valorisation du réseautage féminin et la mixité.

Comment optimiser votre visibilité sur le web? – Quelle stratégie de référencement naturel, d'achat de mots-clés et de searchandizing en 2013?»

Cette conférence a réuni sur un même plateau les dirigeants de sociétés phares de ce domaine bénéficiant en Europe d'une solide implantation et d'une belle notoriété¹. En effet, pour une PME qui désire s'internationaliser, la visibilité est primordiale. *Faire «exploser» la visibilité de son entreprise sur le Web requiert une alliance équilibrée entre le contenu, la technique et le produit.* Gagner en efficacité et en visibilité, exige d'«affiner» son référencement, ce qui suppose un gros travail de recherche et de planification en amont, bien avant de cibler une clientèle étrangère. Car, en dépit des évolutions importantes en la matière depuis 2007, certains fondamentaux sont toujours d'actualité. Pour le référencement, il s'agit de s'assurer de la pertinence des mots clés utilisés, et donc du contenu; d'intégrer des «balises sémantiques» pour augmenter le trafic sur le site (par ex, indication du prix à côté du produit); de rentabiliser la page «Add words» et «Add links»; de penser à traduire le contenu en plusieurs langues et surtout de définir au plus près l'objectif qu'il entend assigner à son site avant d'en mesurer l'efficacité. Car s'il convient de s'appuyer sur différentes techniques de communication, il est néanmoins conseillé de ne pas excéder le recours à Google au-delà d'une proportion de 40 % et de privilégier des partenariats de qualité plutôt que d'être actif via une multitude de liens. En guise de conclusion, les intervenants ont reconnu qu'un bon référencement requiert, pour le moteur de recherche, une vision à long terme (définir ce que l'on veut/où l'on va?), et une réflexion sur la visibilité en ciblant l'internaute.

Table ronde «Grande Région à l'horizon 2010: Quels défis de l'enseignement supérieur?»

Réunissant des représentants du monde académique (Université de Luxembourg, de la HEC – ULg Management School, Université de Liège de Namur, de l'ICN Business School de Nancy et de l'EUFOM) et du monde de



Partenaires Sociaux

Les solutions informatiques pour la gestion du personnel, le calcul des salaires et le suivi des formations pour les PME et FIDUCIAIRES.

Présentations gratuites à domicile
Installations, formations et suivi de l'utilisateur

www.partenaires.lu

Tél : 26 44 78 51
commercial@partenaires.lu



Présents chaque année aux GR-Business Days Luxembourg

¹ Abondance ; Europages ; Ucatchit ; eTeamsys S.A. KSL.eu, Yellow.lu

l'entreprise (BGL BNP Paribas, Luxembourg et PwC Luxembourg), cette table ronde a permis de dresser un état des lieux des démarches d'internationalisation de l'enseignement supérieur en Grande-Région en cours et des perspectives d'avenir. Elle a permis de constater la convergence des orateurs sur la nécessité de maintenir et de renouveler les interactions entre les deux mondes qui doivent «marcher l'un vers l'autre» afin d'améliorer la qualité des formations «en continuum» et renforcer l'employabilité de l'étudiant. Pour les employeurs, si l'expertise intellectuelle du candidat sur le marché du travail est nécessaire, elle n'est pas pour autant suffisante. L'enjeu réel entre le monde de l'entreprise et celui de l'université semble davantage tendre vers la créativité de l'étudiant. Pour ce faire, il convient de mettre à l'honneur chez l'étudiant la rigueur mais également des formes d'«intelligences collaboratives» et de privilégier davantage la mixité des façons d'apprendre dans les formations. En guise de conclusion, les orateurs ont conclu que la Grande Région constitue pour l'heure un bassin privilégié de ressources tant en termes de mobilité d'enseignants et d'étudiants que d'offres de formations entrepreneuriales. Cependant, l'éducation des langues et le positionnement des universités par rapport aux offres de formation à distance figurent parmi les défis de demain à relever.

Conférence «Regards croisés sur la Grande Région et d'autres régions frontalières en Europe»

Comment se définit la Grande Région? Par rapport à quelles entités et comment? L'économie doit-elle prévaloir sur le cadre institutionnel en tant que force d'entraînement et moteur d'expansion de cet espace territorial? Comment valoriser les autres expériences positives et bonnes pratiques mises en place dans les autres Euregio? Telles ont été les pistes de réflexion et de débats soulevées autour d'un consensus, celui que la Grande Région est une chance et un excellent tremplin pour l'internationalisation des entreprises. Le métissage culturel – le fondement de la Grande Région – résulte de l'histoire et se poursuit aujourd'hui au travers d'un partage d'intérêts en commun et d'un constat d'une mobilité transfrontalière accrue. Mais, pour mieux tirer parti de cette chance et construire

des points de convergence à l'avenir, la Grande Région doit gagner en visibilité.

Afin de construire et conférer une identité économique à la Grande Région, il convient d'une part de *renforcer les liens relationnels* à l'intérieur des Etats membres de la Grande Région, et entre cette dernière et les autres régions frontalières, d'autre part.

Outre, l'emprunt et la pérennisation de bonnes pratiques et expériences positives transfrontalières, la voie la plus évidente, de loin la plus aisée, semble venir de la volonté des entreprises de se rapprocher les unes des autres, souligne Peter Hoffmann directeur PME et Grande Région, PwC Luxembourg. D'où le besoin de lancer une vraie dynamique de coopération, notamment au niveau des clusters. Une étape préliminaire est d'identifier les domaines d'excellence et de trouver selon Roger Cayzelle, Président du Conseil Economique, Social et Environnemental de Lorraine *«des leviers de développement»* en Grande Région. L'enjeu à terme est donc bien «professionnaliser» la mise en réseau en vue de faire émerger des clusters transfrontaliers.

Pour autant, vouloir limiter les coopérations au cadre de la Grande Région serait faire fausse route. Bien au contraire, la Grande Région doit se définir comme une force de frappe collective vouée à s'exporter. Si la coopération et la mise en réseau entre entreprises ne semble pas poser de problèmes, cet objectif paraît encore ambitieux lorsqu'il s'agit de mener à bien des projets d'envergure. Ceux-ci exigent un travail de structuration et un rapprochement au niveau des institutions afin de pérenniser les acquis. Autrement dit,

admettre une complémentarité du rôle et des enjeux au niveau de la gouvernance et de l'économie.

Les Bistrots du Jeudi: «De la Start-up innovante à la PME Leader: comment créer les champions à l'international de demain?»

Organisé dans le cadre des «Bistrots du Jeudi», la conférence a examiné les conditions qui président à la réussite des start-ups à l'international. Si franchir les frontières est un intérêt vital pour les start-ups parvenues à maturité, pour autant tous les entrepreneurs ne sont pas tous, ni préparés ni faits, pour se lancer dans l'aventure de l'internationalisation, accompagner en même temps le changement de structure de la «jeune pousse» et acquérir d'autres connaissances. Pour les start-ups soucieuses de conquérir de nouveaux marchés, réussir ce pari obéit à un certain nombre de conditions.

Dans leur majorité, les orateurs ont rappelé un élément préalable et incontournable pour lancer une start-up: la rédaction d'un *business plan*. En tout premier lieu, avant de se lancer sur les marchés étrangers, il faut réussir à associer le bon produit (si possible innovant) à un marché porteur. Il est ensuite conseillé de valider son produit sur le marché local. Compte tenu de la taille du marché luxembourgeois, les marchés de proximité de la Grande Région semblent une étape toute indiquée. M. Philippe Suinen, administrateur général et aux investissements de l'Agence Wallonne à l'Exportation (Awex), rappelle que partir à l'assaut de nouveaux marchés, c'est aussi s'adapter et se confronter à d'autres cultures. M. Diego De Biaisis, CEO du



Organisé dans le cadre des «Bistrots du Jeudi», les conditions qui président à la réussite des start-up à l'international ont été débattues



Plus de 3.500 rendez-vous d'affaires individuels entre entreprises de 20 pays différents, soit 6 pays supplémentaires par rapport à 2012, ont fait de la deuxième édition de ce nouveau salon B2B une véritable réussite

Technoport S.A. Luxembourg installé à Belval, recommande-lui d'attendre cinq ans pour «s'imprégner de la culture du pays cible». M. Suinen conseille encore de «colorer son offre» en fonction des marchés ciblés. Enfin, les éléments de hasard, la chance et les rencontres qui jalonnent les étapes du développement de la start-ups et le talent ou le «feeling» des fondateurs pour faire face à la nouvelle dimension de l'entreprise sont également des paramètres à prendre en compte dans la démarche d'internationalisation.

Pour M. Diego De Biasio le grand souci des PME qui arrivent à maturité et qui ne sont plus vraiment des start-ups, c'est l'accompagnement et le financement. A cet égard, la structure d'accompagnement du Technoport qui prend en charge les start-ups avant leur phase de maturité, met en place une structure et des conditions d'accueil favorables. Mme Caroline Emond, Déléguée Générale du Québec auprès de la Délégation Générale du Québec à Bruxelles donne l'exemple du Québec qui accompagne ses entreprises vers les marchés extérieurs en s'appuyant sur les «grappes industrielles» et les «vitrines technologiques».

S'agissant de recherche de financements, l'Etat peut être un moteur pour l'ouverture vers certains marchés. En effet, les entreprises qui disposent de gros potentiels de rentabilité mais qui ne peuvent bénéficier de financements classiques peuvent, sous certaines conditions, accéder aux subsides² offerts par le ministère luxembourgeois de l'Economie

et du Commerce extérieur qui leur ouvre l'accès à une gamme des financements.

Différents acteurs, publics ou privés, participent à l'émergence d'un écosystème autour des start-ups, allant des entrepreneurs aux investisseurs potentiels en passant par le monde académique. Pour Laurent Probst, associé et fondateur du PwC's Accelerator qui a pour objectif de répondre aux besoins des sociétés à fort potentiel de croissance à l'international, «ces sociétés font face à une complexité d'accès aux marchés et à une difficulté accrue d'accès au financement «et ont besoin d'une assistance multi-facette. Depuis sa création en mars 2012, cet accélérateur d'entreprises a facilité l'accès pour plusieurs sociétés européennes à plus de 6 millions d'EUR de capitaux. Ces premiers résultats ont été possibles grâce à une communauté d'investisseurs européens de différentes catégories et origines. Pour la levée de fonds de capital à risque, il souligne que nombre d'investissements conclus actuellement proviennent des *family offices* ou des *high net worth individuals*».

Fort de son expérience à la tête d'une ancienne start-up LuxScan technologies, M. Jean-Yves Hergott, s'explique sur le rôle spécifique du *business angel* comme facilitateur d'accès des start-ups aux marchés internationaux: un entrepreneur qui s'est retiré avec profit d'une activité et qui est prêt à partager son expérience et son financement au profit de sociétés innovantes, à condition toutefois de cibler un même domaine d'activité.

Pour Mme Karin Schintgen, il convient pour le Luxembourg de se départir des lourdeurs bureaucratiques inutiles, afin d'être attractif. Pour s'acquitter de son rôle de «cadre moteur» au coeur de la Grande Région, le Grand-Duché se doit de maintenir «une longueur d'avance» par rapport à ses voisins. Dans le même ordre d'idées, M. Laurent Probst met en avant l'intérêt des marchés publics pour les jeunes entreprises, à une réserve près cependant: leur permettre également d'y avoir accès en faisant sauter les barrières administratives.

Les «Express Elevator pitches»: une nouveauté pour rendre les exposants encore plus visibles

Cette année, le salon GR Business Days a lancé une nouvelle initiative: les «Express Elevator pitches». Ces présentations ont permis aux participants de préparer et de présenter avant le salon un «pitch» de une minute face à une caméra avec pour objectif de servir de teaser dans le cadre de leur participation aux GR Business Days. Le but de cette initiative était de fournir aux entreprises un outil marketing qu'ils pourront utiliser dans leurs campagnes promotionnelles et dont ils ont fait usage lors du salon. Une quarantaine d'«Elevator pitches» ont été enregistrés dans le cadre de la deuxième édition du salon «GR Business Days».

Les «Speed-démos»: un outil de marketing innovant

Une soixantaine de *speed-démos* ont été organisées dans le cadre des GR Business Days afin de permettre aux participants du salon de mettre en avant leur expertise, ainsi que de présenter leur savoir-faire et cas-clients dans un contexte professionnel et en présence d'un public qualifié.

Ce format d'événement a apporté, en termes de visibilité, une valeur ajoutée considérable aux entreprises qui ont profité de cette opportunité pour diversifier leurs contacts professionnels de manière dynamique. Les entreprises ont en outre bénéficié d'un outil marketing novateur: de courtes présentations individuelles de 3 à 5 minutes enregistrées, qui pourront être utilisées sur le web et dans le cadre de futures campagnes marketing.

² Loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Animées et filmées, 7 sessions thématiques des speed-demos étaient organisées notamment en relation avec: «Formation & éducation», «Santé, Environnement, Énergie & Développement durable», «Services aux entreprises», «TIC et e-commerce» et «Marketing & Communication».

Les Speed-Demos des deux derniers thèmes ont eu lieu dans un concept «Challenge» permettant aux exposants de mettre en avant leurs solutions et produits innovants devant un jury d'experts.

Cette initiative a été très appréciée par les exposants, mais également par les visiteurs qui ont eu l'opportunité de découvrir les tendances, les produits et les services innovants des secteurs clés du salon.

Événement de matchmaking *b2fair*

Un élément important maintenu de 2012 a constitué la plate-forme de rencontres professionnelles *b2fair*. Cette bourse de contact internationale a permis aux entreprises participantes d'entrer facilement et rapidement en contact avec des partenaires interrégionaux potentiels et qualifiés, à l'échelle interrégionale et internationale.

Grâce à un format de rendez-vous en tête-à-tête de 30 minutes, cet événement a proposé aux exposants et visiteurs de rencontrer leurs futurs partenaires d'affaires à travers des rencontres bilatérales soigneusement planifiées au préalable. En se basant sur le concept de renommée internationale *b2fair*[®], ce dispositif relationnel compact et unique en son genre apporte un soutien au développement des premiers contacts d'affaires et offre ainsi tous les leviers pour trouver de nouveaux partenaires potentiels, étudier des projets de partenariat enrichissants et établir des relations d'affaires de qualité et durables.

Au total, près de 300 entreprises représentées plus de 400 chefs d'entreprise provenant de 20 pays différents ont participé à la bourse de contacts. Plus de 3.500 rendez-vous ont ainsi été réservés pour ces participants, soit une moyenne exceptionnelle de plus de 12 rendez-vous par entreprise.

Cette initiative soutenue par un réseau de presque 70 partenaires d'une trentaine de pays a d'ailleurs réaffirmé la pertinence du concept et soutenu les entreprises dans leur recherche de coopération et de partenariat. Les partenaires présents lors du salon GR Busi-

ness Days ont renseigné les entreprises sur un stand mis en place à cet effet. La présence de nombreux membres du réseau européen «Enterprise Europe Network» a contribué davantage à souligner le caractère international de l'événement et à mettre en évidence les services de ce réseau européen de soutien aux entreprises en matière d'internationalisation et d'innovation.

b2fair Business Awards

La bourse de contacts *b2fair* a été aussi l'occasion de remettre les «*b2fair* Business Awards» qui récompensent les entreprises émérites pour les résultats en termes de coopération et de partenariat qu'elles ont obtenus suite aux rendez-vous d'affaires organisés lors des éditions précédentes de l'événement.

Les trophées ont été décernés le 12 juin en soirée à l'issue de la conférence sur l'Entrepreneuriat Féminin. Remis par S. E. Mme Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes & du Tourisme et ministre de l'Égalité des Chances, et par Mme Joanna Drake, directrice en charge de la Promotion de la Compétitivité des PME, Envoyée spéciale adjointe pour les PME auprès de la DG Entreprise & Industrie de la Commission européenne, le prix a mis en lumière trois entreprises qui ont signé d'importants contrats d'affaires suite à leur participation à l'événement *b2fair* en 2012. Cette année, la remise des «*b2fair* Business Awards» était sponsorisée par PwC et Europages qui ont offert respectivement aux gagnants une

adhésion d'un an au programme de formation en management de PwC et un bon pour le référencement sur Internet (Europages).

Les trois entreprises suivantes ont été récompensées:

1^{er} gagnant: M. Frank Benz et M. Manfred Welter, Sales Manager (ttt-it – Allemagne)

Basée à Trèves, près de la frontière du Luxembourg, la société ttt-it AG établit des solutions IT performantes et efficaces pour soutenir la possibilité d'atteindre leurs clients «des objectifs d'entreprise, aujourd'hui et pour l'avenir». Cette société a participé depuis de nombreuses années aux événements de rencontres *b2fair*. Grâce à cela, ttt-it AG a signé 5 contrats d'affaires avec 5 sociétés lors des événements de rencontres *b2fair* organisés à Luxembourg entre 2008 et 2012.

2^e gagnant: M. Philippe Maes, Managing Partner (Nerea – Luxembourg)

Nerea est leader en matière de CRM (Customer Relationship Management) des entreprises au Luxembourg, en Belgique et en France. La société est spécialisée dans l'intégration et le conseil de solutions Microsoft Dynamics CRM. Nerea a participé à la première édition du salon «GR Business Days». Grâce aux rendez-vous obtenus, la société a signé deux contrats avec une multinationale française active dans le secteur industriel ainsi qu'avec une société luxembourgeoise active dans le secteur public.



Les «*b2fair* Business Awards» ont été remis en présence de Mme Françoise Hetto-Gaasch et de Mme Joanna Drake et étaient sponsorisés par PwC et Europages



La présence des Chambres de Commerce belgo-luxembourgeoises dans le cadre de leur réunion annuelle intitulée «Chambers' Academy» a constitué une nouveauté de l'édition 2013 du salon «GR Business Days»

3^e gagnant: M. Julien Gardeux, Gerant (Arduinnova – France)

Arduinnova est une société française spécialisée dans le développement web, webdesign 2D, 3D et MotionDesign. La société a participé au salon «GR Business Days» en 2012 et a réalisé deux contrats avec 2 start-ups luxembourgeoises.

La bourse de contacts *b2fair* ne pourrait pas fonctionner sans le soutien d'un réseau international de partenaires. Lors de la cérémonie des «Business Awards», deux partenaires ont spécialement été récompensés pour leurs efforts en matière de promotion et de soutien à leurs entreprises:

Partenaire 1: M. Jean Philippe Mergen, Director Export (BECI – Chambre de Commerce et Union des Entreprises de Bruxelles)

BECI représente, grâce à ses équipes & départements, des milliers d'entreprises, assure la défense de leurs intérêts et leur offre de nombreux services de nature à leur faciliter la gestion de leurs affaires. BECI est un partenaire fidèle depuis des années dans la promotion et l'organisation des bourses de contacts au Luxembourg et à l'étranger. Grâce à BECI, une délégation d'entreprises bruxelloises a eu l'opportunité de participer et nouer des contacts avec les entreprises de la Grande Région aux GR Business Days.

Partenaire 2: M. Antonio Gromini, Project Manager International Affairs (La Fédération des Chambres de Commerce belges)

La Fédération des Chambres de Commerce belges est l'organisation de

coordination des chambres de commerce de Belgique. En outre, la Fédération représente les intérêts de 31 chambres de commerce belgo-luxembourgeoises à l'étranger. La Fédération a participé à la seconde édition des GR Business Days et a suivi et assisté avec brio, assiduité et persévérance son réseau de 15 chambres bilatérales présentes lors du salon.

Le réseau *b2fair* accueille un nouveau partenaire de Russie

La cérémonie des «Business Awards» s'est clôturée par la signature d'un contrat officiel *b2fair* avec «Ural Innovation LLC» de la région d'Ekaterinbourg représenté par M. Maxim Grokhulskiy, ayant pour objectif d'élargir ses activités et le réseau professionnel en Russie.

Dans le cadre de la signature officielle, *b2fair* a annoncé son intention d'organiser un nouvel événement de matchmaking au salon Innoprom à Ekaterinbourg en collaboration avec Ural Innovation LLC en juillet 2014.

La Chambers' Academy

Une autre nouveauté de l'édition 2013 du salon «GR Business Days» a constitué la présence des Chambres de Commerce belgo-luxembourgeoises dans le cadre de leur réunion annuelle intitulée «Chambers' Academy». Organisée et coordonnée par la Fédération des Chambres de Commerce belges qui représente les intérêts de chambres de commerce belgo-luxembourgeoises à l'étranger, un stand commun a accueilli des chambres bi- et trilatérales venant de 15 pays différents.

La présence de ces chambres a offert la possibilité aux exposants et aux visiteurs de nouer des contacts avec des organismes de soutien aux entreprises en provenance de nombreux pays. De plus, les chambres de commerce ont promu l'événement GR Business Days dans leurs pays respectifs afin d'attirer davantage de visiteurs internationaux.

Journées thématiques «e-Commerce» et «MarCom»

Une des nouveautés de l'édition 2013 du salon «GR Business Days» était l'organisation des journées thématiques. Le premier jour du salon était dédié au thème du commerce électronique, «GR e-Business Planet», tandis que le 13 juin, le «GR MarCom Business Day», était basé sur le thème du marketing et de la communication.



Pierre Gramegna lors de la signature du contrat officiel avec un nouveau partenaire *b2fair*: «Ural Innovation LLC» de la région d'Ekaterinbourg

Le commerce électronique joue un rôle de plus en plus important dans la vie des entreprises. Non seulement la vente par Internet, mais également la promotion via les réseaux sociaux, par exemple. La sécurité et la mise en ligne de sites web de qualité font partie des aspects à prendre en compte dans le développement des activités d'une entreprise. Les PME en particulier, peuvent encore améliorer leur présence sur Internet.

Ainsi, la journée «GR e-Business Planet» a offert aux exposants et visiteurs la possibilité de participer à de nombreux ateliers de travail portant sur des thèmes variés, tels que le référencement naturel, le maintien du SEO (*Search Engine Optimisation*) et les actions d'e-mailing.

Le grand plateau TV central a accueilli deux grandes conférences intitulées: «Comment profiter des avantages majeurs du *cloud computing* et garantir la sécurité de vos informations?» et «Référencement: Optimisez votre visibilité sur le web! – Quelle stratégie de référencement naturel, d'achat de mots-clés et de *searchandizing* en 2013?». Parmi les orateurs figuraient des experts en la matière représentant tant de grandes entreprises telles que Microsoft et Europages que des PME spécialisées.

La journée «GR MarCom Business Day» a mis l'accent sur le secteur du «Marketing & Communication», un secteur bien représenté parmi les exposants et visiteurs du salon. Le marketing et la communication étant des thèmes vastes qui touchent toutes les entreprises, le programme du 13 juin a abordé des thématiques très diverses.

Le plateau TV a vu intervenir des experts en Marketing & Communication lors d'une conférence interactive intitulée «Comment optimiser votre plan marketing en 2013 avec des clients plus difficiles à convaincre, zappeurs, surinformés, mobinautes, joueurs et multicanaux». En même temps, la salle de *worshop* «Grande Région» a accueilli 7 ateliers de travail portant sur des thèmes tels que le plan d'actions «marketing», les dernières tendances en matière de prospection et les solutions CRM.

Pendant les deux jours thématiques, le plateau TV central a offert aux exposants du secteur TIC et secteur de Marketing & Communication la possibilité de présenter leurs produits et services lors d'une «Speed-Démo» de 3 minutes

devant un jury d'experts. Les participants ont été jugés sur les produits et services offerts par la société, ainsi que la qualité de la présentation. A la fin de chaque session, le jury a choisi un vainqueur qui a été récompensé.

Réceptions de networking

Afin de favoriser le *business networking*, de nombreuses réceptions et autres rencontres informelles ont permis aux participants de nouer des contacts privilégiés dans une ambiance conviviale. Ainsi, le salon GR Business Days a organisé 5 réceptions de *networking*, dont le but était de fournir aux entreprises un environnement privilégié pour engager leurs négociations et renforcer leurs contacts professionnels.

Les GR Business Days ont débuté par la réception de bienvenue offerte le 11 juin au Cercle Cité par la Ville de Luxembourg et la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. La réception a accueilli les exposants du salon, ainsi que des délégations et entreprises étrangères arrivées au Luxembourg la veille du salon. Les réceptions de *networking* organisées lors du salon ont mis en relation les acteurs économiques et politiques clés avec les PME et starts-ups innovantes.

La deuxième édition des GR Business Days s'est terminée par une réception en présence de nombreux exposants et visiteurs, afin de renforcer et conclure les discussions d'affaires.

Après le salon ... Le salon virtuel 3D

Parallèlement aux 4 modules d'exposition différents proposés aux exposants avec de nombreux services à



De nombreuses réceptions et rencontres informelles ont permis aux participants de nouer des contacts privilégiés dans une ambiance conviviale



Air.tv avait installé ses plateaux aux GR Business Days: Mme Sabrina Sagromola, organisatrice du salon interviewée par Jean-Luc Bertrand sur le plateau avec M. Alain de Muyser (d.), Mme Anne Pedon-Flesch et M. Roger Cayzelle (g.)

valeur ajoutée leur permettant de présenter leurs compétences, leurs produits et services aux visiteurs interrégionaux et internationaux, les exposants ont bénéficié d'une simulation 3D de leur stand d'exposition.

Depuis la clôture officielle des GR Business Days, ce stand d'exposition 3D fait partie du «Salon virtuel 3D» accessible sur Internet. Ce «salon» augmente la visibilité des exposants après le salon. Grâce à ce premier salon virtuel de la Grande Région, les exposants ont l'opportunité de donner un suivi aux actions engagées sur le



Toute l'équipe de la Chambre de Commerce lors des GR Business Days 2013. Prochain rendez-vous les 18 et 19 juin 2014

terrain. De plus, il offre aux exposants la possibilité de s'entretenir en temps réel avec des clients potentiels via une fonction «chat». La salle de conférences qui fait également partie intégrante du salon virtuel permet de visionner les temps forts des GR Busi-

ness Days, les conférences et les tables rondes qui s'y sont déroulées.

La troisième édition

Après le grand succès des éditions 2012 et 2013 du salon GR Business Days et stimulé par les échos positifs de la part

des exposants et visiteurs, la Chambre de Commerce a décidé de reconduire le salon en 2014. L'équipe de GR Business Days vous attend les 18 et 19 juin 2014 dans les locaux de Luxexpo. ■

■ Témoignages d'entreprises

 <p>Julie Zampa Directrice de clientèle NOVA MS</p>	<p>NOVA MS est une agence conseil spécialisée en marketing stratégique, communication et relations publiques, commerce et marketing opérationnel.</p> <p>«Grâce aux GR Business Days, nous repartons avec de nouveaux contacts de qualité. Nous sommes très satisfaits, tant de la disponibilité du personnel de la Chambre de Commerce que de la variété des activités présentes via les exposants et les visiteurs. Remporter le Speed Démo Challenge fut une très bonne surprise, qui nous a permis de clôturer agréablement notre participation à cet événement.»</p>
 <p>Anne Oswald Responsable lifelong-learning.lu INFPC</p>	<p>L'INFPC accompagne les entreprises qui sollicitent le cofinancement étatique prévu dans le cadre de la législation ayant pour objet le soutien et le développement de la formation professionnelle continue.</p> <p>«Nous sommes satisfaits de ce salon lors duquel nous avons pu rencontrer des personnes intéressées par nos activités, il s'agit de contacts qualitatifs.»</p>
 <p>Eloïse Chanoine Marketing Officer Incotec Incotec</p>	<p>Editeur-concepteur de logiciels de gestion des temps et de planification, Incotec contribue à l'excellence opérationnelle des entreprises et des administrations depuis plus de 30 ans.</p> <p>«Nous sommes très satisfaits de ce salon. L'organisation était très professionnelle, les 2 journées se sont bien déroulées et nous avons la chance de repartir avec des contacts de qualité. Nous tenons également à remercier la Chambre de Commerce pour les réceptions qu'elle a organisées.»</p>
 <p>Valérie Hustadt Site Manager NCI Luxembourg</p>	<p>NCI Luxembourg est spécialisé dans la location de bureaux équipés et salles de réunion/séminaires au cœur de La Cloche d'Or au Luxembourg.</p> <p>«Nous avons trouvé ce salon très intéressant d'un point de vue commercial. D'une part par le bon nombre de contacts obtenus grâce à l'événement b2fair, mais aussi car il a répondu à nos attentes en terme de visibilité.»</p>
 <p>Jérôme Turquey Manager Qualitiges</p>	<p>Qualitiges est une société qui assure une amélioration continue des processus pour prévenir les litiges avec les parties prenantes et les coûts.</p> <p>«Ayant créé ma société il y a quelques mois la participation comme exposant a été une évidence. Le salon a fait preuve d'une excellente organisation avec un accueil chaleureux et une assistance réactive. Je suis très satisfait des rencontres d'affaires b2fair qui ont eu lieu lors des 2 journées. Il s'agit d'un des seuls salons qui offre, une telle panoplie de services, tels que les Speed-Demos, les ateliers exposants, les Elevator pitches ... Etant déjà présent lors de la première édition, mon sentiment est que cette année il y a encore eu un plus grand nombre de visiteurs présents.»</p>



Quand l'État jouera son budget au casino...

vous l'apprendrez par **L'essentiel**

L'essentiel, partenaire officiel des GR Business Days



■ Témoignages d'entreprises

 <p>Christian Schmidt Director C-time</p>	<p>C-time est spécialisé dans le domaine des cadeaux personnalisés. La société a créé le produit «Good Job» dédié aux sociétés, administrations,.. dont le but est de remercier leurs employés jubilaires.</p> <p>«En tant que start-up, le salon des GR Business Days, est une grande opportunité afin de se promouvoir. J'ai eu 12 rendez-vous d'affaires, ce qui est très bien pour un début. Désormais, ma mission est de suivre les contacts d'affaires établis lors du salon.»</p>
 <p>Emmanuel Bidaine Project Communication Manager + Composites</p>	<p>+Composites, projet INTERREG IVB NWE porté par CRP Henri Tudor, « a renforcé son image dans la Grande Région en étant exposant lors des « Greater Region Business Days 2013 ». Les visiteurs du salon ont eu l'occasion pendant deux jours de rencontrer les membres des projets, venus des différentes régions partenaires et de s'informer sur les possibilités offertes par celui-ci. En marge du salon, la conférence co-organisée par le CRP Henri Tudor a rassemblé plus de 50 participants autour du thème de l'impression 3D et de la fabrication additive appliquée au design et à la production innovante. »</p>
 <p>Cyril Cotinaut Manager Partenaires Sociaux</p>	<p>Partenaires Sociaux est spécialisé dans le développement de solutions pour le calcul des salaires et la gestion du personnel.</p> <p>«Une entreprise qui ne se montre pas est une entreprise qui tombe dans l'oubli. Depuis la création de Partenaires Sociaux en 2000, tous les ans nous faisons un ou deux salons BtoB locaux. Les GR Business Days sont pour nous, toujours une grande occasion de rencontrer nos clients que nous ne pouvons prendre le temps de voir dans l'année, et dans une ambiance à la fois festive et professionnelle, nous entretenons des liens commerciaux et souvent plus amicaux. Il m'est arrivé de faire une présentation de notre logiciel KeyPaye face à des prospects, et l'opportunité du lieu a permis la présence d'un client passant par là qui a transmis chaleureusement son plaisir de travailler avec notre société depuis dix ans. C'était un hasard que seul un salon aurait pu créer. J'ajoute que j'ai ensuite fait connaître ce client à un autre exposant et ils ont pu longuement échanger sur leur savoir faire commun [...]»</p>
 <p>Jean-Marie Reiff Directeur de l'ILNAS ILNAS</p>	<p>L'ILNAS, en tant qu'Organisme luxembourgeois de normalisation, conduit la stratégie normative qui vise à mieux soutenir l'économie nationale en termes de compétitivité, de visibilité et de performance. A ce titre, s'appuyant sur l'Agence pour la Normalisation et l'Economie de la Connaissance (ANEC GIE), l'ILNAS propose différents produits et services du domaine de la normalisation tels que le catalogue électronique des normes (e-Shop), le diagnostic en normalisation, l'accompagnement des entreprises, la formation continue, les veilles ciblées ou encore l'identification de projets de recherche.</p> <p>«L'ILNAS et l'ANEC ont participé pour la deuxième année consécutive au salon GR Business Days, l'occasion de présenter aux visiteurs les produits et services que nous avons récemment développés et qui sont à leur disposition. A cet effet, nous avons apprécié les différentes activités proposées aux exposants lors de ce salon (elevator pitch, speed démos, rencontres d'affaires). Au cours de ces deux journées, nous avons ainsi pu sensibiliser les acteurs socio-économiques aux enjeux liés à l'application des normes et à la participation à la normalisation.»</p>
 <p>Frédérique Gueth Manager de Business Initiative Asbl et Coordinatrice de l'Initiative Seed4Start</p>	<p>Mme F. Gueth, Manager de Business Initiative Asbl et Coordinatrice de l'Initiative Seed4Start, s'est dit «impressionnée et très satisfaite par l'excellente organisation et les retombées de cet événement, qui s'est traduit par un grand nombre de visiteurs sur le stand de Seed4Start et un carnet important de RDV.» Selon elle, «Seed4Start a créé la surprise tant auprès des investisseurs que des entrepreneurs pour lesquels il s'agit d'une initiative unique et spécifique à la Grande Région. En effet, Seed4Start en tant que plateforme transfrontalière de capital investissement en Grande Région facilite la rencontre entre l'offre et la demande de capitaux sur des projets de création, de reprise ou de développement d'entreprises innovantes (start-ups de moins de 5 ans). Très certainement, pour les PME innovantes, la condition d'élire un des territoires de la Grande Région pour s'implanter et ancrer leurs activités – condition à satisfaire pour bénéficier de cette levée de fonds – constitue un atout majeur pour valoriser le potentiel économique de la Grande Région et un facteur d'attractivité supplémentaire pour les start-up luxembourgeoises»</p>
 <p>Marc François Fondateur Intermediatic Intermediatic</p>	<p>«L'organisation professionnelle du salon et le fait que la notion de Grande Région continue à s'affirmer crée une ambiance propice aux échanges inter entreprises. Le stand d'INTERMEDIATIC, agence de communication multimédia, était animé lors de cette édition des GR Business Days. Les rencontres se sont succédées non seulement avec de nouveaux clients mais également avec des partenaires du secteur qui souhaitent s'appuyer sur nos solutions créatives et innovantes. Les solutions qui ont le plus intéressé les visiteurs sont les sites web et applications mobiles ainsi que les visites immersives (panoramas 360°) en passant par les outils de communication et de réservation pour l'hôtellerie et le tourisme. Bravo pour cette belle dynamique!»</p>

QUIZ MERKUR

Chaque mois, cochez les bonnes réponses du Quiz du Merkur et participez au tirage au sort pour gagner un **iPOD nano 16 GB silver!**

LE QUIZ DU MERKUR

Chaque mois, la Chambre de Commerce vous invite à tester vos connaissances sur les thèmes économiques les plus divers en participant au quiz mensuel du Merkur. Les lecteurs attentifs trouveront toutes les réponses aux questions dans l'édition courante du magazine. Un tirage au sort sera organisé parmi tous les participants ayant trouvé les bonnes réponses. Le prix à gagner est un **iPOD nano 16 GB silver**.

La deuxième édition des «Greater Region Business Days» organisés par la Chambre de Commerce s'est soldée par un franc succès. Le nombre de participants en 2013 a affiché une hausse de 38 % par rapport à 2012.

1. Combien de participants le salon a-t-il enregistré en 2013?

- 1.800?
- 2.500?
- 3.500?

Le classement du World Competitiveness Yearbook 2013 publié par l'institut suisse International Institute for Management Development repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce.

2. En 2013, le WCY classe le Luxembourg à un rang inférieur par rapport à l'année précédente parmi les 60 économies les plus compétitives. Quel nouveau rang occupe le Luxembourg?

- 5°?
- 10°?
- 13°?

En septembre 2013, la Chambre de Commerce organisera une mission en Chine. Dans le cadre de cette mission, le Euro-China Business Meeting, un événement dédié à la promotion d'un développement harmonieux des activités économiques entre la Chine et l'Europe, est organisé par le MECEC à Jilin et attend quelque 500 entreprises (400 pour la Chine et 100 pour l'Europe).

3. Le MECEC est un partenaire de longue date de la Chambre de Commerce. Que signifie cet acronyme?

- Macro Euro-China Entrepreneurs Club?
- Major Europe-China Entrepreneurship Consultants?
- European-Chinese Entrepreneurs Business Club?

Pour participer au tirage au sort et gagner le nouvel iPod nano 16 GB silver, il suffit de renvoyer ce questionnaire dûment rempli par fax au (+352) 43 83 26 (Rédaction Merkur) **avant le 23 juillet 2013**. Une seule réponse par foyer.



Nom	
Prénom	
Adresse	
Code postal	
Localité	
Téléphone	
E-mail	

Félicitations à Murielle HONORE, la gagnante du Quiz de l'édition du Merkur 03/2013 qui a reçu un iPod nano 16 GB silver!

Gagnante du Quiz de l'édition du Merkur 04/2013: Mme Murielle HONORE (Attert, Luxembourg)

2030.lu – Ambition pour le futur

Troisième atelier thématique: Une économie soutenable au service du pays et de ses habitants



L'atelier thématique a réuni un public intéressé

Quelque 80 personnes ont suivi l'invitation de l'initiative «2030.lu – Ambition pour le futur» et ont assisté samedi dernier au «Cercle Cité» à Luxembourg au troisième atelier thématique, consacré cette fois-ci aux enjeux et défis à résoudre dans les domaines de la productivité, de la création de richesse et de l'indépendance financière. Ce dernier atelier thématique avait pour objet de trouver, par le biais d'un débat entre experts et représentants de la société civile, des pistes de solution pour apporter une réponse aux problèmes financiers et économiques que le Luxembourg rencontre dans les domaines exposés.

Le débat thématique a été ouvert par M. Marc Wagener, coordinateur général de l'initiative «2030.lu – Ambition pour le futur», qui a présenté brièvement les enjeux pour le Luxembourg, dont la pérennité du modèle socio-économique est actuellement remise en question singulièrement par un essoufflement de la productivité et une dégradation insoutenable des finances publiques.

Promotion de la relation école-entreprise et compréhension des principes de l'économie

Le premier orateur de la matinée, M. Marc Muller, Professeur en sciences économiques et sociales, a présenté une approche transversale portant sur le

rôle primordial de l'enseignement en matière d'éducation et de sensibilisation du public aux grandes questions économiques de notre époque. L'enseignant a notamment regretté qu'une récente réforme du Ministère de l'éducation, ait abrogé des cours économiques dans certaines filières; les matières économiques n'étant par ailleurs que prises en compte de manière imparfaite dans l'actuel projet de réforme de l'enseignement secondaire. M. Muller a souligné l'importance d'enseigner aux jeunes le fonctionnement de notre économie afin d'en faire des citoyens critiques et avertis, capables de comprendre les enjeux sociaux et économiques et d'intervenir dans les débats qui les accompagnent. Le lycée ne peut pas être considéré comme une entité close, d'où il préconise l'ouverture de l'école vers l'extérieur en renforçant la coopération avec le monde professionnel. Le professeur a ensuite partagé sa vision du tourisme au Luxembourg, qui serait selon lui un domaine «sous-exploité». Il a notamment préconisé le développement du tourisme de type «wellness», donc du tourisme axé sur la santé et le haut de gamme, et ce notamment en exploitant le potentiel existant dans les régions du nord du pays avec leurs paysages verdoyants et nombreuses pistes de randonnées.



Marc Wagener



Marc Muller



Manuel Baldauff



L'AVENIR DU LUXEMBOURG
NOUS CONCERNE TOUS

ALORS DISCUTONS-EN!

2030.LU

AMBITION POUR LE FUTUR



»»» Discussions, inscriptions et informations sur www.2030.lu

ENERGIE,
ENVIRONNEMENT,
ÉCONOMIE VERTE

INFRASTRUCTURE,
LOGEMENT

EDUCATION,
INNOVATION,
ENTREPRENEURIAT

INTÉGRATION,
SOLIDARITÉ

INDÉPENDANCE
FINANCIÈRE,
PRODUCTIVITÉ,
CRÉATION DE
RICHESSE

POSITION
INTERNATIONALE
ET EUROPÉENNE
DU LUXEMBOURG



Marc Hostert

Des formations à grande échelle

M. Manuel Baldauff de Value Associates SA a consacré la deuxième intervention de la matinée à la productivité de l'économie luxembourgeoise et aux moyens pour une utilisation plus efficace des ressources humaines disponibles. Selon l'orateur, le marché du travail aurait connu une évolution inquiétante ces dernières années, caractérisée notamment par un accroissement considérable du nombre de chômeurs. M. Baldauff a estimé que la meilleure façon de s'attaquer au problème du chômage était d'offrir des formations et des stages en entreprise aux chômeurs pour augmenter leurs chances d'intégration sur le marché du travail. Ceci pourrait se faire par la création de postes d'apprentissages subsidiés ou bien par l'instauration d'une «Université Adem», qui aurait pour vocation de proposer des formations à grande échelle, qui pourraient par exemple être tenues dans le centre sportif et culturel «Coque». Il s'agirait d'offrir des formations de base en comptabilité ou informatique pour augmenter les chances d'embauche des chômeurs. Il s'agirait aussi d'éviter par ce biais une détérioration des compétences sociales, souvent due aux longues périodes d'inactivité, qui peuvent peser sur le moral des personnes recherchant un emploi. Selon l'avis du consultant, des formateurs spécialistes pourraient aider à rétablir la confiance et à développer les «soft skills» des candidats inscrits à l'ADEM.



Michèle Detaille

Les niches de souveraineté: un modèle économique en déclin

Dans le troisième exposé de la matinée, M. Marc Hostert de la Cour des comptes européenne, s'est penché sur les défis posés par la création de richesse. Il a rappelé que le Luxembourg a par le passé développé ses atouts notamment en exploitant des niches de souveraineté, qui seraient aujourd'hui de plus en plus contestées au niveau international. Le Grand-Duché serait littéralement obligé par ses partenaires européens à changer ses méthodes. Or ce changement de modèle économique, comme par ailleurs tout autre changement, serait rendu très difficile par le système électoral actuel du pays, qui n'encouragerait guère le changement politique. M. Hostert s'est pourtant montré confiant que certains changements souhaitables restent possibles. Il pourrait par exemple très bien imaginer que le Luxembourg profite davantage d'un effet de diffusion en suivant les clients dans leurs pays d'origine, à l'instar d'une récente expérience très concluante faite par une banque luxembourgeoise. Il a aussi encouragé le Luxembourg à profiter davantage de sa population cosmopolite et polyglotte pour sécuriser et conquérir de nouveaux marchés à l'étranger, comme le monde lusophone. M. Hostert a également souhaité que le pays exploite davantage l'effet de complémentarité avec les institutions européennes et a cité en exemple l'implantation récente au Luxembourg du centre de recherche Max Planck pour le droit européen. Ce dernier profiterait

aussi bien de la proximité de la Cour de justice que de l'environnement international du Luxembourg.

«Si cette dépense n'existait pas, est-ce que je la créerais?»

Mme Michèle Detaille, cheffe d'entreprise entre autres de la société Nonail Boxes, s'est intéressée aux questions relatives à l'indépendance financière. Mme Detaille a estimé que le rééquilibrage des finances publiques ne serait pas impossible à atteindre, mais qu'il fallait pour cela se décider à augmenter les recettes et à diminuer les dépenses, comme le ferait d'ailleurs chaque entreprise ou chaque ménage confrontés à une situation similaire. Le gouvernement devrait se poser une question toute simple avant d'engager une dépense et cette question serait: «Si cette dépense n'existait pas, est-ce que je la créerais?». Mme Detaille a aussi plaidé pour la fusion des petites communes du pays, estimant qu'il y avait des économies d'échelle et des gains d'efficacité à réaliser au niveau de la gestion communale. Finalement, la cheffe d'entreprise s'est prononcée pour un élargissement de l'assiette imposable, plutôt qu'en relèvement des taux à l'affiche, en vue d'encourager un plus grand nombre d'inactives à réintégrer le marché du travail.

Après les interventions des orateurs, M. Jürgen Stoldt, l'animateur du Workshop, a invité le public à exprimer ses idées et propositions sur les thèmes abordés. Parmi les idées proposées, il convient de citer l'instauration d'un fonds souverain pour sécuriser le bien-être des générations futures. Ce fonds pourrait être alimenté chaque année à hauteur d'un 1 % du budget de l'Etat. Un autre participant a proposé que le Luxembourg envoie ses «meilleures têtes» à Bruxelles afin d'influencer directement la politique européenne qui façonnerait de plus en plus la réalité du pays. La question du modèle de société fut également posée. Dans quelle société les Luxembourgeois souhaitent-ils vivre en 2030? Ce ne serait qu'en apportant une réponse à cette question primordiale, qu'une stratégie d'avenir cohérente pourrait être définie pour l'ensemble du pays.



Si la conférence thématique du 15 juin a été le dernier débat public orga-

nisé dans le cadre de l'initiative «2030. lu – Ambition pour le futur», les discussions et l'échange d'idées sur l'avenir du pays continuent sur la plateforme www.2030lu.ideascale.com, une boîte à idées qui permet à toute personne intéressée à proposer en toute simplicité ses idées pour un avenir meilleur du Luxembourg. Il est également possible

de commenter autres idées publiées, ainsi que de voter sur leur bien-fondé ou, au contraire, sur leur inadéquation. Les idées, pistes et propositions publiées sur www.2030lu.ideascale.com et partagées lors des workshops seront publiées dans un recueil qui sera présenté au grand public à l'automne 2013. ■

15 May 2013

Luxembourg should target the Indian diaspora as a gateway to the Indian market



(from left to right) Mario Cortolezzis, Sudhir K. Kohli, Ravi Sidhoo (keynote speaker), Carlo Thelen and Pedro Castilho



The seminar "Business Potential and Cooperation between Luxembourg and the Indian Diaspora", showed the substantial influence and assets held by the Indian diaspora and the business its members could offer Luxembourg

The Indian diaspora counts around 30 million people, with around half a million added each year, spread over North America, Australia, the Middle East, the UK and various countries in Asia and Africa. It is one of the most successful migrant populations in the world. In the US, Canada and the UK, around 25 prominent politicians, including MPs are drawn from the Indian diaspora. In the US, 5,000 members of the diaspora had a net worth of more than 30 million USD. There, they tend to work in the professions or as entrepreneurs. Indeed, in 2002, more than 233,000 US firms were owned by Indian Americans. While it has linkages with India, the Diaspora has an identity of its own and contributes approximately to 40 % of India's forex reserves.

Mr Ravi Sidhoo, global head of Asian Business for KBL European Pri-

ivate Bankers, key note speaker at the business network event entitled "Business Potential and Cooperation between Luxembourg and the Indian Diaspora" organized by the Indian Business Chamber Luxembourg (IBCL) at the Chamber of Commerce, advised Luxembourgish businesses to view the diaspora community as a bridge to India's domestic market, observing that there is "no better local brand ambassador to India than members of the Indian diaspora".

Mr Ravi also outlined a number of ideas for collaborating with the Indian diaspora which included organizing trade missions targeting this group in the UK, US, Canada and Middle East as well as promoting Luxembourg's incentives for investors.

Carlo Thelen, Director of International Affairs at the Chamber of Com-

merce, confirmed the entrepreneurial spirit of the Indian diaspora in Luxembourg, while Nicolas Schmit, Luxembourg's Labour, Employment and Immigration Minister, said he was "open" to finding ways to help larger numbers of qualified Indian nationals work in the Grand Duchy.

Sudhir Kohli, IBCL President, wrapped up the event urging Luxembourg and India to identify the mechanisms to expand their economic and commercial relations either through a bilateral free trade agreement or enhanced cooperation in various sectors.

Mrs Nausheen Ansari, Adviser at the Embassy of India in Brussels, and Mr Ambi Venkataraman, Honorary Consul of India to Luxembourg attended the event as well.

Further information about IBCL on: www.ibcl.lu. ■

May 17, 2013

Visit of H.E. Mxolisi Nkosi, Ambassador of South Africa



(from left to right) Mr Carlo Thelen, Director International Affairs, H.E. Mr Mxolisi Nkosi, Ambassador of South Africa and Mr Jean-Claude Vesque, Head of International Trade

H.E. Nkosi visited the Chamber of Commerce so as to enquire about the state of the organization for the forthcoming Economic Mission of the Chamber to South Africa that is due to take place from 24-29th June 2013.

The Ambassador assured his support to the Chamber of Commerce by providing and establishing contacts with local counterparts.

14 juin 2013

Visite d'une délégation du Portugal



(de g. à d.) Tom Theves, ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Carlo Thelen, Chambre de Commerce et Francis da Silva, Chambre de Commerce et d'Industrie Luso-Luxembourgeoise

Le 14 juin 2013, une délégation d'hommes d'affaires portugais a rendu visite à la Chambre de Commerce pour s'informer sur les récentes évolutions socio-économiques au Grand-Duché et sur le potentiel de coopération avec des entreprises luxembourgeoises, principalement dans les secteurs de l'industrie, des technologies environnementales, aéronautiques et spatiales, d'information et de communication.



Les membres de la délégation ont écouté avec intérêt les différentes présentations avant d'échanger sur le potentiel de coopération avec des entreprises luxembourgeoises



**Reason
says:
costs could
be cut.**



**Instinct
says:
so could the
lifblood.**



Grant Thornton

An instinct for growth™

Business decisions are rarely black and white. Dynamic organisations know they need to apply both reason and instinct to decision making. We are Grant Thornton and it's what we do for our clients every day. Contact us to help unlock your potential for growth.

www.GrantThornton.lu

CALENDRIER JUIN – NOVEMBRE 2013

Juin

- 24-28** Mission économique en Afrique du Sud (Johannesburg, Cape Town & Durban)
- 25** Visite d'une délégation officielle de Turquie

Juillet

- 1^{er}** Visite officielle d'une délégation de la région de Tambov (Russie)

Août

- 29/8-8/9** Stand collectif à la Foire Internationale d'Izmir (TR)

Septembre

- 6** Entrevues *Diplomacy2Business*, Luxembourg
- 6-8** Visite accompagnée au salon SIMM à Madrid (E)
- 7-12** Délégation au Euro-China Business Meeting à Jilin, Chine
- 24-25** Visite accompagnée au salon Match4Industry Turkey (Industrial Organised Zone)
- 25-28** Stand collectif au Monaco Yacht Show

Octobre

- 1^{er}** Stand collectif au salon de coopération Digiwal à Louvain-la-Neuve (B)
- 5-9** Stand collectif au salon ANUGA à Cologne (D)
- 7-9** Stand collectif au salon EXPO REAL à Munich (D)
- 10** Stand collectif au Salon à l'Envers
- 21-26** Mission économique en Colombie et au Pérou

Novembre

- 10-16** Mission économique dans l'Oural, Russie
- 12** Taiwan-Luxembourg Joint Business Council à Taipei, Taiwan
- 18-22** Mission économique au Kazakhstan
- 19-22** Stand collectif au salon Midest & Tolexpo à Paris (F)
- 20-22** Mission officielle dans le cadre de la Visite d'Etat en Turquie
- 20-23** Stand collectif au salon Medica à Düsseldorf (D)

Décembre

- 16-20** Mission officielle en Chine

6-9 May, 2013

Luxembourg's second presence at the 10th edition of the Project Qatar



The Luxembourg Chamber of Commerce, in close cooperation with the Ministry of the Economy and Foreign Trade organized Luxembourg's second presence at the 10th edition of the Project Qatar and which was held at the Doha Exhibition Centre between 6th and 9th of May 2013.

The Luxembourg Pavilion was set up by No Limits S.à r.l., a leading Design Company in Luxembourg. 5 Companies were present on the Luxembourg Pavilion and they were: ArcelorMittal S.A., Menuiserie Kraemer S.à r.l., Saint-Gobain Abrasives S.A., Tractel Secalt S.A. and Zenit Europe S.A.

Qatar is emerging as one of the most dynamic, innovative and one of the world's fastest growing economies. The successful bid to host the FIFA World Cup 2022 has transformed Qatar into a

land of opportunities for anyone involved in the Construction Sector. Official estimates put the planned expenditures for the World Cup infrastructure, hotels and 12 eco-friendly stadiums at about US\$ 50 billion. Furthermore the Government plans US\$ 65 billion in infrastructure spending by 2016.

With all eyes focused on Qatar for the years to come the edition 2013 of the Project Qatar was highly successful. It was the ideal platform for buyers and suppliers to make contact and to showcase the latest technology and state-of-the-art equipment.

Project Qatar is an exhibition spread over 62,000 square meters with 22 National Pavilions and over 2,000 exhibitors coming from 48 countries. At the visitor level some 45,000 professionals from Qatar, GCC and other Middle East countries were expected.

In the eyes of the Luxembourg participants our presence at the Qatar project was a success and in accordance with the Ministry of the Economy and Foreign Trade, the Luxembourg Chamber of Commerce announces that Luxembourg will have again a National Pavilion at the 2014 version.

For any further information, contact:
Chamber of Commerce – International Affairs
Contact person: Jean-Claude Vesque
Tel.: (+352) 42 39 39-311 – E-mail: jean-claude.vesque@cc.lu

7-12 September, 2013

Targeting the north-east in China

The Luxembourg Chamber of Commerce will lead a delegation to a major Euro-China business meeting event to be held in Changchun, Jilin Province, China from 7th to 12th of September 2013. The Euro-China Business Meeting in Jilin is organized by the Luxembourg Chamber's long term partner, the Macro Euro-China Entrepreneurs Club (MECEC) and is expected to draw 500 SME's (400 companies from China and 100 companies from Europe) and is dedicated to promote business cooperation between enterprises from Jilin Province and Europe. Before heading to Changchun, the delegation will also attend the

Shenyang Business Forum (Liaoning Province) on September 8, 2013.

Jilin province is located in north-eastern China, close to Russia, Korea, Mongolia and Japan. Jilin attracts capital and high technology from Japan and South Korea, rich natural resources from Russia, Mongolia and China and large pieces of land wait to be developed. All this makes Jilin an extraordinary appealing destination for business opportunities. It's expected to be the growth engine for regional economic cooperation in northeast Asia. In recent years, supported by policies of rejuvenating China's northeast region from the central government, Jilin has real-

ized an annual GDP growth rate of over 15%, becoming one of the fastest growing provinces in China.

The Euro-China Business Meeting in Jilin will cover the following sectors in which selected B2B contacts will be arranged: automotive industry, equipment manufacturing and machinery, wood and furniture, new energy, agriculture and food, services and logistics.

Luxembourg companies are only responsible for their international air tickets (arrival and departure Beijing) and can participate for a cost of 500 EUR in the 1-week program. (350 EUR if you register before July 1, 2013). ■

For any further information, contact: Chamber of Commerce – International Affairs
Contact person: Daniel Sahr – Tel.: (+352) 42 39 39-313 – E-mail: daniel.sahr@cc.lu

21-27 October, 2013

Economic mission to Colombia and Peru

The Chamber of Commerce of the Grand Duchy of Luxembourg will organize a multi-sectoral economic mission to Colombia and Peru from the 21st to the 27th of October 2013. The objective of this trade mission is to promote and strengthen the commercial and economic ties between Colombia and Peru on one hand and Luxembourg on the other.

The official mission will start on Monday, October 21, in Bogota, Colombia and on Wednesday, October 23, the delegation will continue to Lima, Peru. Sectoral workshops as well as matchmaking meetings with local companies will be organized in both locations in collaboration with our local partner Mrs. Marjorie Inghels, commercial attaché at the Belgian Embassy in Bogota. In order to prepare the matchmaking appointments, Mrs. Inghels will be at the Chamber of Com-

merce of Luxembourg on July 1st and 2nd in order to personally meet all the companies which show an interest in participating in the economic mission.

Trade barriers between the EU and Colombia and Peru were lifted as of March 1, 2013, when the EU's trade agreement was applied. The Agreement



will open up markets for both EU and Colombian and Peruvian exporters. In this context, the agreement will substantially improve market access for Luxembourg exporters. In the long run, exporters of industrial products will no longer have to pay customs duties and

markets for agricultural products will be opened up considerably.

Besides the trade dimension of the agreement, the new regime will improve investment conditions, providing a stable, transparent, predictable and enforceable business environment.

The Trade Agreement will improve the already increasing business relations between Colombia, Peru and Luxembourg. This is expected to create significant new opportunities for businesses and consumers on both sides. ■

For further information about this upcoming trade mission, feel free to contact:
For any further information, contact: Chamber of Commerce – International Affairs
Contact person: Diana Rutledge – Tel.: (+352) 42 39 39-335 – E-mail: diana.rutledge@cc.lu

10-16 November, 2013

Discover business opportunities in the Ural Region, Russia



A Belgian-Luxembourg economic mission will be visiting the Russian region Ural from 10 to 16 November, 2013. The mission will focus on business-to-business meetings, jointly organized by the Luxembourg Chamber of Commerce, the Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce for Russia and Belarus, and our local partners.

These meetings will be supplemented by exclusive events such as the visit of the LUKOIL refinery which processes more than 16 million tons of oil stock used for the production of more than two million tons of automobile gasoline of several varieties. The participants will also visit the high authorities of the three cities Perm, Ekaterinburg, and Chelyabinsk.

The southern half of the Ural region has been a major center of Russian iron and steel production. Deposits of iron ore, manganese, and aluminum ore are mined. A substantial share of Soviet petroleum was produced there.

In general the leading sectors are chemical and petrochemical industry, fuel industry, steel industry, mechanical engineering, wood processing industry, transport engineering, military machinery, and more. Nowadays, one third of the economy is occupied by small and medium sized businesses.

In addition the Ural region awaits a number of large events over the next five years. The most prominent among them are the Olympic Torch Relay and the World Judo Championship in 2014, and the FIFA World cup matches in 2018.

This is a unique opportunity to promote your company in Russia, to identify new partnerships and to expand your existing client base. For further information about this upcoming trade mission, feel free to contact the Chamber of Commerce. ■

For further information about this upcoming trade mission, feel free to contact:
For any further information, contact: Chamber of Commerce – International Affairs
Contact person: Diana Rutledge – Tel.: (+352) 42 39 39-335 – E-mail: diana.rutledge@cc.lu



EXPORTAWARD

PARTICIPEZ AU CONCOURS
POUR PME EXPORTATRICES

↳ INFORMATIONS

i Export Award est une initiative lancée par la Chambre de Commerce et l'Office du Ducroire qui récompense les PME s'étant distinguées par une réussite remarquable dans leur politique de conquête de marchés étrangers.

Le prix a pour objectif de stimuler le développement des entreprises et l'économie luxembourgeoise en encourageant les PME nationales à promouvoir leurs biens et services vers des marchés à l'étranger.

➔ **Trois prix d'une valeur de 15.000, 10.000 et 5.000 EUR attendent les vainqueurs!**

Les entreprises souhaitant participer au concours ont jusqu'au 1^{er} octobre 2013 pour déposer leur dossier de candidature.



Quatre entreprises ont reçu
l'Export Award en 2011

De g. à dr. :

Robert Thiemann, BPM-Lux,
Francis Timmermans, Fallprotec SA,
Michèle Detaille, Codiprolux SA,
et Pierre Thein, Hein Saràl

➔ Plus d'informations sur: www.exportaward.lu



Textes européens publiés du 1^{er} mai 2013 au 14 juin 2013

Enterprise Europe Network-Luxembourg vous offre, par le biais du bulletin de la Chambre de Commerce, la possibilité de commander gratuitement des recommandations, communications, décisions, directives et règlements européens.

Vous trouverez ainsi dans chaque édition du *Merkur* une liste référentielle contenant une sélection de ces textes publiés lors de la période précédant sa parution.

Pour obtenir un ou plusieurs des documents listés, il vous suffit de nous retourner le bon de commande en

cochant le numéro du document ainsi que la langue de votre choix. Le(s) document(s) souhaité(s) vous sera/seront transmis gratuitement par courrier normal ou par courrier électronique.

Décisions publiées du 1^{er} mai au 14 juin 2013

- | | | |
|---|-------------|---|
| 1 | 2013/251/UE | Décision de la Commission du 21 mai 2013 établissant les critères écologiques pour l'attribution du label écologique de l'Union européenne aux articles de robinetterie sanitaire |
| 2 | 2013/236/UE | Décision du Conseil du 25 avril 2013 adressée à Chypre portant mesures spécifiques pour restaurer la stabilité financière et une croissance durable |
| 3 | 2013/218/UE | Décision du Conseil du 6 mai 2013 autorisant les Etats membres à adopter certaines dérogations en vertu de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses |

Directives publiées du 1^{er} au 14 juin 2013

- | | | |
|---|------------|--|
| 4 | 2013/14/UE | Directive du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 modifiant la directive 2003/41/CE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle, la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en ce qui concerne la dépendance excessive à l'égard des notations de crédit |
|---|------------|--|

Règlements publiés du 1^{er} mai au 14 juin 2013

- | | | |
|----|------------------|---|
| 5 | (UE) no 508/2013 | Règlement d'exécution du Conseil du 29 mai 2013 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certaines électrodes en tungstène originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) no 1225/2009 |
| 6 | (UE) no 509/2013 | Règlement de la Commission du 3 juin 2013 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'utilisation de plusieurs additifs dans certaines boissons alcoolisées |
| 7 | (UE) no 473/2013 | Règlement du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro |
| 8 | (UE) no 472/2013 | Règlement du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des Etats membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière |
| 9 | (UE) no 447/2013 | Règlement d'exécution de la Commission du 15 mai 2013 établissant la procédure applicable aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qui choisissent volontairement de relever de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil |
| 10 | (UE) no 448/2013 | Règlement d'exécution de la Commission du 15 mai 2013 établissant une procédure pour déterminer l'Etat membre de référence d'un gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs établi dans un pays tiers en application de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil |

Actes non législatifs publiés du 1^{er} mai au 14 juin 2013

- | | | |
|----|----------------------|--|
| 11 | COM (2013) 324 final | Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen: renforcer la lutte contre la contrebande de cigarettes et les autres formes de commerce illicite de produits du tabac – Une stratégie globale de l'UE |
| 12 | 2013/0177 (NLE) | Proposition de Décision du conseil autorisant l'Autriche et Malte à adhérer, dans l'intérêt de l'Union européenne, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale |

Procédures juridictionnelles devant la Cour de Justice publiées du 1^{er} mai au 14 juin 2013

- | | | |
|----|--|---|
| 13 | | Affaire C-290/12 Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 11 avril 2013 (demande de décision préjudicielle du Tribunale di Napoli – Italie) – Oreste Della Rocca/Poste Italiane SpA (Politique sociale – Directive 1999/70/CE – Accord-cadre CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée – Clause 2 – Champ d'application de l'accord-cadre – Entreprise de travail intérimaire – Mise à disposition d'une entreprise utilisatrice de travailleurs intérimaires – Contrats de travail à durée déterminée successifs) |
|----|--|---|

BON DE COMMANDE – Textes européens – Merkur Juin 2013 • à remplir en lettres majuscules

Entreprise: _____

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal/localité: _____

Téléphone: _____

Fax: _____

E-mail: _____ @ _____

Nous souhaitons recevoir les textes législatifs suivants:

- en français en allemand
 en anglais autre (à préciser) _____

- 1 2 3 4 5 6 7 8 9
 10 11 12 13 14

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg
 Affaires européennes et Grande Région
Enterprise Europe Network – Luxembourg
 L-2981 Luxembourg
 Tél.: (+352) 42 39 39-333 • Fax: (+352) 43 83 26
 E-mail: een@cc.lu

Votre partenaire informatique au Luxembourg depuis + de 26 ans !**Gestion Commerciale**

- Gestion des achats
- Gestion des stocks
- Documents commerciaux
- Facturation
- ...

**Ressources Humaines**

- Gestion des candidatures
- Suivi des formations
- Gestion des présences/absences
- Calcul des salaires
- ...

**Informatique Mobile**

- Fleet Management
- Pointage Mobile
- Géolocalisation
- Eco-conduite
- ...

**Finances**

- Comptabilité générale
- Comptabilité analytique
- e-TVA - eCDF - FAIA
- SEPA SDD - SCT
- ...

**Chantiers / Projets**

- Calcul des ressources
- Métrés / Etats d'avancement
- Rapports Journaliers
- Prix de revient et comparatifs
- ...

**Service Technique**

- Analyse infrastructures
- Fourniture hardware
- Administration réseau
- Backups en ligne
- ...

Luxembourg School for Commerce

Succès confirmé pour la première édition du Salon de la Formation Continue Universitaire



Martine Hansen, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, lors de son allocution

Jeuudi 23 mai 2013 de 12h00 à 20h30, la Luxembourg School for Commerce (LSC), l'orga-

nisme de formation de la Chambre de Commerce, a organisé sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et en collaboration avec le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES), l'Institut National pour le développement de la Formation Professionnelle Continue (INFPC), le Luxembourg Lifelong Learning Center (LLLC), l'Université du Luxembourg, l'Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL), ICN Business School Nancy-Metz, le CRP Henri Tudor, BBI-LUX School of International Hospitality & Tourism Business, eufom Luxembourg, Institut européen d'administration publique (EIPA), Sacred Heart University et United Business Institutes Luxembourg, le 1^{er} Salon de la Formation Continue Universitaire. A cette occasion, l'ensemble des acteurs majeurs en matière de formation continue universitaire étaient réunis pour informer les visiteurs du salon sur la diversité

de l'offre de formation continue universitaire au Luxembourg. A travers la visite de stands et la participation à des mini-conférences, les intéressés ont ainsi pu découvrir les bachelors et masters en alternance c'est-à-dire des cursus académiques organisés pour les actifs professionnels.

Le 1^{er} Salon de la Formation Continue Universitaire a été créé afin de répondre à deux besoins du marché luxembourgeois. En premier lieu, il existe une tendance forte auprès des actifs professionnels qui souhaitent reprendre ou poursuivre leurs études et acquérir un diplôme universitaire afin de mettre à jour leurs compétences ou de progresser dans leur carrière professionnelle. De surcroît, les acteurs de la formation continue universitaire au Luxembourg ont unanimement constaté un manque de transparence en matière d'offre de formation, lequel rend complexe l'accès aux cursus. Partant de ces deux constats, l'idée de mettre en place cet événement est apparue comme une évidence.

Cette première édition du Salon de la Formation Continue Universitaire ciblait principalement les professionnels (DRH, responsables de formation, dirigeants d'entreprise), les salariés, ainsi que les demandeurs d'emploi.

Programme de la journée

Le salon s'est déroulé de 12h00 à 20h30 au Centre de Conférences de la Chambre de Commerce et comportait 12 stands animés par les partenaires du salon, démontrant la densité et la diversité de l'offre de formation continue universitaire au Luxembourg.

En complément du salon se sont également tenus 12 ateliers animés par les partenaires de l'événement autour de thématiques liées à la formation continue universitaire. D'une durée de 30 minutes chacun, ces ateliers ont permis aux visiteurs du salon de découvrir plus en détail les offreurs de formation, les aides aux particuliers en matière de formation ou encore ouvrir leurs pers-



Le salon comportait 12 stands animés par les partenaires du salon, démontrant la densité et la diversité de l'offre de formation continue universitaire au Luxembourg

pectives sur la formation continue universitaire dans la Grande Région, ainsi que de poser directement leurs questions à des experts du secteur.

Un autre fait marquant de la journée a été la conférence qui s'est déroulée de 14h00 à 15h00. Pierre Gramigna, directeur général de la Chambre de Commerce, a prononcé le mot de bienvenue avant de passer la parole à Martine Hansen, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Lors de son allocution, Monsieur Gramigna

a insisté sur l'importance de la formation pour les actifs professionnels qui pour lui «constitue un axe impératif de la stratégie de développement des individus et des entreprises et revêt une valeur fondamentale dans la recherche du maintien et du développement de la compétitivité sur le plan personnel et professionnel». Enfin, le Prof. Dr. Eric Tschirhart, Vice-recteur académique de l'Université du Luxembourg, est intervenu sur la thématique «Formation continue et employabilité», fai-

sant le lien entre le monde académique et le marché de l'emploi.

A partir de 17h30, les visiteurs du salon ont pu profiter d'un afterwork drink, destiné à permettre le réseautage et l'échange d'information entre les participants et les professionnels de la formation continue. L'événement s'est achevé à 20h30 sur une note très positive. Les partenaires organisateurs de l'événement ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de reconduire le salon en 2014. ■

ORT- LSC

Feierliche Überreichung der Abschlusszertifikate für angehende Touristenführer

In der Handelskammer wurden am 17. Mai 2013 feierlich die Abschlusszertifikate an 58 angehende Touristenführer überreicht, die an dem Kompaktseminar zur Einführung in die Touristenführung teilgenommen haben. Dieser Kurs wurde im letzten Jahr auf Anfrage der Offices Régionaux du Tourisme (ORT) von der Luxembourg School for Commerce (LSC), dem Aus- und Weiterbildungsinstitut der luxemburgischen Handelskammer, konzipiert und organisiert.

Der Einladung zur feierlichen Zertifikatsübergabe durch die LSC war die Ministerin für Mittelstand und Tourismus Françoise Hetto-Gaasch gefolgt. Gérard Eischen, Direktor der LSC, begrüßte als „Hausherr“ die Gäste und beglückwünschte die Beteiligten zum erfolgreichen Abschluss dieser Ausbildung.

In ihrer Ansprache hob die Ministerin die Bedeutung fachkundiger Touristenführer für die verschiedenen Regionen Luxemburgs hervor, als einen Motor für qualitätsbewussten und nachhaltigen Tourismus. Sie stellen den menschlichen Kontakt zu den in- und ausländischen Gästen her und können diese durch ihr sympathisches und professionelles Auftreten zu weiteren Besuchen animieren.

Die Touristenführung findet zunehmend Beachtung unter den Besuchern, sowie den touristischen Leistungsträgern in Luxemburg. Die wachsende Nach-



Die wachsende Nachfrage erhöht den Bedarf an qualifizierten und engagierten Führern

frage erhöht den Bedarf an qualifizierten und engagierten Führern, die den Touristen ihr lebendiges Wissen über Land und Leute kompetent, anschaulich und unterhaltsam vermitteln.

Die Teilnehmer dieser Qualifizierungsmaßnahme haben einen kompakten doch umfangreichen Grundlagenkurs absolviert, in dem neben den herausragenden Schwerpunkten wie die luxemburgische Landesgeschichte und Tourismusgewerbe, auch persönliche Kompetenzen in Fremdenführung

und Kommunikation sowie verschiedene Verhaltensmethoden in Notfällen vermittelt wurde.

Das Zertifikat gilt künftig bei den ORTs als Nachweis einer Grundkenntnis der klassischen Touristenführung. Der erfolgreiche Abschluss der schriftlichen Prüfung berechtigt außerdem zur Teilnahme an einer Zusatzbildung der ORTs, die den Absolventen ermöglicht, später regional als Touristenführer tätig zu werden. ■

Une formation spécialisée en négociation et affaires internationales au cœur de la Grande Région



Jérôme Caby, directeur général d'ICN Business School (à droite) et Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce lors du lancement du MSc in International Business Development en partenariat avec la Luxembourg School for Commerce

ICN Business School et la Luxembourg School for Commerce (LSC), l'organisme de formation de la Chambre de Commerce, partenaires depuis plusieurs années dans le cadre de formations en management pour les professionnels, renforcent leur coopération en 2013 avec l'ouverture du MSc in International Business Development à Luxembourg en septembre. «Le fort degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise rend nécessaire une parfaite maîtrise des techniques de management à l'international de la part des entreprises. Grâce à la coopération avec ICN Business School, Grande Ecole très bien placée sur cette filière de formation, nous sommes en mesure d'apporter une réelle valeur ajoutée aux attentes des entreprises» souligne Pierre Grame-

gna, directeur général de la Chambre de Commerce du Luxembourg.

■ Un parcours sur-mesure pour former des experts en affaires internationales au cœur de l'Europe

Dans le cadre du partenariat établi entre les 2 institutions, la LSC accueillera dès septembre 2013 la nouvelle promotion d'étudiants pour la 1^{re} année du programme, la seconde se déroulant ensuite sur le campus ICN de Nancy.

Ce cursus entièrement en anglais est destiné à former de futurs experts en négociation et affaires internationales. Les cours, délivrés par les enseignants d'ICN Business School, permettent d'acquérir les compétences

nécessaires à la compréhension de l'environnement européen des affaires, les techniques du commerce international, et de maîtriser les spécificités culturelles pour mieux négocier à l'international. Un module spécifique «Business Opportunities in the Greater Region», conçu et délivré par la Luxembourg School for Commerce, permet en outre d'approfondir les clés du développement d'affaires au sein de notre espace transfrontalier.

La 2^e année permet également de connaître et comprendre les opportunités dans les principales zones émergentes avec un focus sur les pays majeurs en développement: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie. Un séminaire d'une semaine dans un pays émergent, ainsi qu'un séjour sur-mesure de 4 mois en Chine, permettent de compléter ces apprentissages pour mieux créer et innover à l'international.

Pour Jérôme Caby, directeur général d'ICN Business School: «Notre partenariat avec la LSC s'inscrit dans la dynamique d'internationalisation de l'Ecole et son ancrage dans la Grande Région. Ce programme présente tous les atouts nécessaires à une formation de haut niveau pour les étudiants qui souhaitent s'ouvrir les portes d'une carrière internationale enrichissante. Adapté aux besoins des entreprises désireuses de se développer à l'international, il vise à apporter aux étudiants toutes les compétences nécessaires pour relever ce défi.» Au cœur de l'Europe, au centre des institutions européennes, la Luxembourg School for Commerce et ICN Business School unissent ainsi leurs expertises pour une formation unique.

Pour en savoir plus: www.icn-groupe.fr/mibd

A la découverte du savoir

Le dimanche 2 juin 2013 la Luxembourg School for Commerce (LSC), l'organisme de formation de la Chambre de Commerce, a participé au «Lernfest» à Mamer. Cette manifestation, organisée par la «Landakademie», un projet visant à promouvoir la formation et le renforcement de la région et des citoyens par la création d'une offre décentralisée, proche des citoyens et orientée selon leurs besoins, avait pour objectif de sensibiliser le grand-public à la thématique du «Lifelong Learning».

Pas moins de 66 exposants ont proposé des ateliers et workshops variés.

Sur le stand de la LSC deux ateliers différents ont eu lieu. Dans un premier atelier, les intéressés ont eu l'occasion de participer à des simulations d'entretiens d'embauche. Les experts en ressources humaines de la LSC ont conseillé les participants afin d'optimiser leurs chances lors de leur prochain entretien d'embauche. Cet atelier a surtout aidé à démystifier ces entretiens, en explicitant ce qui se cache derrière les questions types d'entretiens d'embauche. Le second atelier, était un «Cooking Show» avec les Chefs d'Euro-Toques sur le stand de la LSC. L'accent de cet atelier a été mis sur les produits du terroir.

Ainsi, le chef Gilbert Welter du restaurant Chiggeri a proposé des plats autour du porc de marque nationale. Le chef Peter Körner a mis à l'honneur le bœuf du terroir et le chef Daniel Rameau, du restaurant la Rameaudière a présenté ses créations autour des fruits et légumes du terroir.

En complément des ateliers, les responsables de la LSC ont présenté les différentes professions de l'apprentissage dont la Chambre de Commerce est responsable, et ont informé les intéressés sur les offres de formation professionnelle continue et de formation universitaire, proposées par la LSC. ■

www.lsc.lu

La Luxembourg School for Commerce lance son nouveau site Internet

La Luxembourg School for Commerce (LSC) a réactualisé son site Internet pour proposer à ses clients une convivialité accrue et plus de transparence dans la présentation de son offre de formation. Entièrement axée sur une ergonomie simplifiée, l'architecture du nouveau site entend faciliter la recherche de formations par une navigation plus intuitive et permet de visualiser d'un seul coup d'œil les informations pertinentes relatives aux sessions de formations de la LSC. Les différents

contenus du site ont également été optimisés pour une lecture plus agréable sur PC comme sur périphériques mobiles.

Les utilisateurs du nouveau site remarqueront son design allégé. Toutes les informations utiles sont désormais accessibles à partir de la page d'accueil qui a été repensée pour faciliter l'accès aux fonctionnalités clés. La rubrique news permet désormais d'afficher les actualités de manière plus agréable et aussi de consulter les différentes archives. ■



LSC

Les conseillers à l'apprentissage

Dans le cadre d'un contrat d'apprentissage chaque apprenti est accompagné par un conseiller à l'apprentissage lequel surveille le bon déroulement de la formation pratique. Le conseiller à l'apprentissage suit la progression de l'apprenti et conseille les entreprises en matière d'application des méthodes pédagogiques appropriées.

■ Missions des conseillers à l'apprentissage

- donner aux entreprises et aux apprentis des informations sur tout ce qui est en rapport avec la formation professionnelle (*légalisation, organisation, référentiels d'évaluation, carnet d'apprentissage, visites en classes d'apprentissage*);

- accompagner les entreprises et les apprentis dans le processus de formation pratique en entreprise;
- agir en tant que médiateur en cas de désaccord ou de conflit entre les parties signataires du contrat d'apprentissage;
- assurer le lien en cas de difficultés de l'apprenti entre l'école et l'entreprise;

- signaler les irrégularités constatées quant au respect de la législation sur la formation professionnelle et sur le droit du travail;
- aider le cas échéant l'apprenti lors de l'orientation professionnelle et de la recherche d'un poste d'apprentissage approprié;

- organiser et participer aux réunions de la commission de litige;
- assister aux conseils de classe et aux conseils de discipline pour autant qu'ils soient concernés

Les conseillers à l'apprentissage peuvent se rendre dans les entreprises

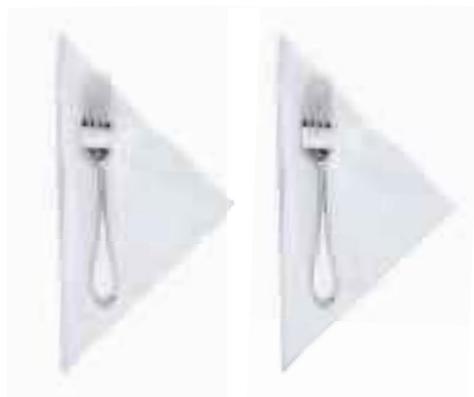
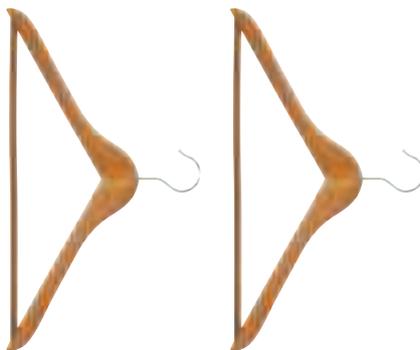
de leur propre gré ou sur invitation d'une des parties au contrat d'apprentissage. Ils travaillent en étroite collaboration avec les chambres professionnelles concernées, le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, les lycées ainsi que l'ADEM.

Conseillers à l'apprentissage	Secteurs d'activité	Contact
 <p>Maria Dos Santos</p>	<ul style="list-style-type: none"> • conseiller en vente • commis de vente • agent administratif et commercial 	<p>E-mail: maria.dossantos@lsc.lu GSM: (+352) 621 25 37 71 Bureau: (+352) 42 39 39-217</p>
 <p>Daniel Hendriks</p>	<ul style="list-style-type: none"> • agent administratif et commercial • dessinateur en bâtiment • gestionnaire en logistique • apprentissage industriel 	<p>E-mail: daniel.hendriks@lsc.lu GSM: (+352) 621 50 43 21 Bureau: (+352) 42 39 39-216</p>
 <p>Michel Mailliet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • conseiller en vente • commis de vente • agent de voyage • informaticien qualifié 	<p>E-mail: michel.mailliet@lsc.lu GSM: (+352) 621 283 938 Bureau: (+352) 42 39 39-214</p>
 <p>Virginie Wagner</p>	<ul style="list-style-type: none"> • professions relevant du secteur HORECA • agent administratif et commercial 	<p>E-mail: virginie.wagner@lsc.lu GSM: (+352) 621 266 281 Bureau: (+352) 42 39 39-219</p>
 <p>Fränz Waldbillig</p>	<ul style="list-style-type: none"> • auxiliaire de vie • assistant en pharmacie 	<p>E-mail: francis.waldbillig@lsc.lu GSM: (+352) 621 227158 Bureau: (+352) 42 39 39-215</p>
 <p>Natascha Hemmen</p>	<ul style="list-style-type: none"> • conseiller en vente • vendeur-retouche • commis de vente • décorateur 	<p>E-mail: natascha.hemmen@lsc.lu GSM: (+352) 621 251 491 Bureau: (+352) 42 39 39-278</p>

Fax – conseillers à l'apprentissage: (+352) 42 39 39-820

Donnons un coup d'accélérateur à l'emploi des jeunes

Entreprises, déclarez vos postes d'apprentissage



Bénéficiez des nombreux avantages liés à l'apprentissage

- ▶ Assurez la formation de vos futurs collaborateurs au plus près des exigences de votre entreprise
- ▶ Participez à l'insertion professionnelle des jeunes
- ▶ Bénéficiez des aides financières prévues pour les entreprises formatrices

Formulaire de déclaration à télécharger sur www.lsc.lu ou www.adem.lu | Déclaration à envoyer par fax à l'Adem au 40 61 39
Plus d'informations: Luxembourg School for Commerce au 42 39 39 -210



MINISTÈRE
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
Agence pour le développement de l'emploi



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Service de la formation professionnelle





Formulaire à compléter et à renvoyer



MINISTÈRE
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
Agence pour le développement de l'emploi

Service d'Orientation professionnelle

Déclaration de postes d'apprentissage

Code de Travail Livre premier - Titre premier - Contrat d'apprentissage
(Art. L. 111-1 - Art. L. 113-6)

La déclaration des postes d'apprentissage à l'Agence pour le développement de l'emploi est obligatoire.
Le placement en apprentissage est assuré par le Service d'Orientation professionnelle.

*matricule obligatoire afin de garantir le traitement adéquat

Employeur :	
Matricule* :	_____
Nom :	_____

Adresse :	_____

Téléphone :	_____
Fax :	_____

- 1) Apprentissage : Poste(s) offert(s) _____ apprenti/e(s) _____
(nombre) (profession/métiers)
- DAI/CATP CCM CCP DT Apprentissage initial
- Poste(s) offert(s) _____ apprenti/e(s) _____
(nombre) (profession/métiers)
- DAI/CATP CCM CCP DT Apprentissage adulte
- En cas de déclaration de « conseiller en vente », prière d'indiquer la spécialisation correspondante : _____

- 2) Le/la candidat(e) est invité(e) à contacter M/Mme _____
et/ou à se présenter le _____ à _____ heures.

Candidat/e de votre choix: au cas où vous avez déjà un(une) candidat(e)	Matricule* : _____
	Nom : _____
	Adresse : _____

_____ le _____
(Localité) (Date) (Nom et signature/cachet)

Prière de renvoyer la présente à l'adresse
ADEM - Orientation professionnelle
Boîte postale 19 L-2010 Luxembourg
ou par Fax : 40 61 39
Tél. : 247-85387 / 247-85480

La loi du 2 août 2002 relative à la protection des données des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel prévoit que l'administré soit informé que les réponses à ce formulaire ne peuvent servir à d'autres fins que le traitement des déclarations de postes d'apprentissage conformément aux termes de la présente législation, le droit d'accès, de rectification et de suppression des données est garanti.

Envie d'aller encore plus haut ?

Vous cherchez la performance et vous voulez atteindre des objectifs ambitieux ? Analyser, encadrer et soutenir sont les principales missions de la Chambre de Commerce. Elle joue le rôle de partenaire et donne aux entreprises l'assistance nécessaire pour pouvoir s'affirmer sur le marché national, régional ou mondial. La Chambre de Commerce propose ses infrastructures et ses services pour simplifier la vie des entreprises et leur ouvre la voie vers l'innovation et le développement durable.

Chambre de Commerce
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
+352 42 39 39 - 1
chamcom@cc.lu
www.cc.lu



Les jeunes «en route» vers un marché du travail en mutation



Au cours des dernières décennies, le marché du travail luxembourgeois a connu d'importants changements structuraux. L'industrie sidérurgique, prédominante jusque dans les années 1970, était le fondement de la force économique et de la richesse du Grand-Duché. Aujourd'hui, grâce à une politique de diversification mise en place pour faire face à la crise économique des années 1970, le marché du travail luxembourgeois est marqué par une forte domination du secteur tertiaire, qui emploie plus de 75 % de la main-d'œuvre. Grâce à son dynamisme économique, le Luxembourg est devenu un pôle d'activité important au sein de la Grande Région, qui attire d'importants flux de travailleurs. La part des nationaux sur le marché du travail a considérablement diminué pour ne constituer, aujourd'hui, qu'un tiers de l'emploi national.

Ainsi, l'économie luxembourgeoise dépend dans une large mesure de l'emploi de travailleurs frontaliers et d'immigrants, qui représentent 66 % de la main d'œuvre totale et 73 % de celle du secteur privé. Malgré la vitalité économique du Luxembourg, le chômage est en hausse (le Statec publie un taux

de chômage de 6,6 %¹ au mois de mars 2013) et il touche, de surcroît, les jeunes qui sortent du système scolaire.

Depuis 2002, le taux chômage des jeunes est de 2,5 à 3 fois supérieur à la moyenne nationale². Cet indicateur met en évidence la difficulté des jeunes à s'intégrer sur le marché du travail, qui plus est, dans un contexte de récession.

Les conditions dans lesquelles les jeunes accomplissent la transition entre l'école et le marché du travail ont fortement changé depuis quelques années.

Par le passé, les parcours professionnels étaient relativement linéaires, marqués essentiellement par l'entrée dans le monde du travail et la sortie à la retraite. Aujourd'hui, l'enchaînement de la scolarité, suivie de l'entrée sur le marché du travail, n'est plus aussi linéaire pour tous les jeunes. En effet, des études montrent que cette transition tend à s'allonger et à se complexifier, notamment en raison d'un choix de vie plus large. Ce qui auparavant apparaissait comme une ligne structurée formation – emploi – retraite tend à faire place à une arborescence de parcours diversifiés. A tout âge, les gens peuvent

retourner à l'école, se former, perdre leur travail, changer d'entreprise.

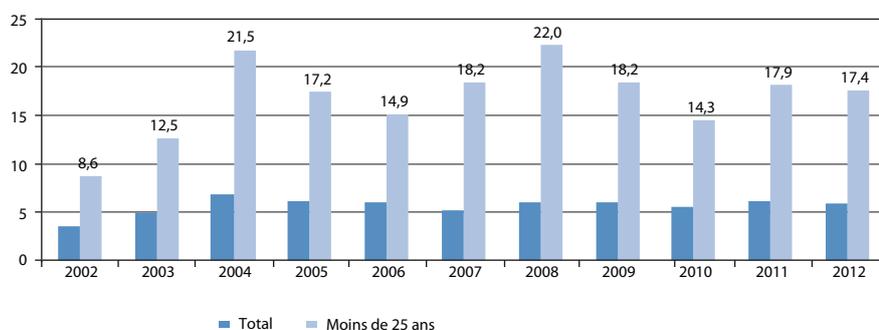
Dans un contexte socioprofessionnel influencé par la globalisation, les trajectoires professionnelles peuvent devenir plus imprévisibles et s'inscrire de plus en plus dans l'incertitude vis-à-vis de l'avenir.

La question de l'emploi des jeunes est devenue prioritaire au niveau des politiques communautaires et nationales. Dans le cadre des programmes Europe 2020, le Luxembourg s'est fixé différents objectifs qui sont à la base des nouvelles actions en faveur de l'emploi des jeunes. Un des buts majeurs de ces programmes est de stabiliser l'insertion des jeunes sur le marché du travail, en tentant de mieux faire correspondre leurs qualifications aux compétences requises et d'améliorer leurs perspectives d'emploi. Il s'agit pour ces politiques d'investir dans le capital humain, de rendre les systèmes de formation plus accessibles et de concevoir des moyens de valider les acquis d'apprentissage.

Une meilleure compréhension des processus d'insertion sur le marché du travail s'impose donc. Il est nécessaire d'appréhender les éléments déterminant ces processus, afin de mieux orienter les jeunes et de développer de réelles stratégies de coordination des politiques. Quelles orientations privilégier? Pourquoi? Quelles politiques et pratiques favoriser? Des questions auxquelles il ne sera possible de répondre que si l'on connaît mieux les facteurs qui conditionnent l'accès à l'emploi.

Un des axes de recherche de l'Observatoire de la formation, pôle d'activité de l'INFPC, porte spécifiquement sur la transition école-vie active (TEVA). Le projet TEVA vise à affiner la connaissance des trajectoires des sortants du système scolaire afin de permettre aux politiques publiques d'améliorer les mesures en place et d'identifier de nouvelles pistes à explorer.

Taux de chômage de la population active et des jeunes au Luxembourg (2002-2012)



Source : Eurostat - Enquête sur les forces de travail (EFT)

¹ Dans une perspective de comparaison internationale, ce taux reste relativement faible. En effet, le taux de chômage atteint 10,9 % au niveau des EU 27, alors que pour la zone Euro il s'élève à 12,1 %

² Le ratio entre le taux de chômage des jeunes et le taux de chômage global au Luxembourg est l'un des plus élevés des pays européens

Un 55^e anniversaire marqué par un environnement économique difficile

L'Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité asbl (OLAP) est un des grands acteurs du marché de la formation professionnelle continue au Grand-Duché. Son offre est composée de cours et de séminaires qui ciblent aussi bien les professionnels que les particuliers. D'autre part l'OLAP propose des formations sur mesure et en interne en fonction des besoins des entreprises, administrations et associations. Créé en 1957, l'Office luxembourgeois pour l'accroissement de la productivité a célébré son 55^e anniversaire en novembre 2012. Depuis sa création, l'OLAP a organisé plus de 6.100 cours et séminaires et a accueilli près de 76.000 participants. Malgré ce succès indéniable, l'OLAP se voit aujourd'hui confronté aux réalités

d'un marché non seulement en pleine mutation, mais aussi affecté par une crise économique qui touche de plus en plus les petites et moyennes entreprises, son «vivier» traditionnel. Si en 2011, le résultat affiché a été qualifié d'«exceptionnel», celui de 2012 reste en deçà des attentes. Car même si le nombre de 274 formations réalisées est positif, il n'en va pas de même pour le nombre moyen de participants par formation, qui en 2012, affiche une tendance à la baisse. La direction de l'OLAP tient néanmoins à souligner le succès de son catalogue annuel de cours et séminaires qui, en collaboration avec ses partenaires, la Luxembourg School for Commerce et le département formation de la Chambre des Métiers, génère chaque année un nombre de formations élevé. ■

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012



Le rapport d'activité 2012 est disponible sur: www.olap.lu, rubrique «News»

Quand
je serai grand,
je deviendrai une
belle sandale



LAMESCH EST A VOS CÔTES POUR VALORISER VOS DECHETS DE GARAGE

Huiles, solvants, batteries, pneus... en tant que garage ou atelier mécanique vous générez, en plus de vos déchets banals, toutes sortes de déchets dangereux liquides et solides. C'est pourquoi LAMESCH vous propose des contenants adaptés à chaque type de déchets et un transfert vers les centres agréés adéquats pour leur élimination ou leur valorisation, avec une traçabilité totale.

Découvrez comment gérer vos déchets de garage, en conjuguant respect de l'environnement et réglementation en vigueur, en contactant nos conseillers au 52 27 27-1 ou sur www.lamesch.lu



LAMESCH

DEPUIS PLUS DE 50 ANS LAMESCH PROMET UN BEL AVENIR A VOS DECHETS

Mentorat d'affaires

Affirmer son leadership

« Le mentorat me donne l'opportunité de travailler sur la cohésion d'équipe, et de développer mes compétences de management transversal. »

Murielle John - Mentorée 2012

DEVENEZ MENTORÉ!

DÉPÔT DE DOSSIER JUSQU'AU 15/09/13 SUR:
WWW.BUSINESSMENTORING.LU
 CONTACT:
BUSINESSMENTORING@CC.LU



BusinessMentoring, un programme piloté par le Business Support G.I.E.
 Certifié ISO 9001

BusinessMentoring – portrait de mentoré

Murielle John: savoir saisir la bonne opportunité entrepreneuriale

Après des études en Economie suivi d'un BTS en Informatique, Murielle John débute sa carrière en 1997, dans le département technique d'une société de service IT, axée sur les PME, près de Bordeaux. Au bout de 2 ans, elle devient commerciale sédentaire et se voit confier le développement de la clientèle d'une des succursales de cette société. Se sentant de plus en plus à l'étroit au bout de tant d'années passée au sein de la même structure, elle se tourne fin 2004 vers la société Expansys, spécialisée dans la distribution de solutions de mobilité par Internet, dans toute l'Europe – une approche assez avant-gardiste pour l'époque. Après cette expérience très enrichissante, elle rejoindra finalement le Grand-Duché mi-2005, où elle connaîtra un tournant de sa carrière professionnelle. Elle travaillera en effet 8 ans pour le constructeur Dell, en tant qu'Account Executive, une expérience fondatrice qui lui apprendra l'autonomie, l'engagement, le sens des responsabilités et la gestion des clients via des méthodes de management éprouvées et qui la conduira assez naturellement à réfléchir à l'opportunité de créer sa propre société. Pas que Murielle John franchira finalement avec bonheur en avril 2012. Rencontre.

Qu'est-ce qui vous a poussé à entreprendre?

Ce que j'ai appris au cours de ma carrière, c'est que la vie – aussi bien

professionnelle que personnelle – est faite d'opportunités qu'il faut apprendre à détecter et à convertir en actions concrètes au bon moment.

C'est ce qui s'est produit avec la création d'Agil-IT. Depuis quelques mois se murmurait en interne qu'un programme Dell dédié aux partenaires et

aux intégrateurs serait mis en place. L'annonce officielle faite par Michael Dell lui-même lors d'un symposium à Las Vegas, auquel j'ai eu la chance de participer, m'a convaincu que c'était LE moment. J'avais la possibilité d'avoir un «coup d'avance» sur les autres acteurs du marché en devenant, avec Agil-IT, le premier partenaire officiel de Dell au Grand-Duché. D'autre part, il s'agissait pour moi de proposer à mes clients luxembourgeois une technologie dont j'avais l'expertise. Enfin, j'ai également eu la chance de rencontrer les associés idéaux; ils ont aussi joué un grand rôle dans le succès d'Agil-IT.

Votre entreprise, créée en 2012, est encore dans sa phase de démarrage. Que retenir de votre toute première année en tant que dirigeante de TPE et comment évolue aujourd'hui la société?

Au bout d'une année, je suis persuadée qu'Agil-IT a traversé sa phase la plus difficile. Je dois, en tant que dirigeante, affronter des notions totalement nouvelles pour moi. Coté business, je suis dans mon élément, mais j'ai dû apprendre sur le tas à gérer du personnel, à analyser un bilan, à prendre des décisions stratégiques, à définir une vision pour la société, et même, à en orienter le Business Model d'origine.

À l'aube d'entamer notre seconde année d'existence sur le marché luxembourgeois, je reste très confiante sur nos

perspectives d'évolution; notre taille nous permettant d'être flexibles et très réactifs aux demandes de nos clients et prospects.

Avez-vous eu un «mentor» ou un «guide professionnel» au cours de votre carrière?

Je n'ai pas eu cette chance. Mais je n'ai pas eu non plus l'impression que cela m'ait fait défaut. Mon sentiment est qu'il y a toujours eu une «bonne étoile» qui m'a guidée et permis de prendre les bonnes décisions.

Diriger une équipe, même de petite taille, n'est pas chose facile. Cherchiez-vous en quelque sorte à mettre votre leadership à l'épreuve en rejoignant le programme BusinessMentoring?

Je crois en effet que ma participation au programme BusinessMentoring a été motivée principalement par cette mise à l'épreuve de mon leadership. Cela a même été l'objet des conclusions de ma présentation lors de la soumission de mon dossier. Je ne me sentais pas à l'aise avec cet aspect de ma personnalité – en tant que jeune dirigeante – et ne savais pas vraiment comment me positionner par rapport à cela.

Vous êtes accompagnée par un chef d'entreprise expérimenté depuis maintenant 6 mois. Ressentez-vous déjà une progression sur le plan personnel et managérial?

Sans aucun doute, je mesure clairement la différence. L'un de mes challenges a été de gérer des problématiques liées aux membres du personnel et notamment la manière dont je devais me positionner vis-à-vis d'eux: savoir diriger tout en faisant accepter sans heurt les décisions managériales est un art! Justement, mon mentor est quelqu'un qui a une grande expérience en la matière et un sens de l'écoute impressionnant. Son avis a donc été très précieux dans ces moments.

Pour finir, comment, avec le recul de quelques mois, percevez-vous le programme BusinessMentoring?

Le BusinessMentoring est un programme intelligent, qui se base sur un mode d'accompagnement idéal pour de jeunes sociétés comme Agil-IT. De plus, outre la relation mentorale elle-même, le programme donne accès à d'autres outils qui aident au développement personnel tels que des formations et des conférences. Enfin, il y a une chose fondamentale que je trouve formidable: il y a une vraie cohésion de groupe entre les mentorés, une vraie communauté qui regroupe aussi bien les membres d'une même promotion que les mentorés issus de promotions plus anciennes! Je reste donc une militante active et ne me prive pas de conseiller à tous les jeunes chefs d'entreprise de mon entourage de soumettre leur candidature afin de rejoindre les éditions des années à venir! ■

June 28th, 2013

Save the date: upcoming startup pitch event

Le Camping and lux future lab, in partnership with LBAN, are pleased to invite you to an open Pitch Session, on June 28th. The session will be honored by the presence of Mr Etienne Schneider, Luxembourg Minister of the Economy and Foreign Trade.

Details of the event are as follows:

Several selected innovative web and IT start-ups will pitch their business ideas to the Business Angel and Investor community of the Greater Region.

Venue: lux future lab – 44, rue Notre Dame, Luxembourg.

Time: pitching sessions at 11:30 am and 2:00 pm.

Target language: English.

Please confirm your participation by RSVPing to tracy.urdialessalazar@bgl.lu.

For any enquiries, kindly contact Mr Vincent Hieff, Manager of LBAN (vincent.hieff@cc.lu). ■

■ About the organizers

The **Luxembourg Business Angel Network (LBAN)** is a non-profit organization dedicated to promoting angel investing and supporting early stage investments in Luxembourg. LBAN strives to create an ecosystem that helps support the industry by bringing together private investors, early-stage funds and promising entrepreneurial ventures (www.lban.lu)

LBAN

LUXEMBOURG
BUSINESS ANGEL NETWORK

Le Camping is a startup Accelerator based in Paris, France. Launched by Silicon Sentier, it is a well known organization that brings together innovative companies and entrepreneurs in the web and mobility space.

The Accelerator is a unique 6-month program with an acceleration phase followed by a special growth phase. In addition, mentors will come together to support, advise, critique and ultimately position the startups to write their own success story (www.lecamping.org)



The **lux future lab's** ambition is to impact the social and economic dynamics of Luxembourg by providing in the heart of Luxembourg city a place where people at the cross-roads of their professional development can train, develop, undertake & interact via two engines: a business incubator and a training platform. Over the past few months, 11 innovative start-ups have joined the incubator (www.luxfuturelab.lu)



Parcours 1,2,3 GO

Plus de 70 projets innovants en lice pour la 13^e édition

La 13^e édition du parcours de plan d'affaires 1,2,3 GO touche à sa fin. Parmi les 150 candidatures déposées, 75 projets innovants de la Grande Région ont été acceptés au parcours et accompagnés par les experts du réseau. 32 futurs entrepreneurs sont allés jusqu'au bout de l'aventure et ont déposé un plan d'affaires pour le faire évaluer par un jury interrégional. Les lauréats seront révélés lors de la grande Soirée de Clôture qui aura lieu le 25 septembre à la Fruchthalle à Kaiserslautern, en collaboration avec le BIC, relais 1,2,3 GO en Rhénanie-Palatinat, et KL gründet, une initiative locale pour récompenser les créateurs d'entreprises innovantes.

Afin d'encadrer les porteurs de projets acceptés au parcours 1,2,3 GO dans la réalisation de leurs projets innovants,

Business Initiative a.s.b.l. a organisé de nombreux événements gratuits au cours de l'édition 2012-2013 qui complètent les séances de coaching individuelles. Ces workshops, ateliers et conférences destinés aux membres du réseau 1,2,3 GO avaient pour objectif de garantir le bon déroulement du parcours, de favoriser le networking et le partage d'expériences.

On peut citer notamment:

- **Le workshop pour coachs du réseau 1,2,3 GO, qui a eu lieu le 13 novembre 2012** au CRP Tudor à Luxembourg, avec une session d'échanges et de mises en situation en sous-groupes sur «*L'accompagnement du porteur de projet innovant: la boîte à outils du coach 1,2,3 GO*» animé par Philippe Schmitt (Coach

1,2,3, Go – Stratégie et Valeurs), Philippe Valloggia & Marie Gallais (CRP Henri Tudor). Le but était d'illustrer les principales difficultés de la relation coach-coaché, d'y apporter des solutions, de poser les bonnes questions pour aider le porteur de projet à concevoir, à problématiser et à traduire sa vision en projet et de définir des attitudes et méthodes pour faire du coach un facilitateur du changement du porteur dans la conception de son projet. Ce workshop a été suivi d'un Speed-Matching, lors duquel les porteurs de projets, déjà inscrits au parcours 1,2,3 GO, ont présenté leur projet innovant en quelques minutes, dans le but de trouver le coach adéquat. Un **workshop** équivalent a été organisé **pour les coachs**

A community for business angels and entrepreneurs

September 2012

LOOKING FOR INVESTORS

Claudine, 28, ambitious and creative is looking for serious businessmen or businesswomen to believe in her ideas and to invest and finance her business plan.
Contact: www.lban.lu

LOOKING FOR ENTREPRENEURS

Bernard, 52, a serious businessman with a great reputation is looking for young start-ups who have promising ideas with a well-thought business plan to invest in.
Contact: www.lban.lu

DECHMANCOMMUNICATION

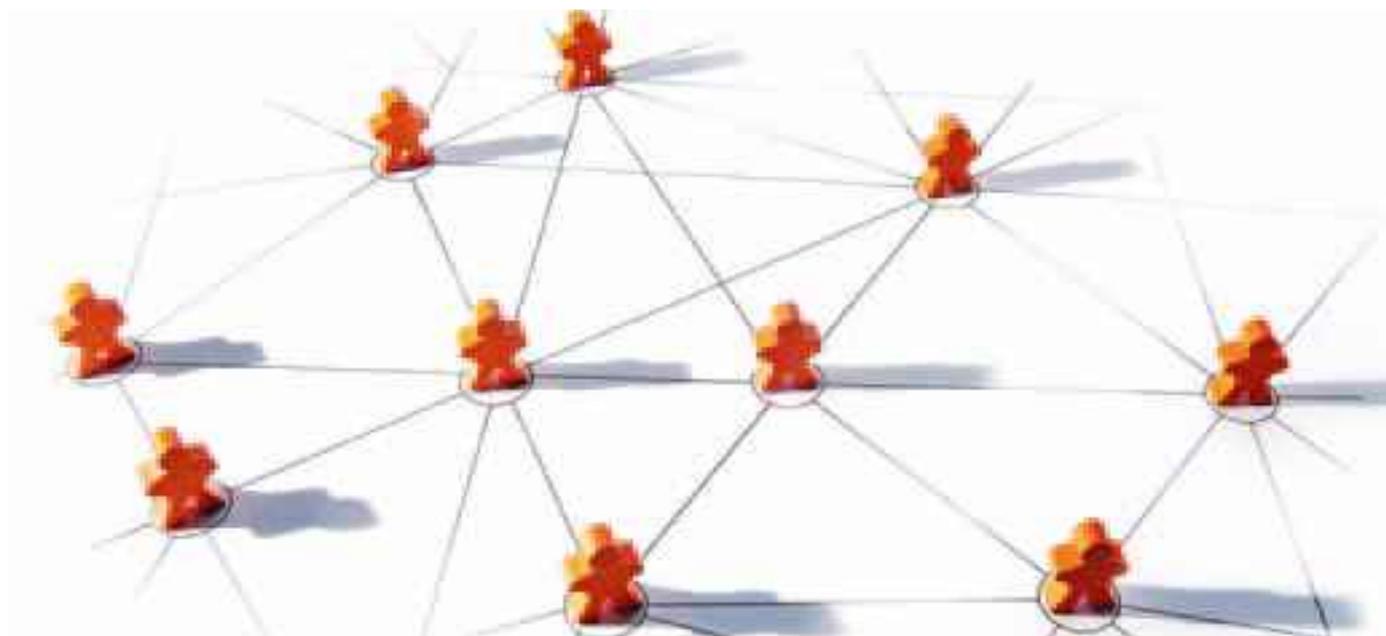
Do you have great business ideas, but not the means to realise them ?
Or are you an investor who has the financial background to help great business ideas become real ?
If so, join the Luxembourg Business Angel Network. LBAN is a non-profit organisation dedicated to promoting angel investing and supporting early-stage investments in Luxembourg. LBAN strives to create an ecosystem that helps support industry by bringing together private investors, early-stage funds and promising entrepreneurial ventures. With its direct links to Government, LBAN ensures that the requirements of companies seeking for early-stage investments are not only heard but acted upon. LBAN is driven by a board of high-calibre individuals from within the industry and is supported by the Luxembourg Chamber of Commerce.



LUXEMBOURG
BUSINESS ANGEL NETWORK

Luxembourg Business Angel Network
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
+352 42 39 39 - 346
lban@cc.lu - www.lban.lu





allemands le 11 mars 2013 à la CCI de la Sarre à Sarrebruck.

- **Le 1^{er} événement interrégional 1,2,3 GO** de l'édition a eu lieu le **31 janvier 2013** à l'UCL (Université Catholique de Louvain-la-Neuve) en Belgique. Les porteurs de projets du parcours ont pu tester leur idée d'entreprise et sa faisabilité auprès des experts du réseau 1,2,3,GO dans des séances individuelles de 3x30 minutes, lors du **Speed Coaching 1,2,3 GO**. En soirée, une conférence sur le thème «*La start-up doit elle s'occuper de gouvernance?*» a été présentée par Karine Cerrada, professeur à la Louvain School of Management de

l'Université catholique de Louvain. Derek d'Ursel, jeune entrepreneur passionné du web et des nouvelles technologies, a témoigné de la création de son entreprise Click Your Car, premier site d'aide à l'achat de voiture neuve en Belgique.

- **Une Formation au Business Plan** a été organisé le **11 avril 2013** à la Chambre de Commerce Luxembourg, destinée aux porteurs de projets innovants du parcours **1,2,3 GO**, ainsi qu'aux porteurs de projets à finalité sociale ou solidaire du parcours **1,2,3 GO Social**, rassemblant une cinquantaine de participants. Lors d'un premier workshop, tous les participants ont pu

travailler sur la concrétisation de leur projet, sur la présentation de celui-ci dans le cadre d'un business plan et sur la mise en évidence du caractère unique et différenciateur ou de la dimension sociale des produits/services proposés. Par la suite, les porteurs de projets 1,2,3 GO Social ont suivi un atelier sur «*La mesure de l'impact social*» présenté par Uli Grabenwarter (Fonds européen d'investissement), tandis que les porteurs de projets 1,2,3 GO ont pu approfondir le sujet au travers d'ateliers sur le marketing, la communication, la stratégie et l'analyse financière.

- **Le 2^e événement interrégional** du parcours 1,2,3 GO s'est tenu le **14**

Créée en 2000 par la Chambre de Commerce Luxembourg, la Fedil – Business Fedration et Luxinnovation, Business Initiative A.s.b.l. stimule la création d'entreprises innovantes en Grande Région. **Business Initiative A.s.b.l.** gère et anime le **réseau interrégional 1,2,3 GO** composé de plus de 400 experts et entrepreneurs qui accompagnent gratuitement les porteurs de projets innovants dans le cadre du **parcours de plans d'affaires 1,2,3 GO**. En fin de parcours, les meilleurs plans d'affaires sont récompensés par un soutien financier et une visibilité médiatique accrue.

En Grande Région, 1,2,3 GO est représenté par des **relais locaux**: Luxinnovation à Luxembourg, les 7 CEEL en Belgique francophone, la CCI54 et la CCI57 en Lorraine, ainsi que la CCI Sarre, le TechnologieZentrum à Trèves et le Business + Innovation Center à Kaiserslautern en Allemagne. Ces relais interviennent pour la prospection et la maturation des projets innovants dans leur région respective et coordonnent la mise en relation des experts avec les porteurs de projets de leur région. Depuis son lancement en 2000, 1,2,3 GO a reçu plus de 2.667 candidatures pour des projets innovants, dont 1.129 ont été acceptés et accompagnés dans le cadre du parcours. Cela a mené à la création de près de 240 entreprises en Grande Région, avec un chiffre d'affaires annuel de 60 millions d'EUR, générant près de 1.000 emplois. ■

SuperDrecksKesch fir Betriber

Peintures et laques: bien gérer ces substances signifie préserver l'environnement et la santé



Les peintures et laques sont utilisées par les peintres, mais également dans de nombreuses branches artisanales, depuis la transformation des métaux jusqu'au garage automobile en passant par les menuiseries.

De quoi s'agit-il?

Toutes les peintures et laques, ainsi que les récipients contenant des résidus liquides ou solides, par exemple: peintures acryliques, peintures à dispersion, vernis, apprêts, imperméabilisants, peintures synthétiques, glacis, peintures au latex, laques à base de résine naturelle, laques cellulose, peintures et laques à l'huile.

Mais également, les produits suivants dont la composition est en général similaire à celle des peintures et des laques: mastics, colles, vernis d'ébéniste et autres produits contenant des solvants et les matériaux souillés par les produits

susmentionnés, par exemple, les matériaux de recouvrement, les pinceaux, les filtres de cabine de peinture au pistolet, la poussière de peinture.

De quoi se composent les peintures et laques?

Les peintures et laques renferment en général des pigments ou des colorants, des solvants, des liants et d'autres additifs. Auparavant, les pigments étaient des composés de métaux lourds toxiques qui rejoignent l'organisme humain soit directement soit par le biais de la chaîne alimentaire. Les solvants, eux, portent atteinte à l'eau et à la santé et sont souvent inflammables.

Les liants se composent de chaux, d'huiles ou de résines synthétiques qui ne présentent aucun danger pour l'homme ni pour l'environnement. On utilise toutefois souvent comme additifs des conservateurs tels que les fongicides ou des produits auxiliaires susceptibles d'être nocifs et dangereux pour l'environnement.

Que faire des déchets de peinture et de laque?

Les produits tels que les peintures et laques sont des substances problématiques qui ne doivent rejoindre ni les poubelles ni les ferrailles métalliques, mais ils doivent être collectés et stockés séparément. Les produits qui ne sont pas encore durcis doivent être stockés dans des récipients spéciaux de manière à éviter tout impact négatif sur l'environnement et la santé.

Faites traiter les produits mentionnés par des entreprises agréées. La SuperDrecksKesch fir Betriber peut également accepter de petites quantités au cas où elles ne sont pas reprises par les entreprises agréées et veiller à ce qu'elles soient recyclées ou éliminées dans le respect de l'environnement.

Qu'advient-il des déchets de peintures et de laques?

Les emballages souillés qui représentent en poids la plus grande partie de ce groupe de substances peuvent aujourd'hui être recyclés. Les récipients sont broyés et refroidis à l'azote à une température de moins 150°C. Le matériau est ensuite acheminé vers un broyeur à marteaux afin de séparer les métaux d'une part et les peintures et plastiques d'autre part. Les métaux représentent environ 40 pour cent en poids de la masse totale. Ils servent de matière première précieuse dans l'industrie métallurgique. Grâce à une technique moderne, la fraction résiduelle est homogénéisée et transformée en «écofuel». L'écofuel satisfait à toutes les spécifications requises pour être utilisé comme combustible dans l'industrie du ciment.

Une petite partie de la catégorie peintures/laques doit être éliminée dans des installations thermiques à température élevée. Il s'agit par exemple, de matériau souillé par la peinture comme les pinceaux, les chiffons, ou de produits toxiques tels que les produits de préservation du bois contenant des PCB. Ces produits ne peuvent pas être traités dans les installations de recyclage.

Conseils:

Utilisez des produits écologiques, notamment des peintures à base d'eau renfermant peu de solvants ou des colles sans solvants.

Informez-vous en détail auprès de votre fournisseur afin d'acheter la peinture la plus écologique et la moins nocive possible pour la qualité que vous souhaitez.

«Cleverakafen» (achetez malin): Les peintures et les laques recommandées dans la campagne Cleverakafen (voir sur www.clever-akafen.lu) sont surtout des produits domestiques.

Pour plus d'informations sur les déchets de peintures et de laques, n'hésitez pas à contacter la SuperDrecksKesch fir Betriber au tél.: (+352) 488 216 11

Nouvelle édition du catalogue Luxembourg SpaceCapabilities

Depuis son entrée dans les activités spatiales il y a plus de 25 ans, le Luxembourg a constamment soutenu le développement de ce secteur hautement spécialisé. Le catalogue «Luxembourg SpaceCapabilities» est l'une des mesures visant à augmenter la visibilité des acteurs du spatial luxembourgeois et à encourager la collaboration internationale. Ce catalogue est une initiative du «Luxembourg Space Cluster» animé par Luxinnovation.

Le soutien au secteur spatial est conforme avec l'objectif global de diversification durable de l'économie luxembourgeoise qui s'appuie sur les capacités et compétences existantes tout en intégrant les dernières connaissances et en favorisant l'intégration des acteurs nationaux dans les réseaux internationaux.

Les efforts du pays pour mettre en place les mesures nécessaires pour soutenir le renforcement de son secteur spatial démontre clairement cet engagement à long terme.

■ Une visibilité internationale

Afin de garantir la pérennité des activités dans ce secteur, il est non seulement important que les acteurs luxembourgeois soient connus au-delà des frontières du Grand-Duché, mais aussi que leurs capacités soient reconnues par la communauté spatiale internationale. Le cata-

logue présente les compétences des acteurs nationaux et est une invitation ouverte à d'éventuels partenaires internationaux.

L'édition 2013 du catalogue présente 22 entreprises basées au Luxembourg et 7 organismes de recherche publics. On y découvre leur cœur de métier, leurs produits et services, leurs moyens techniques et leurs principales réalisations dans le secteur spatial. Il donne également un aperçu de la politique spatiale du Luxembourg et du paysage spatial luxembourgeois.

■ Le «Luxembourg Space Cluster»

Le «Luxembourg Space Cluster» rassemble des entreprises et organisations de recherche publiques poursuivant des objectifs communs. Le but est de faire du Luxembourg une région de premier plan pour les technologies spatiales, avec une visibilité internationale élevée et capable de mettre en œuvre et d'attirer des activités de RDI (Recherche, Développement et Innovation) et commerciales ayant un impact majeur. Le «Luxembourg Space Cluster» offre un cadre efficace autour de thèmes d'intérêt commun dans l'objectif de renforcer l'avantage compétitif de ses membres.

Les principaux objectifs poursuivis par le «Luxembourg Space Cluster» sont de:

- renforcer le développement du secteur spatial au Luxembourg;



- augmenter et encourager l'adoption de nouvelles technologies;
- promouvoir les capacités technologiques des entreprises et de la recherche publique au Luxembourg, renforçant ainsi leur visibilité nationale et internationale;
- faciliter la collaboration entre les acteurs de la recherche publique et privée sur les plans national et international;
- identifier de nouvelles possibilités sur le marché.

Le Salon du Bourget 2013: présence luxembourgeoise

Le «Luxembourg Space Cluster» sera présent sur le Pavillon du ministère de l'Économie et du Commerce extérieur au Salon du Bourget qui se tiendra du 17 au 23 juin 2013 afin de représenter et faire la promotion des acteurs du secteur spatial luxembourgeois.

Le Salon du Bourget sera également le point de départ d'une mission économique sur Toulouse le 19 juin 2013 dont l'objectif est de favoriser les échanges entre les acteurs luxembourgeois et la communauté spatiale du pôle de compétitivité Aerospace Valley (pôle mondial aéronautique, espace, systèmes embarqués des régions Midi-Pyrénées et Aquitaine).

Pour de plus amples informations: Dr Patricia Conti, Dr Mathias Link – Luxembourg Space Cluster
Luxinnovation – 7, rue Alcide de Gasperi – L-1615 Luxembourg-Kirchberg
Tél.: (+352) 43 62 63-1 – E-mail: info@spacecluster.lu – www.spacecluster.lu



© Andres Lejona

 IMD World Competitiveness Yearbook 2013

Compétitivité de l'économie luxembourgeoise: une tendance à la dégradation qui se confirme

Cette année, le *World Competitiveness Yearbook*¹ (WCY) classe le Luxembourg au 13^e rang mondial des économies les plus compétitives parmi 60 pays, soit un recul d'un rang par rapport à l'année précédente. Le Luxembourg ne parvient donc toujours pas à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (4^e/5^e rang mondial), s'éloignant par ailleurs davantage du top 10. Une analyse détaillée du classement luxembourgeois révèle que la situation du marché de l'emploi et des finances publiques – des atouts traditionnels du Grand-Duché – s'érodent depuis plusieurs années.

D'autres indicateurs de performance de l'économie luxembourgeoise demeurent relativement robustes, bien qu'influencés par des grandeurs volatiles telles que la valeur des actifs sous gestion du secteur financier ou les montants des Investissements Directs Etrangers (IDE).

Aux yeux de la Chambre de Commerce, les décideurs luxembourgeois se doivent d'agir afin de ne pas voir l'écart

se creuser entre le Luxembourg et les pays les plus performants en matière, par exemple, de compétitivité-coûts, d'accès au crédit pour les PME, de simplification administrative, d'équité intergénérationnelle (pensions) et de finances publiques. Le caractère urgent des réformes structurelles est davantage renforcé suite aux perspectives macroéconomiques à court et à moyen termes pour le moins déprimées.

En 2013, les pays les plus performants du classement IMD sont les Etats-Unis, la Suisse et Hong Kong, en ligne avec les années précédentes. Les «grands perdants» du classement depuis les 15 dernières années, selon l'IMD, sont les pays européens, dont le Luxembourg, à l'exception de la Suède, la Norvège et l'Allemagne, classées cette année aux rangs 4, 6 et 9 respectivement. Les Pays-Bas, la France et la Bel-

¹ Le classement du *World Competitiveness Yearbook* (WCY) 2013 publié par l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce

gique se positionnent respectivement aux 14^e, 26^e et 28^e rangs, et donc derrière le Luxembourg.

Quatre piliers principaux, eux-mêmes composés de sous-piliers comprenant plus de 300 indicateurs, forment la base du classement IMD, à savoir les **piliers de performances économiques, d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, d'environnement des affaires et de qualité des infrastructures.**

Le **premier pilier des performances économiques** est traditionnellement le pilier le plus fort du Grand-Duché. Cette année, le pays gagne un rang dans ce pilier, passant de la 6^e à la 5^e place (contre toutefois une 2^e place encore en 2005), largement grâce à la valeur des actifs sous gestion présents au Grand-Duché (indicateur «*portfolio investment assets*») qui, en hausse, propulse (+52 rangs) le Luxembourg à la 3^e place de cet indicateur IMD (contre une 55^e place l'année précédente). Ce résultat est à accueillir avec prudence étant donné la grande volatilité de l'indicateur en question. De leur côté, les Investissements Directs Etrangers (IDE) placés dans le pays, également volatils dû au poids important du secteur financier par rapport aux autres secteurs, demeurent élevés comparés aux autres économies du classement IMD. Par contre, l'emploi et le chômage se détériorent nettement en 2013, soulignant la nature structurelle de la situation dégradée du marché de l'emploi. Ainsi, l'indicateur de création d'emploi («*employment growth*») perd 5 rangs, passant de la 12^e à la 17^e place, et les indicateurs de chômage à long terme et le chômage des jeunes chutent de 4 et 6 rangs respectivement (soit de la 14^e à la 18^e place et de la 24^e à la 30^e place respectivement). Contrairement aux indicateurs influencés par le secteur financier, aucun revirement majeur à la hausse n'est à espérer dans le sous-pilier relatif au marché de l'emploi. La tendance demeurera à la dégradation tant que des politiques fortes d'amélioration de la compétitivité ne seront pas déployées. *In fine*, le Luxembourg ne parvient guère à améliorer son classement en matière de compétitivité-coût, en raison notamment d'une 31^e place due au niveau trop élevé de

Evolution du classement général de l'économie luxembourgeoise dans le *World Competitiveness Yearbook* (2007-2013)



■ Classement des 20 premières économies du rapport IMD 2013

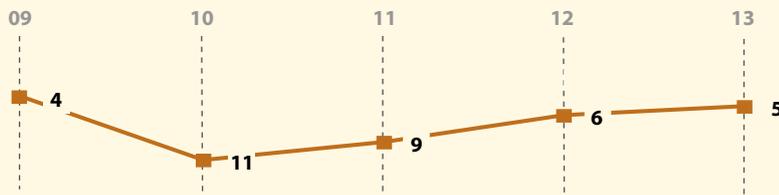
Position 2013	Position 2012	Position 1997	Pays
1	2	1	Etats-Unis
2	3	12	Suisse
3	1	3	Hong Kong
4	5	19	Suède
5	4	2	Singapour
6	8	5	Norvège
7	6	6	Canada
8	16	-	Emirats arabes réunis
9	9	16	Allemagne
10	10	-	Qatar
11	7	18	Taiwan
12	13	13	Danemark
13	12	8	Luxembourg
14	11	4	Pays-Bas
15	14	14	Malaisie
16	15	15	Australie
17	20	20	Irlande
18	20	9	Royaume-Uni
19	19	25	Israël
20	17	7	Finlande

l'inflation ou encore du coût des loyers (43^e place).

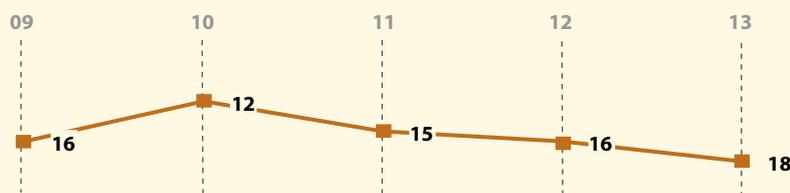
Le Luxembourg passe de la 16^e à la 18^e place dans le **2^e pilier**, dit d'«**efficacité et d'efficience des pouvoirs publics**», contre une 5^e place en 2005. C'est le sous-pilier des finances publiques qui fait chuter le classement du Grand-Duché dans ce pilier, en passant de la 13^e place en 2012 à la 17^e place en 2013 (-4 rangs, ou encore -9 rangs par rapport à une excellente 2^e place en 2005). Dans ce sous-pilier, 10 indicateurs sur 12 sont en plus ou moins forte baisse: à noter, la perte de 12 rangs de

l'indicateur de la soutenabilité des pensions, soit de la 27^e à la 39^e place, ou encore, la chute de 49 rangs de l'indicateur de croissance de la dette publique («*total general government debt-real growth*»). Ce dernier passe de la 6^e à la 55^e place en 2013, illustrant le fait que le Luxembourg s'endette comparativement plus vite (évolution relative) par rapport à la plupart des autres pays repris au classement IMD. Pour rappel, la dette publique luxembourgeoise devrait quadrupler entre 2007 et 2016 selon le dernier Programme de stabilité et de croissance du pays. Enfin, les performances

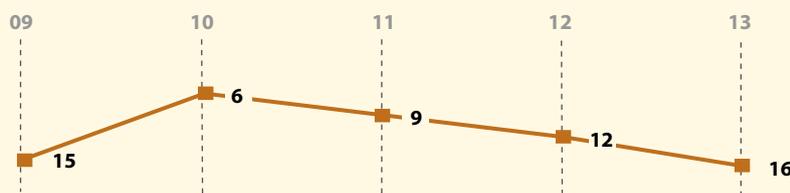
Pilier 1 - Performances économiques



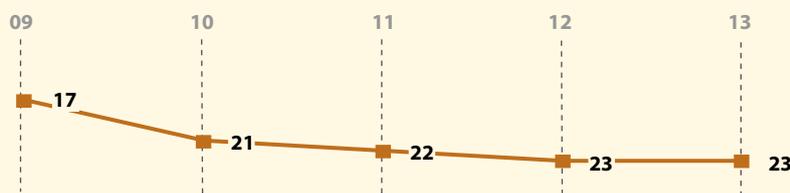
Pilier 2 - Efficacité et d'efficacité des pouvoirs publics



Pilier 3 - Environnement des affaires



Pilier 4 - Qualité des infrastructures



des autres sous-piliers composant le 2^e pilier d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, à savoir les sous-piliers de politique fiscale, de cadre institutionnel et sociétal ainsi que de législation économique favorable, demeurent relativement stables par rapport à l'année précédente. Or, une amélioration aurait été appréciée par les entreprises, notamment en matière de procédures administratives, les indicateurs afférents

ayant accusé une lourde chute lors des deux classements précédents.

Le Luxembourg perd 4 rangs, passant de la 12^e à la 16^e place, au niveau du **3^e pilier relatif à l'environnement des affaires** contre une 4^e place en 2005. En cause: les pertes de 4 à 13 rangs des sous-piliers «*Management Practices*» (de la 15^e à la 19^e place), «*Attitudes and Values*» (de la 29^e à la 34^e place) et «*Labor Market*» (de la 16^e à la 29^e place). Concernant

Sub-Factor Rankings	2012	2013
Domestic Economy	23	25
International Trade	4	6
International Investment	4	3
Employment	9	17
Prices	32	28

Sub-Factor Rankings	2012	2013
Public Finance	13	17
Fiscal Policy	34	34
Institutional Framework	19	20
Business Legislation	20	19
Societal Framework	13	14

Sub-Factor Rankings	2012	2013
Productivity & Efficiency	13	12
Labor Market	16	29
Finance	5	5
Management Practices	15	19
Attitudes and Values	29	34

Sub-Factor Rankings	2012	2013
Basic Infrastructure	28	28
Technological Infrastructure	20	18
Scientific Infrastructure	25	23
Health and Environment	15	16
Education	18	19

les «*Attitudes and Values*», la Chambre de Commerce relève le dangereux repli de 10 places au niveau de l'indicateur captant les attitudes envers la globalisation ou encore l'affaissement (recul de 13 places pour désormais loger à la 26^e place) pour ce qui est de l'image de marque du pays à l'étranger. La chute de 13 rangs du sous-pilier dédié au marché de l'emploi est due aux sept indicateurs de perception de disponibilité de main

d'œuvre suffisamment qualifiée, qui accusent des pertes de 3 à 6 rangs, par exemple en matière de disponibilité de main d'œuvre dans le secteur financier (-3 rangs), d'«attraction et de rétention de talents» (-4 rangs), ou encore quant à la disponibilité de managers expérimentés (-5 rangs) sur le marché de l'emploi.

Finalement, le Luxembourg se maintient à la 23^e place au niveau du **quatrième pilier relatif à la qualité des infrastructures**, contre une 17^e place en 2005. Le sous-pilier des infrastructures technologiques gagne 2 rangs cette année, passant de la 20^e à la 18^e place. Les progrès réalisés en matière de sécu-

rité informatique et de connexion, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'en matière de coopération technologique entre les acteurs tant du secteur privé que public sont salués par les auteurs de l'étude IMD. ■

Méthodologie

Avec plus de 300 indicateurs différents recueillis pour chacun des 60 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois mal à un exercice de comparaison. Néanmoins, le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les décideurs politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité économique. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres géographies) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés: les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions. ■

World Economic Forum

Global Information Technology Report 2013: Luxembourg gains 5 positions

When *The Global Information Technology Report* (GITR) and the *Networked Readiness Index* (NRI) were created about 12 years ago by the World Economic Forum (WEF), the attention of decision-makers and investors was on adopting business and financial strategies that would allow them to develop and grow in the context of a fast-moving but nascent Internet economy. Over more than a decade, the NRI has provided decision-makers with a useful conceptual framework to evaluate the impact of information and communication technologies (ICTs) at a global level, and to benchmark the ICT readiness and its usage within their economies.

The top 10 of the NRI is dominated by the Nordic countries with

Finland, Sweden, Norway and Denmark reaching the 1st, 3rd, 5th and 8th position respectively. The Netherlands and the United Kingdom improve their rankings to the 4th (2012: 6th) and 7th (2012: 10th) position while Singapore manages to defend its 2nd position. Germany, Belgium and France, Luxembourg's neighbouring countries, are ranked 13th, 24th and 26th respectively (2012 edition: 15th, 22nd and 23rd respectively).

Since its introduction, Luxembourg, in 16th place overall and five ranks higher than last year, continues to improve its ICT infrastructure (12th) and its strong uptake by individuals, businesses, and government. Since identifying ICTs as one of the crucial sectors needed to diversify its economy and improve efficiency in

other crucial sectors, such as the financial sector, the Luxembourg's government's strong vision (5th) in upgrading ICT uptake has resulted in one of the world's highest rates of Internet users (5th) and households with a personal computer (3rd) and an Internet connection (6th). Notwithstanding these achievements, the economic impacts of ICTs (25th) to boost innovation, while improving, still remains below other very advanced economies, the result of some weaknesses in an innovation system that has recently been developed. Further strengthening the country's national innovation capacity would thus yield better results for the ICT infrastructure and uptake that is already world class. ■

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Entre perspectives économiques maussades et pistes pour y remédier



D'après les récentes projections de l'OCDE, l'activité économique restera médiocre au Luxembourg en 2013 (+0,8 %) en raison de la faible demande dans les pays voisins, du manque de confiance, de la hausse du chômage et des mesures d'assainissement budgétaire. La croissance repartira en 2014 (+1,7 %), parallèlement au redressement dans la zone euro. L'inflation refluera peu à peu mais restera supérieure à la moyenne européenne, ce qui tient au mécanisme d'indexation des salaires assis sur les évolutions antérieures. Des réformes structurelles qui renforcent les incitations au travail, réduisent les obstacles à la concurrence et améliorent le système éducatif augmenteraient la croissance potentielle, notent encore les experts de l'OCDE.

Le 29 mai 2013, l'OCDE a procédé à la publication de ses perspectives éco-

nomiques pour les années 2013 et 2014. En ce qui concerne le Luxembourg, le tableau ci-dessous donne un aperçu quant à l'évolution attendue des principaux agrégats macro-économiques. Il est à noter que, eu égard aux prévisions de croissance, les experts de l'OCDE sont moins optimistes que ne l'a été, le 21 mai, le STATEC dans sa dernière «Note de conjoncture». Ainsi, en 2013, le PIB ne devrait croître qu'à concurrence de 0,8 % (contre 1,0 % d'après le STATEC). En 2014, la reprise économique serait d'ailleurs moins forte, d'après l'OCDE, ne s'élevant qu'à 1,7 % (contre 2,3 % d'après le STATEC).

Par la suite, la Chambre de Commerce reproduit des extraits de la publication «Perspectives économiques de l'OCDE», publiée le 29 mai 2013. Les lecteurs intéressés peuvent se procurer la publication via le site Internet de l'OCDE.

En introduction, l'OCDE note que même si ses performances restent décevantes, l'économie mondiale progresse, à des rythmes toutefois divers. Cette diversité est elle-même le reflet de la pluralité des trajectoires adoptées pour parvenir à une croissance autonome, chacune d'elles présentant un éventail de risques particuliers.

A titre d'exemple et d'après l'analyse de l'OCDE, aux **Etats-Unis**, les déséquilibres considérables qui s'étaient accumulés avant la crise ont fini par apparaître en plein jour, mais l'économie a fait l'objet d'ajustements de grande ampleur qui commencent à porter leurs fruits. Pour ce qui est de la **zone euro**, les experts de l'OCDE estiment que la hausse persistante du chômage reste le principal défi auquel sont confrontés les responsables de l'action publique. L'atonie prolongée de l'activité pourrait évoluer en stagnation, avec des conséquences négatives pour l'économie mondiale. Une telle perspective ferait malheureusement écho aux importants risques de rétroactions négatives qui subsistent entre la médiocre capitalisation des banques, les impératifs de financement de la dette publique et les risques de sortie de la zone.

■ Perspectives économiques pour le Luxembourg

L'activité économique reste au point mort

L'activité économique a, pour l'essentiel, été en panne depuis fin 2011 car la persistance de la crise de la dette dans la zone euro a fait reculer les exportations, tandis que l'érosion de la confiance freinait la demande intérieure. Les services financiers représentant environ la moitié de ses exportations, le pays est assez fortement exposé au processus de réduction de l'effet de levier en cours dans ce secteur à l'étranger. L'emploi a progressé dans le secteur financier, mais le chô-

■ Luxembourg: Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d'EUR	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	36,0	2,9	1,7	0,3	0,8	1,7
Consommation privée	12,2	2,2	2,4	1,7	1,1	2,3
Consommation publique	6,3	3,1	1,6	4,9	2,7	2,0
Formation brute de capital fixe	6,9	6,8	10,2	7,0	5,6	0,6
Demande intérieure finale	25,4	3,7	4,3	4,0	2,9	1,8
Variation des stocks ¹	-0,7	3,8	1,4	-0,8	-1,4	0,0
Demande intérieure totale	24,7	9,2	6,7	2,7	0,7	1,8
Exportations de biens et services	58,7	6,9	6,0	-2,5	2,8	2,1
Importations de biens et services	47,4	12,1	8,6	-2,7	1,6	2,2
Exportations nettes ¹	11,4	-4,7	-1,7	-0,5	2,7	0,5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	7,6	5,1	3,8	2,2	0,7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	–	2,8	3,7	2,9	1,8	1,7
Déflateur de la consommation privée	–	1,7	2,6	2,2	1,0	1,2
Taux de chômage	–	5,8	5,6	6,1	6,7	6,7
Solde des administrations publiques ²	–	-0,9	-0,2	-0,8	-0,7	-0,6
Dettes brutes des administrations publiques ²	–	25,8	25,9	28,4	30,4	32,0
Dettes brutes des administrations publiques, définition Maastricht ²	–	19,2	18,3	20,8	22,8	24,4
Balance des opérations courantes ²	–	8,2	7,1	5,6	4,1	5,5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, no 93.

Source du tableau: OCDE – « Perspectives économiques de l'OCDE », mai 2013, page 161

mage des non-qualifiés s'est aggravé dans les industries exportatrices et la construction. Bien que le tassement de l'activité ait fait pression sur les prix, l'indexation des salaires a maintenu l'inflation au-dessus de la moyenne de la zone euro.

L'assainissement budgétaire suit son cours

En dépit d'une faible croissance, le déficit budgétaire de l'Administration publique devrait plus ou moins se stabiliser à ¾ de points de PIB en 2013. Le gouvernement devrait laisser jouer les stabilisateurs automatiques en 2013-14 si la croissance s'avère décevante. Il devrait aussi contenir les dépenses: l'introduction d'un cadre budgétaire à moyen terme judicieux serait utile à cet égard. De nouvelles réformes du système de retraite sont nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques.

La réglementation du secteur financier est en cours d'actualisation

La surveillance a encore été renforcée et le secteur résiste assez bien à la crise. Le pays devrait continuer à mettre à jour son dispositif de réglementation et de surveillance conformément aux initiatives européennes et internationales.

La reprise sera progressive

L'activité restera morose en 2013, tant que le faible niveau de la confiance et les mesures d'assainissement budgétaire pèseront sur la demande intérieure. On s'attend à une lente remontée de la production au second semestre de 2013 et dans les premiers mois de 2014, à mesure que la confiance se raffermira au Luxembourg et dans la zone euro. L'inflation globale restera supérieure à la moyenne de la zone euro car les salaires sont poussés à la hausse par le mécanisme

d'indexation automatique. Le taux de chômage continuera d'augmenter jusque dans la première partie du second semestre de 2013 mais commencera à se replier en 2014.

Les risques sont essentiellement orientés à la baisse

Une aggravation de la crise de la dette dans la zone euro serait préjudiciable à la confiance et pèserait plus fortement que prévu sur les exportations et la demande intérieure. Une telle évolution pourrait être tempérée par un accroissement des flux de capitaux en quête de valeurs refuges ce qui donnerait un coup de fouet au grand secteur financier du pays.

Programme de stabilité et de croissance du Luxembourg pour 2013-2016

Les recommandations de la Commission européenne au Luxembourg passées au crible



Le 29 mai dernier, la Commission européenne, après avoir passé en revue le programme de stabilité et le programme national de réforme du Luxembourg, a formulé ses recommandations destinées à influencer les politiques luxembourgeoises pour la prochaine année.

Dans son introduction, la Commission estime que «*les projections relatives au déficit à moyen terme reposent sur un scénario de croissance quelque peu optimiste*», comme la Chambre de Commerce le faisait également remarquer lors de sa conférence de presse du 24 mai «Programme de stabilité et de croissance du Luxembourg pour 2013-2016: manque d'ambition et de réalisme».

Eu égard aux grands défis auxquels devra faire face le Luxembourg, la Commission lui a adressé un certain nombre de recommandations:

1. conserver une position budgétaire saine et continuer de respecter l'objectif budgétaire à moyen terme de

manière à assurer la viabilité à long terme des finances publiques; renforcer la gouvernance budgétaire en adoptant un cadre budgétaire à moyen terme englobant l'ensemble des administrations publiques et comportant des plafonds de dépenses pluriannuels, et instituer un contrôle indépendant de l'application des règles budgétaires.

2. prendre des mesures pour corriger le biais de la fiscalité des entreprises en faveur de l'endettement et pour étendre l'application du taux normal de TVA.
3. réduire les dépenses liées au vieillissement notamment en renforçant la réforme des pensions récemment adoptée; prendre des mesures supplémentaires pour réduire les départs en retraite anticipée et relever l'âge de départ effectif en retraite, y compris en liant l'âge légal de départ à l'espérance de vie.
4. prendre des mesures structurelles pour réformer le système de fixation des salaires afin d'améliorer la compétitivité de l'économie luxembourgeoise et intensifier les efforts pour diversifier la structure de l'économie, en promouvant l'investissement privé dans la recherche et notamment en développant la coopération entre la recherche publique et la recherche privée.
5. intensifier les efforts pour réduire le chômage des jeunes, en améliorant la conception et le suivi des politiques actives de l'emploi et agir de manière résolue pour accroître le taux de participation des travailleurs âgés.
6. renforcer les mesures destinées à permettre la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne relevant pas que du SCEQE¹, en particulier en augmentant l'imposition des produits énergétiques utilisés dans les transports.

Les recommandations de la Commission européenne sont globalement en ligne avec les analyses de la Chambre de Commerce. Dans différentes publications (notamment les avis budgétaires), la Chambre de Commerce a ainsi proposé un ensemble de mesures et de réformes structurelles s'articulant autour des principaux thèmes retenus par la Commission européenne à savoir: maîtrise des dépenses publiques, amélioration du cadre budgétaire, désindexation de l'économie, réforme ambitieuse du régime de pension, maintien dans l'emploi des travailleurs âgés, incitation au travail des jeunes ...

Les recommandations de la Commission confirment que le Luxembourg connaît de nombreux déséquilibres qui sans être excessifs ne doivent pas moins être traités, et constituent dans l'ensemble une feuille de route pertinente. Toutefois, la Chambre de Commerce se doit de nuancer une des déclarations faites par la Commission. L'économie luxembourgeoise ayant un niveau d'inflation structurellement supérieur à celui de ses partenaires immédiats, la recommandation selon laquelle il devrait y avoir une extension de l'application du taux normal de TVA pour augmenter les recettes et combler les déficits semble par conséquent peu appropriée. En effet, une telle mesure serait de nature à engendrer une spirale coût-prix qui impacterait négativement à la fois le pouvoir d'achat des consommateurs et la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. La Chambre de Commerce réitère en conséquence sa position qui consiste à dire que l'équilibrage des finances publiques doit passer par une maîtrise et une meilleure efficacité des dépenses publiques et non pas par une hausse de la pression fiscale.

¹ Système communautaire d'échange de quotas d'émission

editus
BUSINESS day

Salon B2B / Networking

3^{ème} édition

JEUDI 3 OCT. 2013 • TRAMSSCHAPP

49, rue Ermesinde

L-1469 Luxembourg/Limpertsberg

www.editusbusinessday.lu



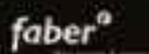
RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE STAND

stand 6m² - All in one

Mobilier + Wifi - Formule RDV
Petit déjeuner / Apéro - Cocktail

 megaram

 Networking.lu

 faber[®]

 PT

 Parker

 reorthebest

 X

 Singer

 Davin



 editus[®]

Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise

Par le biais de cette rubrique «Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise», la Chambre de Commerce souhaite familiariser les lecteurs du *Merkur* à l'évolution des indicateurs macro- et microéconomiques, tout en mettant en évidence le point de vue de ses ressortissants. La première partie de cette rubrique est consacrée aux principaux indicateurs macroéconomiques et aux prévisions qui s'y rattachent. L'évolution d'indicateurs conjoncturels, sur base mensuelle ou trimestrielle selon la disponibilité des données, est ensuite illustrée graphiquement dans une seconde partie. La troisième partie donne la parole à un chef d'entreprise qui présente son point de vue concernant l'environnement macroéconomique, en général, et son secteur d'activité, en particulier.

■ 1. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
Croissance du PIB à prix constants (% de croissance en volume et montants absolus en millions EUR) ⁽¹⁾	2,9 %	1,7 %	0,3 %	1,0 %	2,3 %
	33,2	33,7	33,8	34,1	34,9
Taux de chômage	5,8 %	5,6 %	6,1 %	6,6 %	6,8 %
Emploi total intérieur (variation annuelle en %)	1,8 %	2,9 %	2,1 %	1,7 %	1,3 %
IPCN (variation annuelle en %)	2,3 %	3,4 %	2,7 %	1,9 %	1,8 %
Capacité/besoin de financement (administration publique, % du PIB)	-0,9 %	-0,2 %	-0,8 %	-0,7 %	-1,0 %

Sources: Statec, Note de conjoncture (01/2013/Calculs Chambre de Commerce).

Remarque: (1) Le PIB à prix constants, réel ou en volume est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. En effet, on ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur) si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

En cette période instable, choisissez la sécurité.

Pour le financement de votre logement, faites confiance à une valeur sûre. En choisissant le financement à taux fixe, c'est à dire des mensualités invariables, vous savez exactement et dès le départ à quoi vous vous engagez financièrement. Spécialiste de l'épargne-logement, Wüstenrot vous guide dans vos choix et vous conseille également sur les avantages fiscaux et l'aide au logement. Plus d'infos sur www.wuestenrot.lu

Nos partenaires à Luxembourg:

 AXA
d'Assurance / **nei erfahren**

 BIL

 **wüstenrot**
Epargne Logement & Financement

2. Repères conjoncturels pour l'économie luxembourgeoise

Graphique 1 – Evolution du cours du baril de Brent à Londres



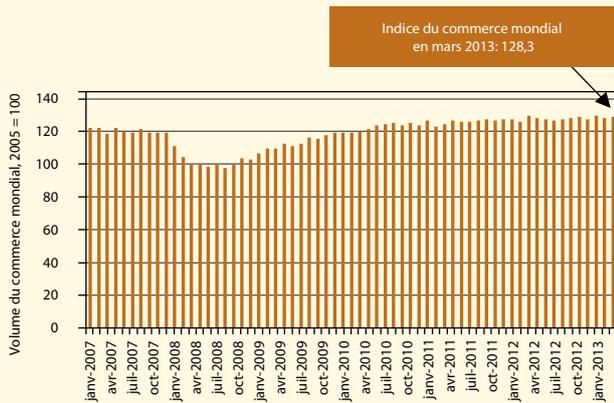
Source: www.zonebourse.com

Graphique 2 – Evolution de la parité EUR/US Dollar



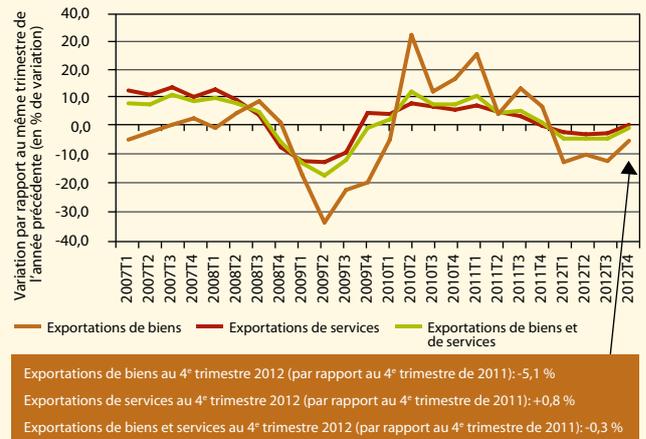
Source: www.zonebourse.com

Graphique 3 – Evolution mensuelle du commerce mondial



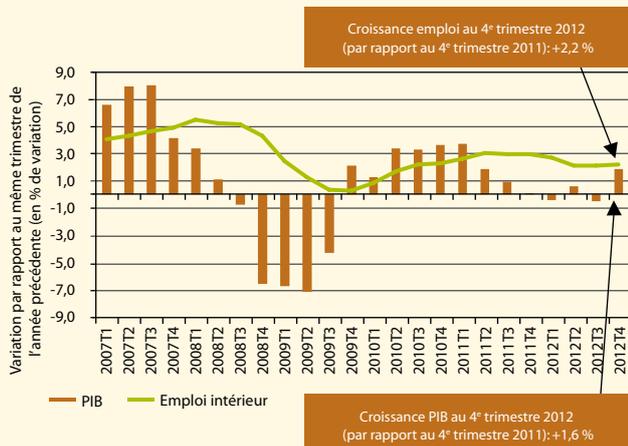
Source: Centraal Planbureau (Pays-Bas)

Graphique 4 – Evolution trimestrielle des exportations de biens et de services



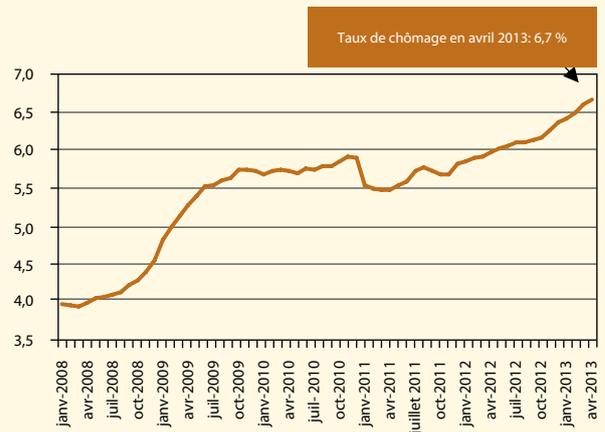
Source: STATEC

Graphique 5 – Evolution trimestrielle du PIB et de l'emploi intérieur



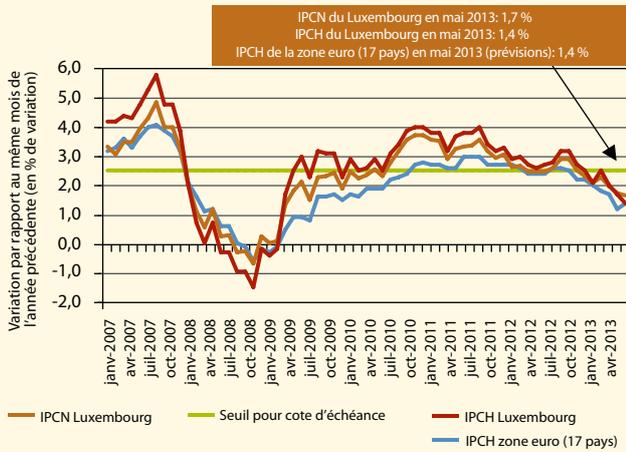
Source: STATEC

Graphique 6 – Evolution mensuelle du taux de chômage (au sens strict désaisonnalisé)



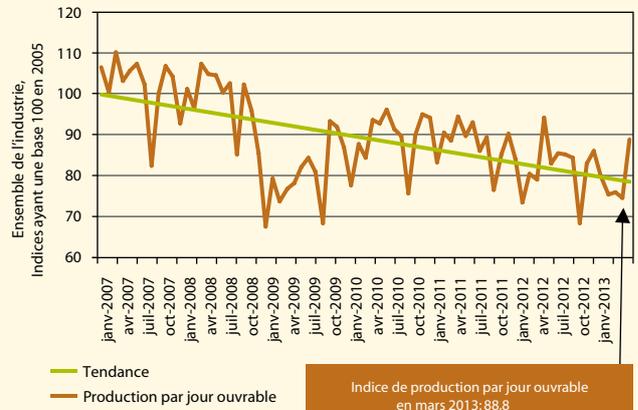
Source: STATEC

Graphique 7 – Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)



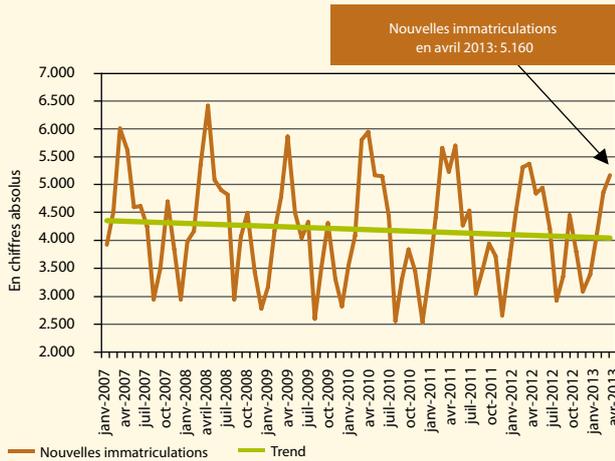
Sources : STATEC, Eurostat

Graphique 8 – Evolution mensuelle de la production industrielle par jour ouvrable et des entrées de commandes



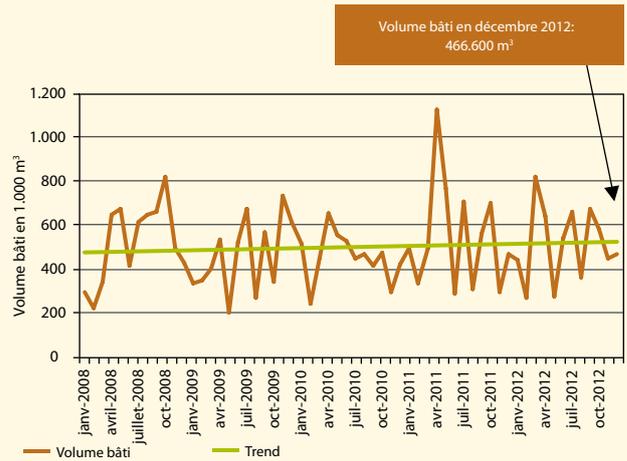
Source : STATEC

Graphique 9 – Evolution mensuelle des nouvelles immatriculations de voitures particulières et à usage mixte neuves



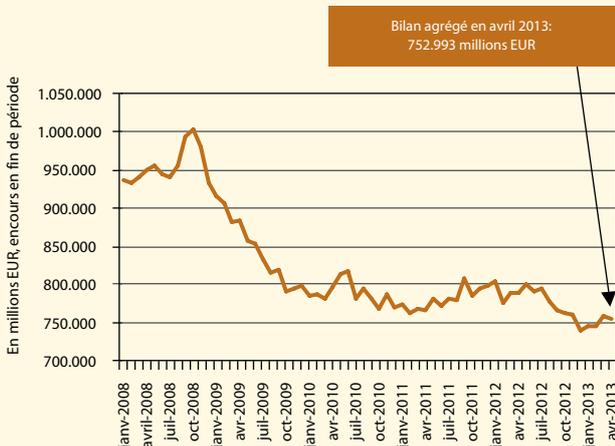
Source : STATEC

Graphique 10 – Evolution mensuelle des autorisations de bâtir



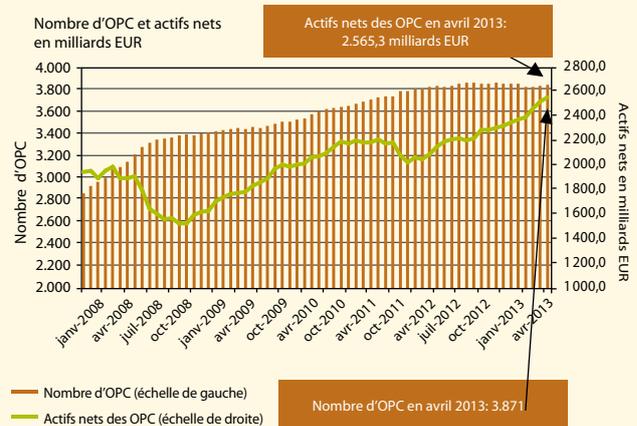
Source : STATEC

Graphique 11 – Evolution mensuelle de la somme bilantaire des établissements de crédit



Source : BCL

Graphique 12 – Evolution mensuelle du nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de leurs actifs nets



Source : CSSF

Parole à un chef d'entreprise: Marie-Hélène Massard

■ Focus sur l'appréciation personnelle du chef d'entreprise

Pour chacun des indicateurs, Marie-Hélène Massard a précisé, sur une échelle allant de 1 (situation totalement insatisfaisante) à 5 (situation excellente), sa perception des performances actuelles des différents indicateurs sous revue ainsi que ses perspectives en termes d'évolution de la situation conjoncturelle.

■ Focus sur votre secteur d'activité

L'assurance au Luxembourg opère sur deux types de marché spécifiques: local, pour les résidents – particuliers et entreprises, et en libre prestation de service à l'étranger, pour les non-résidents.

■ L'assurance en libre prestation de service

La croissance de l'activité LPS a été très marquée ces dernières années et se poursuit pour l'instant (+ 30,29 % au 1er trimestre 2013 par rapport au 1er trimestre 2012). Il est à noter que cette activité est très majoritairement liée à l'assurance-vie et que son développement dépend de l'environnement réglementaire luxembourgeois (en mutation), ainsi que de l'orientation des marchés financiers (plutôt favorable actuellement).

■ L'assurance des entreprises sises au Luxembourg

La démographie des entreprises, et singulièrement la croissance continue du nombre de faillites, ampute significativement le potentiel de croissance des assurances d'entreprises, tant au niveau de la protection de l'activité de l'entreprise (ses biens et ses revenus d'exploitation) que des avantages offerts aux employés à travers notamment les contrats collectifs (assurance-décès et invalidité, plan d'épargne retraite complémentaire, complémentaire santé). D'après notre analyse, les entreprises, quel que soit leur état de santé, revoient leur budget et mettent plus systématiquement en concurrence les offres d'assurance pour négocier des prix plus bas, parfois au détriment des couvertures.

■ L'assurance des particuliers résidents

L'expansion de la population au Luxembourg reste dynamique et donne des perspectives de croissance pour le secteur de l'assurance. Cependant la tendance baissière de la consommation des ménages (résultant de la conjonction d'un chômage en hausse, de salaires réels en baisse (-1 % par an depuis 2011 selon le STATEC), et d'une faible confiance des consommateurs) impacte le budget qu'ils allouent à l'assurance, d'autant que les dépenses liées à ce poste (hormis les assurances obligatoires) ne sont généralement pas jugées les plus prioritaires lorsqu'il s'agit de faire des arbitrages. Les consommateurs sont alors plus attentifs au rapport qualité-prix de leurs couvertures et comparent davantage les offres avant de faire leur choix.

■ Les assurances de biens: automobiles et habitations

Le repli du chiffre d'affaire du commerce automobile, avec des ventes de voitures décevantes au 1er trimestre (tendance baissière de -2 à -3 % par rapport à l'«Autofestival» 2012), se répercute directement sur l'assurance automobile. Concernant l'assurance habitation, la tendance des volumes à bâtir résidentiels, qui reste haussière, donne des perspectives plus favorables.



Marie-Hélène Massard, directrice Générale d'AXA Luxembourg

Indicateurs	Situation actuelle	Prévisions
Croissance du PIB	3	3
Taux de chômage	4	3
Emploi total intérieur	4	3
Inflation	3	3

■ Les assurances de personnes: prévoyance et épargne

La dynamique de progression des encours de crédits à l'habitat, auxquels sont liées des assurances de couverture de prêts («solde restant dû»), favorise le développement de la prévoyance (assurance-décès, invalidité).

Le climat boursier relativement favorable actuellement, s'il se confirme, permettra de continuer à offrir de meilleurs rendements sur les produits d'épargne. Cependant, comme la majorité des résidents privilégient toujours les produits à taux garantis (malgré l'environnement de taux bas), ils ne bénéficient pas pleinement de ce potentiel.

La situation économique globale dessine un environnement contrasté pour l'évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance. A noter cependant que leurs revenus proviennent également des rendements de leurs investissements et une confirmation de la reprise des marchés financiers appuierait le dynamisme de ce secteur.



■ Appréciation de la situation conjoncturelle par Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de Commerce



Les projections économiques abondent en ce moment mais elles sont relativement univoques: l'activité économique restera faible en 2013 au Luxembourg, mais devrait retrouver une certaine vigueur en 2014, parallèlement au redressement dans la zone euro, toujours ancrée dans la récession.

D'un point de vue sectoriel, les évolutions sont contrastées au Grand-Duché.

Le **secteur de la construction** est particulièrement affecté, d'une part suite aux conditions climatiques largement défavorables et, d'autre part, en raison des aléas conjoncturels

que connaît le Luxembourg. Les enquêtes d'opinion ne montrent guère d'amélioration significative entre les mois d'avril et de mai, les réponses étant largement pessimistes concernant l'activité, les carnets de commandes ou encore l'emploi.

L'**industrie** ne performe guère mieux. Alors que la production mensuelle a chuté de 7,2 % au cours des trois premiers mois de 2013 par rapport aux 3 premiers mois de 2012, la valeur de la production a baissé de 8,6 % sur la même période. La chute dans l'industrie extractive est d'une ampleur encore plus inquiétante, avec une dégradation de 24 % en termes de production et de 20 % en ce qui concerne la valeur de cette dernière. Un grand pessimisme se matérialise dans l'enquête de conjoncture menée dans l'industrie au cours du mois de mai.

S'agissant du **secteur financier**, la somme de bilan des banques a connu une chute de 4 % entre mars 2012 et mars 2013. Ces réductions d'activité s'inscrivent dans un contexte macroéconomique européen peu favorable et reflètent la nécessité, pour les banques européennes, d'adapter leurs structures bilantaires à leur capacité à gérer et à supporter leurs risques. Les tendances au niveau des différents segments de la place financière sont également hétérogènes puisque le secteur des OPC a connu une croissance des actifs nets gérés de 15 % entre avril 2012 et avril 2013.

Alors que la valeur ajoutée du secteur financier tend à se stabiliser depuis le début de 2012, à défaut de rebondir, les **services non financiers** enregistrent des résultats plus encourageants au 4^e trimestre 2012 puisque la valeur ajoutée dans les services aux entreprises, dans les activités immobilières et dans les services de communication poursuit sa hausse. Le 4^e trimestre 2012 a été plus spécifiquement marqué par la progression de la valeur ajoutée des entreprises actives dans les domaines du commerce, des transports et de l'Horeca, alors qu'elles avaient précédemment connu 4 trimestres consécutifs de baisse.

Puisque 5 ans après le début de la crise, le PIB n'est toujours pas revenu à son niveau de 2007, il est indispensable de prendre des mesures courageuses. La Commission, l'OCDE, le FMI sont d'accord sur les défis à relever. Au niveau national, malheureusement tout le monde ne semble pas encore convaincu de la nécessité de repenser notre modèle socio-économique. L'art de faire l'autruche demeure monnaie courante. Nous ne pouvons aborder les problèmes du pays qu'en ayant une mentalité propice au changement et une vraie volonté de trouver des réponses face aux défis. Dans le contexte actuel de crise économique en Europe, une crise politique, souvent couplée à un esprit «anti européen» s'est greffée sur la situation difficile prévalant dans beaucoup d'Etats membres. Certains observateurs avertis parlent même d'une véritable guerre économique à l'échelle européenne.

Les temps faciles sont révolus, les défis sont immenses, mais nous pouvons nous réinventer, à condition que nous mettions en œuvre un véritable effort d'envergure nationale. Les entreprises, malgré le contexte économique et politique difficile, ne baissent pas les bras. Mais si ces efforts «bottom-up» sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants: il faut par ailleurs des impulsions politiques positives. Et donc une réponse au malaise actuel, qui ébranle la confiance des citoyens et des entreprises dans les institutions de l'Etat et qui risque de ternir davantage l'image de notre pays, alors que le «Luxembourg Banking» a atteint une envergure inquiétante. ■



Votre comptabilité est-elle prête ?

	Vous	
- Virements SEPA (Single Euro Payments Area)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
- Archivage électronique (Directive Européenne 2010/45/CE)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
- eCDF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
- FAIA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



infodata
Créateur de Logiciels
22 Zone Industrielle, L-8287 KEHLEN
Tél : (+352) 33 16 48 - 1
Mail : info@infodata.lu
<http://www.infodata.lu>

Formation logistique

Les membres du Cluster for Logistics élaborent un diplôme de technicien en logistique



La formation dans le secteur de la logistique s'étoffe au Luxembourg, alors que ses débouchés restent encore méconnus

Ce n'est plus un secret, la logistique est à la mode et le secteur a trouvé sa place au Luxembourg. Depuis que le gouvernement luxembourgeois a identifié en 2004 la logistique comme est un des piliers de la politique de diversification économique, l'intérêt pour le Luxembourg en tant que plateforme s'accroît. L'amélioration des infrastructures attire de nouvelles entreprises qui investissent à leur tour, créant des opportunités et des emplois. Un bémol toutefois: malgré le grand nombre de salariés engagés au Luxembourg, le secteur logistique et ses débouchés restent encore méconnus. Afin de renforcer et populariser ce domaine, les membres du Cluster for Logistics soutiennent la création et la promotion de formations. Un nouveau diplôme pour des élèves du régime technique contribuera certainement à rendre ce métier plus attrayant.

La logistique se trouve partout mais l'activité concrète demeure encore méconnue du grand public. La relative méconnaissance du secteur s'explique notamment par la complexité d'un secteur qui est difficile à présenter en deux mots. L'activité logistique consiste à gérer des flux de biens physiques et le logisticien coordonne, planifie et contrôle le transport et/ou le stockage des marchandises. Ce qui semble simple de prime abord devient complexe par la suite, car les tâches et les marchandises manipulées peuvent varier fortement au sein d'une même entreprise. La formation en logistique nécessite donc une attention particulière à tous les niveaux. Le secteur logistique exige une main d'œuvre spécialisée et flexible.

Toute l'Europe est à la recherche de logisticiens qualifiés et le Luxembourg n'est pas en reste. Le nombre de candidats potentiels est insuffisant pour combler la demande des entreprises. Aujourd'hui, le secteur logistique représente environ 5 % de l'emploi luxembourgeois

total. Entre 2005 et 2010, le nombre de personnes travaillant dans la logistique a augmenté de 27 %, passant de 12.800 à 16.200 unités. Afin d'attirer davantage d'élèves pour ce métier polyvalent, la formation s'adapte donc aux besoins des apprentis et des entreprises. La Grande Région s'est rapidement dotée de nombreux Masters, MBA, Bachelors et autres formations techniques dans le domaine logistique. Au Luxembourg, le CRP Henri Tudor notamment offre des formations certifiantes, ainsi que des Masters logistiques en collaboration avec des universités européennes. Le Luxembourg collabore par ailleurs avec l'Association suisse pour la formation professionnelle en logistique (ASFL), afin de renforcer l'offre.

■ La base: le gestionnaire en logistique

Au niveau secondaire, la formation est également sur les rails. Le Luxembourg dispose d'une formation de gestionnaire qualifié en logistique depuis 2006. Pour déterminer les besoins du secteur, la Chambre de commerce avait lancé en 2004, après concertation avec la Chambre des employés privés, une enquête auprès de quelque 200 entreprises. Les gestionnaires qualifiés en logistique sont notamment recherchés dans la grande distribution, les entreprises de transport, l'industrie lourde ainsi que dans les secteurs du courrier et colis express. Le gestionnaire doit maîtriser des tâches multiples et variées, telles que la réception de marchandises, la gestion des stocks ou le conseil de clients.

Cette voie de formation de trois années (10^e-11^e-12^e) se solde par l'obtention d'un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP). Elle est dispensée par le Lycée de Bonnevoie et la condition minimale d'accès en classe de 10^e est la réussite d'une 9^e polyvalente de l'enseignement secondaire technique. Un apprenti passe 3 jours par semaine

en formation pratique dans l'entreprise et 2 jours, par semaine au lycée pour la formation théorique. Pendant les vacances scolaires, l'élève travaille dans l'entreprise à raison de 40 heures par semaine et a droit à 25 jours de congé annuel. Les apprentis touchent mensuellement une indemnité d'apprentissage de l'entreprise formatrice. Un stage est un premier pas dans le milieu professionnel et une bonne performance peut très souvent déboucher sur un contrat de travail auprès de l'entreprise formatrice.

■ Prochaine étape: le technicien en logistique

Le stade suivant en matière de formation a été lancé récemment par le Cluster for Logistics et ses membres: la mise en place d'un diplôme de technicien en logistique. Des professionnels du secteur ainsi que des représentants de ministères, chambres patronales et salariales travaillent ensemble à l'élaboration de la formation. Ce groupe curriculaire composé d'experts est en place depuis avril 2013 et définit actuellement le profil professionnel, qui incorpore les différents domaines d'activités, les tâches ainsi que les activités relatifs au métier.

La mise en place d'un profil de formation sera la deuxième étape. A ce stade, les experts devront définir les compétences à développer lors de la formation. En troisième lieu, les experts élaboreront un programme directeur qui structurera la formation par modules. Les critères pour évaluer un module et le programme de formation les méthodes et contenus des modules seront identifiés lors de la quatrième et dernière étape.

En fin de compte, la formation de technicien en logistique totalisera entre 80 et 100 modules qui compteront chacun 8 à 10 compétences. Le lancement de la formation du gestionnaire en logistique est attendu pour la rentrée scolaire de 2015.

Les lycées techniques de Lallange et de Bonnevoie ont déjà affirmé leur intérêt pour offrir la formation de technicien. En principe, le cycle d'étude devrait durer trois ans et sera accessible aux élèves ayant réussi une classe de 9^e de l'enseignement secondaire technique. Cette formation sera également renforcée par un contrat d'apprentis-

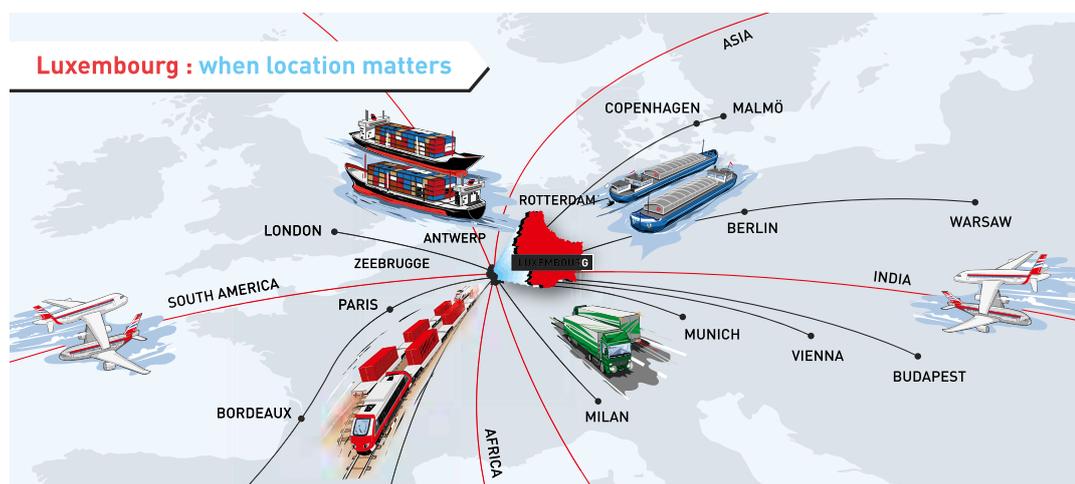
sage. En marge des cours théoriques prodigués par l'école, les élèves apprendront le métier auprès d'entreprises logistiques formatrices.

Dépendant des activités des entreprises, le métier de technicien en logistique se définit différemment, mais la diversité des postes de travail nécessitent des professionnels qualifiés et flexible. Les études de technicien en logistique peuvent ainsi déboucher sur un grand nombre de métiers très recherchés dans toutes les sociétés logistiques: conseiller à la sécurité, déclarant en douane, administrateur des transports, responsable d'entrepôt ou responsable service client ne sont qu'une fraction des métiers possibles pour les élèves-apprentis. A côté des matières professionnelles, l'enseignement général ne sera pas oublié. Un grand nombre de procédures dans ce monde très international nécessitent l'anglais comme langue véhiculaire. Une bonne maîtrise de cette langue et des termes logistiques est primordiale. Des aptitudes avancées en informatique et en calcul sont un atout indéniable.

■ Toujours plus haut: le BTS

Afin d'élargir les possibilités professionnelles, les élèves ayant passé la formation avec succès auront en outre la possibilité de poursuivre des études supérieures. En plus des Masters existants, une formation de niveau Brevet de technicien supérieur (BTS) est envisagée par les membres du Cluster for Logistics et le ministère de l'Education à l'horizon 2018.

L'offre au Luxembourg ne se limite pas seulement à la formation initiale. La formation continue s'étoffe également. Les professionnels désireux de s'améliorer trouveront notamment sur le portail www.lifelong-learning.lu de nombreux cours à des niveaux différents. Ainsi, même les logisticiens les plus expérimentés peuvent se soumettre périodiquement à une remise à niveau de leurs connaissances, étant donné l'évolution rapide du secteur et de ses processus. Pour toute question concernant les formations du secteur logistique, merci de contacter le Cluster for Logistics: www.clusterforlogistics.lu.



**Global logistics.
Tailor-made solutions.**



Cluster for Logistics
Luxembourg
ADDING VALUE IS THE KEY

www.clusterforlogistics.lu

**CLUSTER
MARITIME**
Luxembourgeois

www.cluster-maritime.lu

Projets soumis pour avis à la Chambre de Commerce

Nous reproduisons en annexe les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux dont la Chambre de Commerce a été saisie pour avis. Une copie intégrale des projets sous rubrique peut être obtenue sur simple demande auprès de la Chambre de Commerce, tél.: (+352) 42 39 39-354/332 et peut être téléchargée sur le site www.cc.lu (rubrique «Avis»).

■ Ministère de la Santé

Avant-projet de règlement grand-ducal:

- (1) portant sur les études et l'exercice de la profession de santé de podologue;
- (2) complétant la liste des professions réglementées du domaine de la santé figurant à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service, et (3) modifiant le règlement grand-ducal du 1er décembre 2011 ayant pour objet:
 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;
 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant d'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;
 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal;

4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13 (1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988;
5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988. (4129SMI)

■ Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

Projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et modifiant:

1. le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité;
2. le règlement grand-ducal du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation du biogaz. (4130WMM)

■ Développement durable et Infrastructures – Département de l'Environnement

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols. (4131AAN)

Projet de règlement grand-ducal relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Projet de règlement grand-ducal relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques. (4132MJE)

Coopération public-privé dans la lutte contre la corruption

Un signal fort à l'attention des investisseurs et sociétés étrangères pour s'implanter au Luxembourg

La Chambre de Commerce, en partenariat avec le ministère de la Justice et l'International Anti-Corruption Academy (IACA), a organisé avec succès, le mercredi 5 juin 2013, un symposium sur la coopération public-privé dans la lutte contre la corruption en présence de plusieurs ministres de la Justice, représentant officiels d'instances internationales et États membres, représentants des autorités publiques nationales et des entreprises luxembourgeoises.

Ce symposium fait suite au premier événement anti-corruption organisé par la Chambre de Commerce en mai 2012 et s'est articulé autour de deux work-

shops interactifs suivis d'une conférence de clôture.

Le premier workshop, présidé par Christophe Jung, Compliance Programme Officer d'ArcelorMittal, a mis en lumière les difficultés pour le secteur privé de mettre en place des programmes de lutte contre la corruption, en raison de la multitude de standards internationaux existants, mais également les initiatives existantes pour promouvoir des plateformes de dialogue entre le secteur privé et le secteur public. Se sont ainsi succédés à la tribune, Chris Davis du World Economic Forum, Birgit Forstnig-Errath de Siemens S.A., et Gérard Zolt, Luxem-

bourg Country Practice Leader, Fraud Investigation & Dispute Services auprès d'Ernst & Young, qui ont débattu avec la centaine de participants des moyens pour le secteur privé de mieux s'organiser pour promouvoir la lutte contre la corruption.

Les discussions entre les orateurs et les participants se sont conclues par le constat évident que la lutte contre la corruption n'est efficace et possible que si les dirigeants d'entreprises placent la lutte contre la corruption en tant que priorité stratégique dans le cadre du développement international de leurs activités. Un appel a également été lancé à l'attention des autorités publiques et



(de g. à d.) Marin Mrcela, président de GRECO auprès du Conseil de l'Europe; Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce; Beatrix Karl, ministre de la Justice d'Autriche; Octavie Modert, ministre de la Justice du Luxembourg; Tomas Borec, ministre de la Justice de Slovaquie; Martin Kreutner, Doyen de l'IACA; Gordan Markotic, Vice-ministre de la Justice de Croatie

des organisations professionnelles afin qu'elles assistent et soutiennent davantage les PME dans leurs efforts de prévention de la corruption.

Le second workshop, présidé par Martin Kreutner, doyen de l'IACA, a permis de faire l'état des lieux du développement des initiatives des instances nationales et européennes en matière de lutte contre la corruption. Les discussions ont été animées par Marin Mrcela du Conseil de l'Europe/GRECO, Roderick Macauley du ministère de la Justice du Royaume-Uni et Giovanni Kessler de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) au sujet de la prévention de la corruption dans les parlements, les gouvernements et le système judiciaire, ainsi que des principes éthiques et des règles de conduite qui doivent s'y appliquer. L'échange avec les nombreux participants a mis en exergue la nécessité de l'instauration d'un ministère public européen et d'un procureur européen pour protéger les intérêts financiers de l'UE, y compris en matière de fraude et de corruption, que la Commission européenne propose.

La journée s'est conclue par une conférence en présence d'Octavie Modert, ministre de la Justice. Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce, a rappelé que la Chambre de Commerce voue une très grande importance à la lutte contre la corruption, étant donné que celle-ci est néfaste tant à l'intégrité du marché que pour une saine concurrence entre les entreprises, principes essentiels pour le développement des activités économiques. Octavie Modert, énumérant les conventions internationale et lois

applicables au Luxembourg, a également marqué son attachement à continuer le développement de la prévention de la corruption et la nécessité de continuer, voir améliorer la coopération entre les secteurs publics et privés.

Les résultats de la première enquête nationale, organisée par le secteur privé, sur le degré de sensibilisation du secteur privé luxembourgeois à la lutte contre la corruption, et menée conjointement par la Chambre de Commerce et Ernst & Young ont été présentés. Il en ressort notamment que, sur les 200 personnes interrogées, 2/3 répondent avoir une politique de lutte contre la corruption dans leur entreprise, 1/2 estiment que la corruption est un problème dans l'UE et 1/3 ont perdu un contrat en raison du comportement frauduleux de leurs concurrents. Enfin, il a été relevé que 53 % des répondants marquent leur accord avec la déclaration suivante «Une position forte de notre gouvernement sur la lutte contre la corruption, combiné avec des initiatives efficaces mises en place par le secteur privé, est un signal fort à l'attention des investisseurs et sociétés étrangères pour venir s'implanter au Luxembourg».

Dans son message vidéo, Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne, a assuré de tout son soutien les initiatives de lutte contre la corruption. En ces temps de crise pour les entreprises, elle a rappelé que l'Union européenne et ses Etats membres ont absolument besoin de prendre des mesures à tous les niveaux pour lutter contre la corruption, avec des lois fortes et des sanctions dissuasives. La corruption faisant fi des fron-

EN BREF

Mise à jour pour la déclaration fiscale 2012

La déclaration d'impôt

Guide pratique à destination des contribuables et vade-mecum complet de la fiscalité luxembourgeoise, cette nouvelle édition de La déclaration d'impôt intègre les changements législatifs les plus récents. Des exemples pratiques illustrent de façon cohérente des cas concrets liés à la fiscalité luxembourgeoise. Cette nouvelle édition de La déclaration d'impôt intègre également les derniers changements législatifs et analyse de façon concrète les mesures fiscales applicables depuis le 1^{er} janvier 2012. Accessible sans être simpliste, La déclaration d'impôt peut se targuer d'être un guide pratique, mais également un formidable outil de travail pour tous les fiscalistes luxembourgeois. Instrument indispensable pour tous les contribuables résidents et frontaliers désirant établir leur déclaration pour l'impôt sur le revenu, La déclaration d'impôt suit en fil rouge le cas pratique d'un couple de contribuables mariés et salariés au Luxembourg. Des références systématiques au formulaire de la déclaration sont faites dans un souci de compréhension. Publié aux Editions Promoculture-Larcier, cet ouvrage est disponible en librairie et peut être commandé en ligne sur www.promoculture-larcier.com.



Armand Hass

Le salaire

Armand Hass vient d'éditer un ouvrage destiné aux services de ressources humaines. L'origine du manuel est de faire une réédition de «Salaires et traitements», avec une mise à jour complète tenant compte des nombreux changements survenus dans le droit du travail, le droit de la sécurité sociale et le droit fiscal ces dernières années.

L'ouvrage rassemble ainsi une grande partie des textes de lois, des règlements et circulaires administratives couvrant les domaines des salaires et des références jurisprudentielles. Les sources et références sont indiquées afin de permettre une recherche facile pour retrouver le texte original et la matière traitée couvre le «noyau dur» des activités relatives au domaine de la paie. L'ouvrage est disponible dans les librairies et à l'Imprimerie Centrale à Luxembourg.



L'ancien ministre de la Justice, François Biltgen, qui avait lancé l'initiative il y a plusieurs mois a répondu présent et a participé aux débats

tières, la réponse de l'UE devrait être à la hauteur des enjeux.

Enfin, Martin Kreutner a, quant à lui, énoncé «dix commandements» en matière de lutte contre la corruption,

rappelant que la corruption n'est pas seulement une atteinte à la compétitivité des entreprises mais également met en péril la sécurité des consommateurs. A cet égard, la corruption est un mal

qui touche l'ensemble de la société et qu'une coopération entre les secteurs publics et privés est absolument nécessaire afin d'endiguer ce mal. ■

La conférence a fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel disponible via le site Internet: www.cc-tv.lu.

Comité économique et social européen (CESE)

Des adaptations nécessaires au cadre législatif européen pour être encore plus efficace



Christophe Zeeb, conseiller juridique auprès de la Chambre de Commerce, a été nommé rapporteur du CESE pour ce projet de directive important pour la place financière luxembourgeoise

Le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive constituent des menaces pour la sécurité mondiale et l'intégrité du système financier. Le Groupe d'Action Financière (GAFI), organisme chargé au niveau international d'élaborer des mesures, dénommées *recommandations*, de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et, depuis récemment, contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive a entrepris une révision

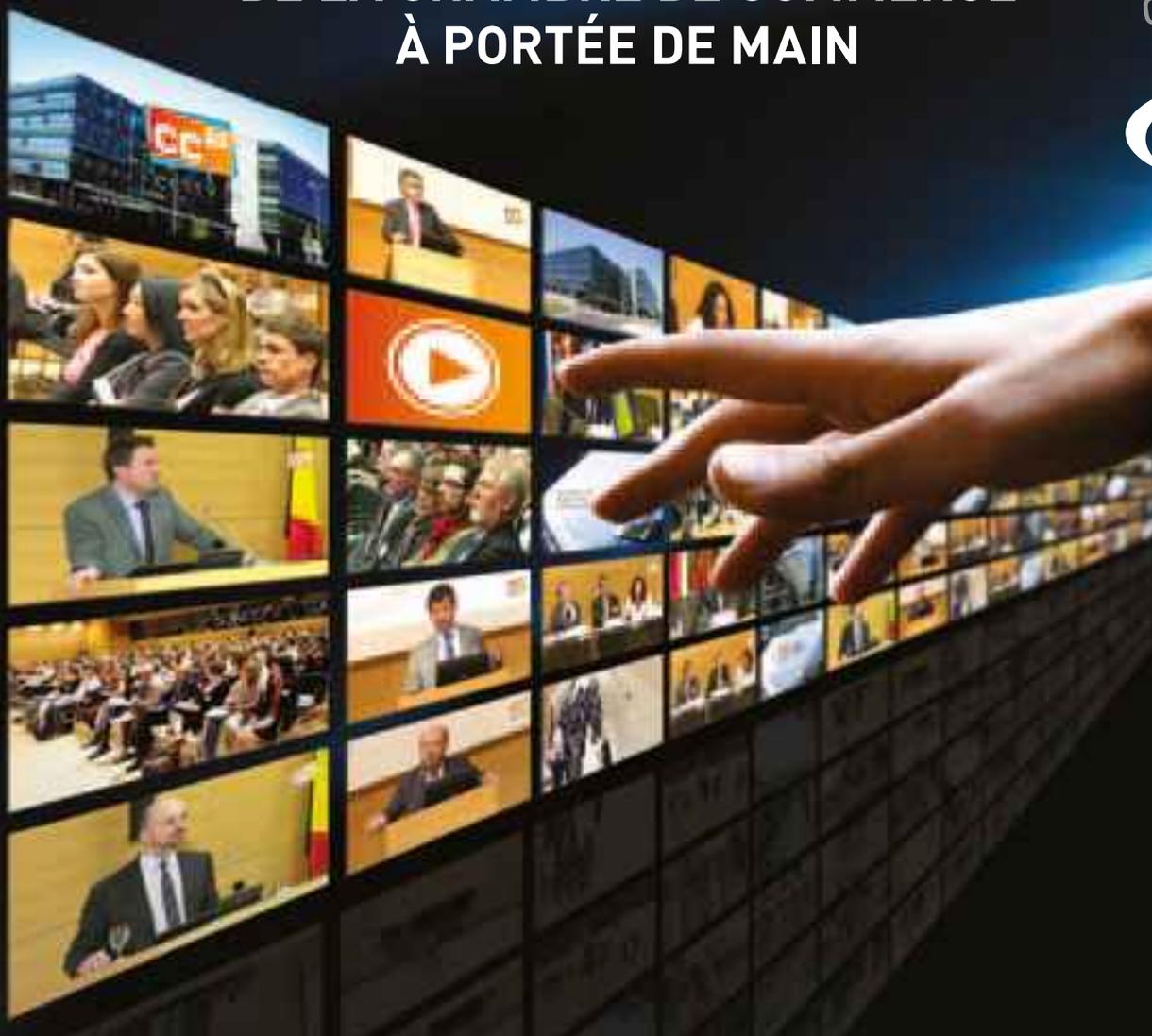
fondamentale de ses normes. De nouvelles recommandations ont été ainsi adoptées par le GAFI en février 2012. Parallèlement à cette évolution internationale, la Commission européenne a engagé son propre réexamen du cadre européen pour aboutir à une Directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et Règlement du Parlement européen et du Conseil sur les informations accompagnant les virements de fonds.

La section spécialisée «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale», chargée de préparer les travaux du Comité en la matière, a adopté son avis le 23 mai 2013 durant la session plénière du CESE avec 145 voix pour et 4 abstentions. Les propositions (i) de 4^e directive de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et (ii) de 2^e règlement sur les informations accompagnant les virements de fonds s'inscrivent dans l'actualisation du cadre réglementaire européen et ont pour objectif de refléter les modifications apportées aux recommandations du GAFI en février 2012.

Christophe Zeeb, conseiller juridique auprès de la Chambre de Commerce a été nommé rapporteur du CESE pour ce projet de directive important pour la place financière luxembourgeoise.

Véritable travail de concertation, pour l'élaboration et la rédaction de cet avis, les membres du comité ministériel de prévention du blanchiment au Luxembourg (en particulier représentants du ministère de la Justice, ministère des Finances, Cellule de renseignement financier, CSSF, Commissariat aux Assurances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, ABBL, ALFI et ALCO), ainsi que les membres du réseau des Chambres de Commerce européennes de droit, ainsi que des responsables de la Direction Générale Marché intérieur et services de la Commission européenne public ont été consultés, de même que les rap-

LES CONFÉRENCES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE À PORTÉE DE MAIN



DÉCOUVREZ CE MOIS-CI SUR CC-TV



1^{ER} SALON DE LA FORMATION CONTINUE UNIVERSITAIRE:

Retrouvez les moments forts du 1^{er} Salon de la Formation Continue Universitaire, qui a eu lieu le jeudi 23 mai 2013 à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et qui a réuni l'ensemble des acteurs majeurs en matière de formation continue universitaire pour informer les visiteurs sur la diversité de l'offre de formation continue universitaire au Luxembourg.



FOIRE DE PRINTEMPS 2013:

Du 3 au 10 mai 2013, la Chambre de Commerce a participé pour la cinquième fois à la Foire du Printemps à la LuxExpo. Placée sous le thème « Passeport pour l'export », la présence de la Chambre de Commerce à cette importante foire de consommation a été entièrement vouée au formidable savoir-faire des entreprises luxembourgeoises. Sur une surface de pas moins de 150m², les visiteurs ont pu découvrir les plus belles réussites à l'exportation des entreprises luxembourgeoises, qui pour mieux marquer l'origine grand-ducale de leurs produits et services, ont toutes décidé d'utiliser le label « Made in Luxembourg » dans leurs actions de promotion.



LSC SPRING AWARDS 2013:

Lors de la première édition des LSC Spring Awards, qui s'est tenue le jeudi 21 mars 2013 dans le Centre de Conférences de la Chambre de Commerce, la Luxembourg School for Commerce (LSC) a récompensé les personnes et entreprises qui ont démontré un engagement exemplaire à l'égard de la formation professionnelle en matière de formation initiale, continue et universitaire. Devant une salle comble, 10 prix ont été attribués dans 4 catégories.

WWW.CC-TV.LU

porteurs du Parlement européen, Judith Sargentini et Timothy Kirkhope, pour des échanges de vues.

Le 23 mai 2013, l'avis a donc été adopté durant la session plénière du CESE avec 145 voix pour et 4 abstentions. Le fait qu'aucun des 344 conseillers provenant des 27 Etats membres n'ait voté contre l'avis résulte des efforts de concertation et de conciliation.

En tant que membre luxembourgeois du groupe des Employeurs, Christophe Zeeb représente prioritairement les intérêts et défend les préoccupations des ressortissants de la Chambre de Commerce et du patronat luxembourgeois dans le processus d'élaboration des avis du CESE. En tant que rapporteur par contre, il est le porte-parole de l'ensemble des différents acteurs économiques, sociaux et civiques qui constituent la société civile organisée au sein de l'Union européenne. L'avis adopté reflète ainsi les sensibilités et opinions des trois groupes d'intérêts regroupés au sein du CESE: «Employeurs», «Travailleurs» et «Activités diverses».

L'avis du CESE félicite la Commission européenne pour avoir proposé les adaptations nécessaires au cadre législatif européen et visant à rendre la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme plus efficace. La portée de l'obligation d'identification de la clientèle qui pèse sur les professionnels est ainsi précisée; les agents de location et les prestataires de jeux d'argent sont désormais soumis aux obligations de la directive; les infractions fiscales sont spécifiquement érigées en infractions primaires de blanchiment. A ces égards, le CESE salue le paquet anti-blanchiment.

A d'autres égards, la proposition de directive contient des exigences qui vont au-delà des recommandations du GAFI. La Commission européenne a en effet pour ambition que l'Union européenne soit à l'avant-garde de la lutte contre le blanchiment et soit un modèle pour les autres pays. L'avis du CESE identifie les difficultés liées à requérir de la part des professionnels devant mettre en œuvre des obligations de prévention de blan-

chiment plus exigeantes que les normes internationales et apporte un certain nombre de propositions concrètes qui viennent renforcer l'initiative de la Commission européenne.

Il s'agit en particulier des recommandations suivantes:

- même si la proposition de la Commission autorise les PME à mettre en œuvre des obligations proportionnellement au risque de blanchiment identifié dans leurs transactions, des intermédiaires nationaux telles que les chambres professionnelles, associations et fédérations doivent pouvoir assister et soutenir les PME afin d'éviter qu'elles ne deviennent des cibles privilégiées pour les blanchisseurs;
- dans la mesure où la proposition de directive encourage indirectement les paiements autres qu'en liquide, une tendance qui se justifie au vu du développement du numérique dans notre société, le CESE appelle la Commission européenne à réfléchir aux moyens d'adapter et assouplir les exigences d'identification de la clientèle qui, à ce jour encore, reposent sur la présence physique des clients;
- la proposition de la Commission européenne tente de concilier les obligations de lutte contre le blanchiment et du financement du terrorisme avec la protection de la vie privée de la clientèle. Le CESE se préoccupe de l'obligation de destruction de données prévues alors qu'une telle destruction d'informations peut se révéler contraire à l'intérêt général et invite les Etats membres à préciser dans quelles circonstances les professionnels sont tenus de conserver les données relatives à la clientèle et les transactions effectuées, par exemple en cas de poursuites pénales, de succession ou de faillite;
- la proposition de directive contient un régime de sanctions administratives à l'égard des professionnels qui ne respectent pas leurs obligations de lutte contre le blanchiment. Ce régime est issu de la com-

munication de la Commission du 8 décembre 2010 ayant pour objectif d'harmoniser les sanctions applicables dans le secteur financier et que l'on retrouve dans d'autres propositions de la Commission européenne actuellement en discussion. Le CESE doute de la nature purement administrative des sanctions prévues et invite partant la Commission et les Etats membres à assurer une application correcte et cohérente du régime de sanctions.

La Chambre de Commerce souscrit à l'ensemble des recommandations formulées dans l'avis du CESE, mais regrette que la Commission européenne n'ait pas reproduit à l'identique les recommandations du GAFI qui forment des standards internationaux reconnus et appliqués par tous les pays du monde. Tout en rappelant l'importance de lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la Chambre de Commerce estime qu'en imposant aux professionnels européens des exigences plus élevées que celles appliquées dans les autres pays du monde, cela risque d'impacter négativement les entreprises européennes et de réduire davantage encore leur compétitivité, moteur de croissance et de création d'emplois.

Lors de la réunion du Conseil européen le 22 mai 2013, les chefs d'Etat et de gouvernement ont rappelé l'importance de la lutte contre le blanchiment et appelé le Conseil et le Parlement européen à ce que le paquet anti-blanchiment soit adopté d'ici la fin de l'année. Les Etats membres disposeront ensuite d'une période de deux années pour mettre leur législation en conformité avec les nouvelles dispositions européennes. La transposition du paquet anti-blanchiment en droit luxembourgeois sera partant discutée par les instances nationales compétentes durant la prochaine législature.

La Chambre de Commerce suivra avec intérêt les négociations à venir et communiquera sur les développements dans une prochaine édition du *Merkur*. ■

L'avis du CESE peut être consulté sur le site www.eesc.europa.eu

L'ITM change de visage et lance un nouveau site internet



(de g. à d.) Paul Weber, Robert Huberty et Nicolas Schmit

Au début du mois de juin dernier, Paul Weber, directeur de l'Inspection du Travail et des Mines a annoncé son départ à la retraite en présence de Nicolas Schmit, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. Robert Huberty, actuel directeur adjoint, lui succède à ce poste. Cette annonce était également l'occasion de revenir sur les missions de cette administration et sur son nouveau site internet.

L'Inspection du travail et des mines a été créé en 1902 dans le but de contribuer au développement durable du bien-être des salariés au travail et à la sécurité des établissements classés.

Le Help Center est un centre d'accueil téléphonique qui répond à toutes

les questions que peuvent se poser les salariés et les employeurs en matière de droit au travail, de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Comme ce service n'est ouvert qu'en journée, l'Inspection du travail et des mines a décidé de mettre en place un nouveau site internet comprenant une rubrique «Foire aux Questions – Frequently Asked Questions» sur le droit du travail. «Cette rubrique a été complétée et comprend désormais 3 niveaux pour chaque réponse avec une définition, des textes de loi, des jurisprudences et souvent des documents modèles. Les liens internes permettent une recherche facile de l'information». Les administrés peuvent également trouver, sur le

nouveau site internet, la liste des installations qui nécessitent le respect de certaines normes, ainsi que la nomenclature afférente et les organismes de contrôle. Des documents «conditions types» téléchargeables sont également accessibles afin de faciliter l'ensemble des démarches administratives. «Dans les années à venir, nous souhaitons utiliser les nouvelles technologies pour améliorer notre contribution à la réduction des accidents sur les lieux de travail et à la réduction du nombre des maladies professionnelles. La refonte de notre site internet fait partie de cette stratégie» conclut Robert Huberty, futur directeur de l'ITM. ■

Retrouvez régulièrement les
chroniques juridiques
de la Chambre de Commerce

www.cc.lu/services/publications



VOTRE PARTENAIRE POUR LA RÉUSSITE
www.cc.lu



Campagne «Trajet, sécurisons-le!»

L'éco-conduite



L'U.E.L., en partenariat avec l'Association d'assurance accident et forte de la participation d'acteurs nationaux, a actualisé l'action «TRAJET, sécurisons-le!» en 2012. Le but de la campagne est de sensibiliser les entreprises et leurs salariés à l'adoption d'un comportement responsable et préventif en circulation routière.

La campagne offre 12 modules regroupant différents thèmes pou-

vant utilement être promus au sein des entreprises à raison d'un module par trimestre par exemple ou selon un rythme choisi par l'entreprise. Ces modules peuvent être téléchargés du site www.securite-sante.lu.

Une conduite écologique, économique, confortable et en sécurité n'est pas en contradiction, mais tous ces éléments sont complémentaires. L'éco-conduite ne se résume pas à rou-

ler moins vite, mais à rouler mieux. Le maître mot, c'est l'anticipation. Ainsi, le onzième module de la campagne «Trajet, sécurisons-le!» porte sur «l'éco-conduite» qui donne des conseils comment pratiquer l'éco-conduite.

Pourquoi et comment adopter une conduite économique?

L'éco-conduite, c'est une conduite en sécurité qui permet:

- une épargne personnelle (carburant et matériel),

Adopter une conduite anticipative:

Une interdistance d'au moins 2 à 3 secondes

permet

une meilleure vue et plus d'informations

ce qui donne

plus de temps pour réagir et moins de stress

par conséquence

une plus grande marge de sécurité

et

un égard accru envers les autres usagers de la route

résulte dans

une conduite défensive



Boîte à outils

Présentation du Centre de Formation pour conducteurs (versions française et allemande): www.securite-sante.lu
Roulez mieux avec AXA: www.axa.lu/fr/prevention/Programme%20AXA%20Eco-conduite/content.htm

Prochain module: «Les équipements spéciaux»

Pour plus d'informations: www.trajet.lu – E-mail: trajet@uel.lu

- la sauvegarde de l'environnement et de la qualité de vie,
- la réduction du risque d'accident et du stress.

Comment adopter une conduite économique? Plusieurs options sont possibles, à savoir:

- utilisation des moyens de transports en commun,
- recours au co-voiturage,
- déplacement à pied ou à bicyclette.

Ces options offrent un certain nombre d'avantages, notamment l'économie de carburant, la réduction du trafic, la conservation de l'environnement et l'amélioration du bien-être.

Quel comportement adopter?

Conduire de façon écologique implique aussi l'utilisation à bon escient de la technologie des véhicules modernes. Chaque conducteur peut appliquer la conduite écologique à n'importe quel véhicule. On peut économiser jusqu'à 25 % de carburant en mettant en pratique ces quelques conseils:

- Opter pour un véhicule adapté aux besoins personnels, à basse consommation et à émissions réduites.
- Démarrer la voiture sans accélérer, sans chauffer le moteur au ralenti et en évitant de fortes accélérations et des régimes moteurs hauts.
- Eviter des trajets courts.

- Adopter une conduite souple, anticipative et sans à-coups.

Quelques conseils

- Réduire l'utilisation de l'air conditionné et de tous les consommateurs d'électricité.
- Enlever les porte-bagages et porte-bicyclettes qui augmentent la consommation en fonction de la vitesse de 2 à 3 litres aux 100 km.
- Eviter le chargement inutile. 100 kg de surcharge correspond plus ou moins à 5 % d'augmentation de la consommation.
- Des huiles à friction réduite sont plus économiques surtout à basse température.

Communiqué par l'UEL ■

Simplification administrative

Nouvelle cellule de facilitation en matière d'urbanisme et d'environnement

Face à un environnement juridique et réglementaire en constante expansion, les acteurs économiques, les autorités publiques et les particuliers sont exposés à une complexité administrative qui se traduit souvent par une multiplication des processus administratifs. La nouvelle cellule de facilitation «Urbanisme & Environnement» tend à optimiser le déroulement des procédures.

Lors de la réunion bipartite entre le Gouvernement et l'UEL de décembre 2010, il a été décidé de créer une cellule de facilitation en matière d'urbanisme et d'environnement. L'UEL salue la mise en place de cette cellule par la publication au Mémorial de l'arrêté grand-ducal du 25 avril 2013 déterminant ses attributions et son organisation.

Les missions de cette cellule relative aux autorisations dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement seront de

- faciliter les échanges entre autorités administratives et envers les administrés en rapport avec les procédures d'autorisation instituées au niveau de l'Etat par les principales lois et règlements en matière d'urbanisme et d'environnement;
- examiner les demandes d'assistance relatives à ces procédures;
- analyser les cadres légaux et réglementaires en vigueur dans les domaines de concernés et de formuler, le cas échéant, des propositions de modifications à apporter aux cadres légaux et d'améliorations concernant les services et administrations concernées.

Le mode opérationnel privilégié sera la consultation et la concertation avec la possibilité de formuler des recommandations. La cellule travaillera toujours avec les administrations concernées.



Elle pourra être saisie par toute entreprise, personne privée et commune qui, par rapport à un projet déterminé, s'estime lésée par un manque de diligence, de transparence ou de coordination au niveau des services publics de l'Etat en rapport avec une procédure en matière d'urbanisme et d'environnement. La cellule de facilitation «Urbanisme & Environnement» est pleinement opérationnelle depuis juin 2013.

Communiqué par l'UEL ■

Adresse de contact: Ministère d'Etat – Département de la Simplification Administrative
Cellule de facilitation Urbanisme & Environnement – 4 Boulevard Roosevelt; L-2450 Luxembourg
c/o: Mme Paulette Lenert – Tél.: (+352) 247-88167 – E-mail: paulette.lenert@me.etat.lu

MarkCom

Bilan 2012 positif



(de g. à d.) Claude Nesser (Mad about Soul), Silvia Teixeira (clc), Camille Groff (Mikado), Marc Haas (Binsfeld), Françoise Reuter (Concept Factory), Dan Dechman (Dechman Communication), Claude Müller (Comed), Ghislain Ludwig (Brain & More), Netty Thines (Mediation Sa), Nicolas Ernster (Kneip Communication), Laure Elsen (Accent Aigu), Dan Thill (Dété)

Des membres en augmentation, un nouveau visage et des projets de développement, la MarkCom (Association des agences conseil en marketing et en communication A.s.b.l.) est une fédération qui a le vent en poupe et ne cesse de vouloir évoluer.

Avec 19 membres provenant du secteur de la communication, de l'événement comme de celui du web, la MarkCom se concentre sur 4 missions spécifiques: promouvoir les compétences de ses membres, construire une reconnaissance accrue de la profession,

développer des normes concernant les pratiques professionnelles et encourager le professionnalisme, voire l'excellence. «Notre but est de faire progresser les connaissances et l'efficacité des pratiques dans les domaines du marketing et de la communication et de défendre les intérêts de nos membres»; explique Françoise Reuter, présidente. «Nous avons fait beaucoup de progrès au niveau de l'organisation des concours d'agences. De plus en plus d'entreprises acceptent de rémunérer les compétitions et limitent le nombre d'agences consultées».

«L'année dernière, nous nous sommes concentrés sur la refonte de notre site internet afin de le rendre plus interactif et de pouvoir mettre en avant le travail de nos membres» continue-t-elle. Ainsi, les agences affiliées profitent d'une véritable plateforme de communication, où elles peuvent publier facilement leurs projets et informations diverses. «Par ailleurs, nous organisons régulièrement des soirées pour nos membres afin de mieux connaître leurs attentes. La prochaine se déroulera le 4 juillet prochain au Boos Café.»

Depuis 2 ans, la MarkCom fait appel à ses membres pour envoyer des jeunes publivores de moins 28 ans au Cannes Lions International Festival of Creativity. Ceci dans le but de les inspirer pour de futures campagnes.

Dans cette même optique de faire rayonner le Luxembourg à l'international, la fédération a décidé de s'associer à l'European BEA (Best Event Awards) et de motiver ses membres à participer à ce concours européen. «Il existe une forte créativité au Luxembourg mais nous sommes encore trop timides pour nous exporter. Cependant, je pense que nous n'avons rien à envier aux pays limitrophes beaucoup plus grands que nous et loin d'être aussi dynamiques dans la création publicitaire» conclut la présidente.

Communiqué par la MarkCom ■

Plus d'informations: www.markcom.lu

Assemblée générale

Le Conseil de la Publicité poursuit ses activités

Créé fin 2008, le Conseil de la Publicité de Luxembourg (CPL) organe consultatif tripartite (annonceurs, médias et agences/régies de publicité) réunissant plus de

70 membres, a tenu son assemblée générale ordinaire. Parmi les activités de l'exercice écoulé, il convient de rappeler le succès de l'exposition «Act Responsable» organisée avec le soutien du

ministère de l'Égalité des chances au centre commercial Belle Etoile et la miss en place, avec plusieurs spécialistes, d'un groupe de travail ayant pour mission d'assurer le suivi des recommandations

OBA (Online Behavioral Advertisement) de la Commission européenne. Le CPL a également poursuivi les échanges de vue avec les acteurs clés nationaux et internationaux en relation avec son objet social, à savoir la promotion, la valorisation, la défense de la publicité et de sa liberté, ainsi que la mise en œuvre d'une autodiscipline publicitaire. Cette dernière fonctionne bien comme le montre la rareté de plaintes adressées à la Commission d'Éthique en Publicité (CLEP).

Les rapports d'activités et financier 2012 ont été adoptés à l'unanimité. L'assemblée générale a également approuvé la nomination de Danielle Dichter, directrice de l'agence Bizart, en remplacement de Camille Groff (agence Mikado), démissionnaire. La composition du CPL est désormais la suivante: Olivier Mores (président); Marc Binsfeld (vice-président); Lou Scheider, (secrétaire); Dany Schneider (trésorier); Danielle Dichter, Emmanuel Fleig, Patrick Ludovicy, Claude Muller et Karin Putz (membres assesseurs).



(de g. à d.) La composition du CPL est désormais la suivante: Olivier Mores (président); Marc Binsfeld (vice-président); Lou Scheider, (secrétaire); Dany Schneider (trésorier); Danielle Dichter, Emmanuel Fleig, Patrick Ludovicy, Claude Muller et Karin Putz (membres assesseurs)

En automne 2013, le CPL organisera une table ronde sur le rôle et la valeur économiques de la publicité. Peuvent devenir membre du CPL les entreprises, associations et organismes représentatifs du secteur de la publicité (agences

de publicité, annonceurs, médias, régies et supports publicitaires).

Communiqué par le Conseil de la Publicité de Luxembourg ■

Pour de plus amples informations: www.conseilpublicite.lu/www.clep.lu

www.lord.lu – Luxembourg Online Rights Desk

L'importance du droit d'auteur dans la société de l'information

Au Grand-Duché de Luxembourg luxorr (Luxembourg Organization For Reproduction Rights) est l'organisme de gestion autorisé par le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur à gérer collectivement pour le compte des auteurs et éditeurs (luxembourgeois et étrangers) certains droits d'auteur de contenus protégés du type textes et images (livres, presse ...).

À l'occasion d'une récente conférence de presse dans les locaux de la Chambre de commerce, luxorr a présenté sa plateforme électronique lord (Luxembourg Online Rights Desk). La marque déposée accessible aux adresses www.luxorr.lu, www.luxorr.eu et www.lord.lu constitue la première version d'une base de données

qui permet technologiquement d'identifier et d'acquérir en ligne tout type de contenu, ainsi que les droits d'auteur relatifs. lord constitue donc en son genre une première mondiale et se comprend comme contribution à une philosophie de diversification économique du Luxembourg qui se greffe sur une récente recommandation du Conseil économique et social du Grand-Duché de Luxembourg: «En ligne avec l'ambition de la Commission européenne de créer un véritable marché intérieur pour le contenu numérique, le CES est d'avis qu'il convient d'œuvrer pour faire du Luxembourg un centre de négoce de contenus et de droits pour tous contenus numérisés en valorisant la législation sur les droits d'auteur, droits voisins et la propriété industrielle.»



À l'ère de la société de l'information globale, les technologies numériques sont en passe de révolutionner tous les domaines de la vie humaine, dont l'enseignement, l'économie et le social. Cette évolution est exponentielle et appelle une refonte urgente du

cadre législatif national, européen et international. Au cœur de ce processus se trouve l'économie du savoir et des contenus, de plus en plus porteuse de richesses, dont la protection est assurée par la propriété intellectuelle et les droits d'auteur qui représentent de plus en plus la moelle épinière de la société cognitive naissante en termes d'emplois et de revenus commerciaux et fiscaux. Or, la révolution digitale génère aussi des risques, étant donné que les technologies numériques permettent facilement de violer certaines règles, dont précisément les droits d'auteur, alors qu'il est devenu très aisé de reproduire et/ou de contrefaire les produits de l'information sous toutes leurs formes (textes, images, sons, logiciels ...). De surcroît et à première vue paradoxalement, l'explosion d'informations a-t-elle mené à l'insécurité croissante des internautes, voire à une complication et mécompréhension du droit d'auteur.

■ La gestion en ligne du droit d'auteur par luxorr – lord

luxorr en sa qualité de gestionnaire de droits d'auteur a conçu la plateforme **www.lord.lu** afin de parer aux incertitudes en matière de droits d'auteur, notamment dans l'environnement digital, et afin d'améliorer – à travers la communauté de la toile mondiale – la visibilité de la production de plus en plus riche de contenus luxembourgeois et de valoriser ainsi le travail des auteurs qui en constituent la base

indispensable. Son leitmotiv est le respect devant l'auteur et son œuvre. lord offre quatre fonctionnalités principales:

1. information et sensibilisation du grand public sur le droit d'auteur (avec flux RSS);
2. gestion collective en temps réel de droits d'auteur (licences d'utilisation de droits);
3. promotion des Luxemburgensia au niveau des livres et périodiques, au Luxembourg et surtout à l'étranger (vitrine virtuelle);
4. intégration dans les réseaux sociaux les plus utilisés.

La fonctionnalité centrale de lord est celle qui permet à l'internaute de rechercher dans sa base de données (catalogue de droits) une œuvre à l'aide d'un moteur de recherche intuitif permettant la recherche rapide (mot-clé) ou la recherche avancée combinant des critères (titre, auteur, éditeur, catégorie, sujet, année ...). L'œuvre affichée est décrite visuellement et par des métadonnées (titre, auteur, éditeur, résumé ...) et liste les droits d'auteur disponibles. L'utilisateur, qui a le choix de s'inscrire ou non par un compte, identifie dès lors le produit/droit (licence d'utilisation) auquel il s'intéresse et peut l'acquérir dans son panier d'achat. Voici quelques exemples de droits actuellement disponibles:

- Photocopies en noir et blanc et photocopies couleur de pages de livres et d'articles de presse;

- Numérisation et publication d'articles de presse sur internet;
- Distribution d'articles de presse sur un intranet;
- Distribution d'articles de presse sur un extranet.

Si un droit est listé mais n'est pas accessible en ligne, l'utilisateur a la possibilité de contacter directement et facilement le détenteur de droit pour obtenir la licence voulue. Si l'utilisateur ne trouve pas l'œuvre souhaitée ou si un droit n'est pas listé, une interface lui permet facilement de contacter luxorr qui lui délivre dès lors les informations nécessaires. L'acquisition en ligne de droits est actuellement limitée aux œuvres luxembourgeoises. En général et plus particulièrement en ce qui concerne les œuvres protégées étrangères, l'utilisateur garde la faculté de contracter une licence «offline» auprès de luxorr. Finalement lord se veut une réaction concrète à la proposition de directive de l'Union européenne sur la gestion collective de droits d'auteur dans la mesure où le système constitue une offre légale innovante, compétitive, rapide, démocratique et transparente. En tant qu'outil par nature évolutif, lord sera constamment amélioré et complété qualitativement et quantitativement. La réalisation technique du lord a été assurée par GMS (Global Media Systems).

Communiqué par luxorr ■

Groupement tabacs, journaux, souvenirs

Le nouveau départ d'une association professionnelle!

Dans le cadre de la réunion d'informations et de consultation de la clc (Confédération Luxembourgeoise du Commerce), de nombreux représentants du secteur des débiteurs de tabac et des magasins-presse se sont réunis au «Café-Bar Marx» en vue de la refondation de leur association professionnelle. La priorité de l'association est de répondre de manière concertée aux modifications réglemen-

taires prévues dans le cadre de la directive européenne 2001/37 concernant les produits du tabac et leur commercialisation. Le conférencier invité à cette soirée était Walter Agosti, le président de l'association professionnelle pour la Wallonie et la région de Bruxelles Prodiresse, connu en Belgique sous le nom de «Walter Le Libraire». Thierry Nothum dans son discours d'introduction, a souligné que la clc représente les différentes orga-

nisations professionnelles depuis près de 103 années. Au fil des décennies, à la fois la structure de la confédération, ainsi que les organisations membres, ont toujours su refléter le paysage économique du Grand-Duché. La clc représente les intérêts d'un ensemble de 56 associations professionnelles, y compris de professions «classiques» comme les forains, les marchands de meubles et les sociétés de transport, mais également de secteurs

nouveaux, créés au cours de ces dernières décennies tels que la technologie de l'information et de la communication. Avec une équipe qui compte 19 professionnels, la clc offre aux organisations professionnelles affiliées un service global d'informations et de conseil en utilisant tous les moyens et voies de communication imaginables. Thierry Nothum a poursuivi en expliquant que la reformulation proposée de la directive européenne 2001/37 contenait de nouvelles réglementations de grande portée pour l'industrie et du commerce du tabac et affectant donc toutes les personnes présentes. Afin de répondre de manière adéquate aux défis qui en découlent, il a été décidé de donner à l'association professionnelle «Tabacs» existante depuis de nombreuses années, bien que plutôt inactive ces derniers temps, un nouvel élan. L'expert et l'initié du secteur Alphonse Johanns a pu être convaincu de créer le «Groupement tabacs, journaux, souvenirs».

Le conférencier invité, Walter Agosti, connu en Wallonie et la région de Bruxelles sous le nom de «Walter Le Libraire», a décrit dans son discours le développement positif de l'association des diffuseurs de presse et débiteurs de tabac «podipresse» qu'il a fondé en 2004 et qui, en quelques années, est devenu le défenseur des préoccupations de la profession, et le principal interlocuteur dans le dialogue avec les autorités et les représentants d'autres secteurs.

Les défis pour le secteur des débiteurs de tabac et des magasins-presse, a expliqué Walter Agosti, ne seraient pas des moindres dans le futur: des fermetures imminentes pour raisons écono-



Walter Agosti, président Prodipresse Belgique, Alphonse Johanns, initiateur de la réactivation du «Groupement Tabac, journaux, souvenirs», Thierry Nothum, directeur de la clc

miques, les longues journées de travail, une concurrence croissante, ainsi que les cambriolages et les vols rendraient le travail des détaillants de plus en plus difficile, et il est donc nécessaire selon son opinion de s'unir pour prendre conjointement les contre-mesures nécessaires. Luxembourg possède l'avantage que la clc, une confédération réputée et reconnue, soit aux côtés des organisations professionnelles et les soutienne et conseille.

La directive de l'UE, selon Walter Agosti, pointe ses objectifs dans la mauvaise direction et n'améliore avec les mesures prévues en aucune manière la santé de la population. Pour cette raison, son association rencontrera prochainement des députés belges à Strasbourg pour attirer l'attention sur les points problématiques et appeler à une modification des règles proposées. Walter Agosti a

également offert une coopération étroite de son association avec les collègues professionnels du Luxembourg et s'est félicité de la renaissance du «Groupement tabacs, journaux, souvenirs». Alphonse Johanns ensuite pris la parole pour réaffirmer que le secteur devait sans doute s'attendre à des temps turbulents et qu'un dialogue concerté et intensif avec les institutions européennes, les Gouvernements et les autres partenaires était nécessaire de toute urgence. Une coopération intensive et régulière entre toutes les parties prenantes est donc essentielle. Tous les entrepreneurs pouvant adhérer à l'association «Tabacs, journaux, souvenirs» seraient donc incessamment contactés par écrit, et les premières séances de travail devraient débiter très prochainement.

Communiqué par la clc ■

WIRTSCHAFTSAUSKÜNFT
FORDERUNGSEINZUG
RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX
RECouvreMENT DE CRÉANCES

Unternehmensspezifische
Lösungen für ein
erfolgreiches Risk-
Management

Creditreform Luxembourg SA
Tel. 00 352 263460-1
Fax 00 352 263460-50
e-mail info@creditreform.lu

Solutions spécifiques pour améliorer le
risk-management de votre entreprise

seit/dépuis 1879



Creditreform

Unternehmen Sie nichts ohne uns

INDR

Responsabilité sociétale des entreprises: levier de performance et créatrice de valeur?



Jack Hamande, Directeur des Affaires publiques au sein de la société Belgacom, a détaillé les actions entreprises par la société en matière de RSE

L'Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (INDR), en étroite collaboration avec la Luxembourg School for Commerce (LSC), l'organisme de formation de la Chambre de Commerce et HR2D, société luxembourgeoise de Conseil en Responsabilité Sociétale et Ressources Humaines, a organisé le 4 juin 2013 une conférence intitulée «Responsabilité sociétale des entreprises – levier de performance et créatrice de valeur?»

C'est notamment à travers les témoignages exceptionnels de M. Jack Hamande, directeur des Affaires publiques au sein de la société Belgacom, de M. Xavier De Keuleneer, en charge de l'équipe RSE de Belgacom et de Monsieur Hakan Lucius, chef de la division responsabilité d'entreprise de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), que les personnes présentes ont pu découvrir les bonnes pratiques mises en œuvre dans ces organisations et comprendre ainsi quelles étaient les opportunités de création de valeur en entreprise.

La première partie de la conférence intitulée: «Développement et mesure de performance RSE» a été introduite par M. Norman Fisch, responsable de l'INDR, une initiative de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et de ses membres, qui a pour mission de promouvoir le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. M. Fisch a présenté la stratégie qui s'articule autour de quatre thématiques: assurer un dialogue institutionnel, assumer un rôle normatif par le biais du Label Entreprise Socialement Responsable (ESR), reconnaître les meilleures pratiques ESR ainsi que repérer les entreprises actives en RSE afin qu'elles servent d'exemple. Outre le fait de contribuer au développement durable en améliorant sa compétitivité et son image, intégrer la RSE dans sa stratégie d'entreprise permet surtout de créer de la valeur pour l'entreprise mais aussi pour la société. A l'heure actuelle, le Luxembourg compte plus de 60 entreprises labellisées ESR, et estime que plus de 500 entreprises luxembourgeoises y sont sensibilisées. Depuis plusieurs mois, l'INDR travaille à la mise à jour du Label ESR, qui verra le jour en septembre prochain. Le formulaire d'évaluation sera bientôt disponible en ligne et permettra aux entreprises d'établir un diagnostic complet de leur RSE. L'évaluation sera plus affinée et plus pertinente et indiquera comment accomplir les démarches responsables en proposant des plans d'actions aux entreprises demandeuses. Il permettra surtout aux entreprises de mesurer leur responsabilité sociétale selon une échelle de maturité basée sur l'amélioration continue.

La conférence s'est poursuivie par le témoignage de Mme Stéphanie Deltenre, HR2d Partner, membre du consortium des partenaires certifiés au Global Reporting Initiatives™ (GRI) pour les pays du Benelux, et expert agréée de l'INDR. Mme Deltenre a livré un état des lieux des différents stan-

dards, normes et labels. Au niveau international, il s'agit des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, des dix principes définis dans le Pacte mondial des entreprises (Global Compact) des Nations unies, de la norme d'orientation sur la responsabilité sociale ISO 26000, de la déclaration de principes tripartite de l'OIT concernant les entreprises multinationales et la politique sociale, et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Au niveau national, il s'agit du label ESR. Cet ensemble de principes et d'orientations reconnus internationalement, et tantôt complémentaires, constitue pour la RSE un cadre mondial évolutif. En matière de reporting, le Global Reporting Initiative (GRI) est le standard le plus utilisé. On compte aujourd'hui 12.000 rapports annuels pour 5.000 entreprises au niveau international. Le GRI est un langage commun qui permet de mesurer la performance extra financière et qui a pour rôle de fournir aux entreprises des standards internationaux afin de mesurer leur performance. Cette méthode de reporting permet ainsi d'effectuer un benchmarking et de comparer les performances des entreprises. Madame Deltenre a présenté la nouvelle version du GRI (www.globalreporting.org/reporting/g4), qui se veut plus accessible aux PME, renforce les exigences en matière de qualité des rapports et comprend des indicateurs plus pertinents. Elle voit une évolution rapide dans la plupart des entreprises et de très bonnes initiatives en Europe qui méritent d'être valorisées et structurées. La valorisation de telles démarches passe inéluctablement par la mesure: savoir où on en est aujourd'hui pour savoir où aller demain. Et c'est le rapport de développement durable qui le permet. Rapidement, les entreprises voient leur rapport extra financier devenir un véritable outil de gestion: quand on mesure sa performance et ses objec-

tifs, la politique RSE se dessine de façon intuitive. Le GRI pousse les entreprises à réfléchir sur la stratégie intégrée de la RSE par l'implication des parties prenantes. Le reporting stimule la réflexion stratégique RSE. Il engage et implique davantage dans un paysage mondial sans cesse en mutation où davantage de transparence est exigée.

M. Hakan Lucius, chef de la division responsabilité d'entreprise de la Banque européenne d'investissement (BEI) a ensuite fait part de son expérience. La BEI, banque de l'Union européenne, est la plus importante institution mondiale de financement multilatéral en volume et place la RSE au cœur de sa mission et de son plan d'activités. Le sens donné à la RSE se traduit au soutien d'une économie durable et inclusive à travers des financements responsables. Dans la pratique, autant d'analystes financiers que d'analystes extra financiers veillent à la nature des financements. La BEI, elle-même, est reconnue pour avoir une empreinte environnementale réduite et pour être un employeur de choix. Elle publie un rapport RSE depuis 2005, et utilise le GRI comme méthode de reporting depuis 2006. En 2011, elle est la première institution financière à obtenir la note A+ pour son rapport. Le reporting RSE a des effets positifs pour la BEI dans le sens où la formation des employés est devenue une priorité, les conseils d'administration surveillent plus efficacement les entreprises et les sociétés s'approprient des comportements plus éthiques. M. Lucius a profité de l'occasion pour rappeler les récentes évolutions législatives. Une proposition de directive (modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE) de la Commission européenne a été soumise le 16 avril dernier concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes. Elle prévoit de rendre les sociétés européennes plus transparentes et responsables. L'Europe veut accélérer le processus, la transparence est selon elle une partie de la solution à la crise. Face au renforcement des exigences de transparence, la Commission européenne peut s'attendre à multiplier par dix le nombre de rapports annuels des entreprises de plus de 500 salariés. Ce texte autorise les sociétés cotées, et notamment les PME,

à ne plus publier de rapports financiers trimestriels, ce qui devrait contribuer à réduire les contraintes administratives et à limiter la tendance au court-termisme au sein des marchés financiers. Enfin, cet accord assure que les exigences de publication concernant les industries extractives et forestières, récemment acceptées dans le cadre de la directive comptable, s'appliquent à l'ensemble des sociétés exerçant des activités dans ces domaines et cotées en Europe. La conférence s'est poursuivie par une deuxième partie intitulée: «Performance RSE et création de valeur».

M. Tom Theves, Premier conseiller de Gouvernement, en charge de la coordination générale du Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur, a dépeint le paysage de la RSE au niveau national et européen. Au Luxembourg, il s'est félicité de pouvoir compter sur l'INDR et d'autres initiatives nationales, telles que l'IMS, qui travaillent ensemble à la promotion de la RSE et du développement durable. M. Theves a profité de l'occasion pour faire référence à son tour à la proposition de directive citée ci-dessus. Elle devrait être transposable en droit national dans un ou deux ans, c'est donc l'occasion de l'anticiper, de s'y préparer et de faire preuve de pro-activité.

M. Xavier De Keuleneer, en charge de l'équipe RSE de Belgacom a présenté la RSE 2.0. du groupe. Dans un monde en perpétuel changement où les défis se multiplient, où l'économie évolue et où le marché invite à inno-

ver, les entreprises doivent s'adapter et faire des choix. Belgacom a fait le sien: repenser sa stratégie en se challengeant au quotidien. La RSE, c'est aussi comprendre les phénomènes de société et agir au quotidien avec son environnement. La responsabilité sociétale de Belgacom s'articule autour de trois grandes thématiques: améliorer l'accès aux communications, encourager une utilisation responsable de ses produits et favoriser une société à faible empreinte carbone.

M. Jack Hamande, directeur des Affaires publiques au sein de la société Belgacom a livré les actions entreprises par le groupe. Améliorer l'accès aux communications c'est, par exemple, faire tester les appareils par un panel de personnes handicapées pour avoir des indications claires sur les différents appareils de manière à savoir quels appareils conviennent davantage selon le type et le degré du handicap. Pour encourager à une utilisation responsable de leurs produits, des bénévoles Belgacom ont formé des enfants à l'utilisation d'Internet, soit près de 15.000 enfants sensibilisés par an. De la même manière, lors d'installations d'antennes, les populations avoisinantes peuvent bénéficier, par exemple, d'informations relatives aux ondes magnétiques. Belgacom s'est fixé un objectif de réduction de 70 % de CO₂ pour 2020. En 2011, Belgacom a signé un partenariat avec la fondation Yann Arthus-Bertrand dont la mission est de diffuser des posters thé-



La conférence a rassemblé une cinquantaine de participants intéressés par la responsabilité sociétale des entreprises

matiques dans les écoles sur différents thèmes. En 2013, le thème du développement durable est à l'honneur. Autre exemple, pour lutter contre la fracture numérique, les enfants sont sensibilisés par leurs enseignants et encouragés à former leurs grands-parents à travers «Web expert» à l'utilisation des nouvelles technologies et d'Internet.

En conclusion, une démarche RSE ne prend pas nécessairement des années pour aboutir. Toute bonne pratique est bonne à prendre. En investissant dans

le leadership et dans le changement de culture d'entreprise, les résultats sont immédiats et probants. La RSE est l'affaire de tous. Impliquer les salariés et donner un sens au travail permet une RSE intégrée et un meilleur ancrage dans l'organisation. Repenser l'innovation en fonction de la valeur sociétale qu'elle crée, permet de donner une autre dimension à la société. Enfin, s'appro-

prier une vision pour ne pas l'assimiler à une contrainte permet des résultats bien plus concluants.

La LSC et l'INDR vous proposent dès la rentrée un programme de sensibilisation et de formation à la RSE en se basant sur le référentiel du label «Entreprise Socialement Responsable – ESR».

Communiqué par l'INDR ■

Plus d'informations: www.lsc.lu

Assurances

Foyer adopte une gouvernance favorisant une vision à long-terme



Marc Lauer,
Chief Operating Officer, Groupe Foyer

Le Groupe Foyer est devenu un acteur incontournable du paysage économique et financier luxembourgeois. Leader du marché de l'assurance, Foyer s'appuie sur des valeurs fortes partagées par l'ensemble de ses 580 collaborateurs et de ses 700 agents et collaborateurs d'agences. Résolument tourné vers l'avenir et conscient de sa responsabilité sociétale et environnementale, Foyer se conforme aux règles de la citoyenneté.

Soucieux de sa démarche de transparence, d'équité et d'intégrité, Foyer a édité une charte de gouvernance qui reprend le rôle, la composition et le mode de fonctionnement du Conseil d'administration et du Comité de direction.

La directive européenne «Solvency II» a introduit des exigences de documen-

tation importantes en matière de gestion des risques à tous les niveaux de l'organisation. Dans ce contexte, Foyer met tout en œuvre pour répondre aux nouvelles règles prudentielles. En ce qui concerne la gouvernance, le Groupe a renforcé sa structure début 2011 en donnant au comité d'audit et de *compliance* du Conseil d'administration la responsabilité complémentaire de la gestion des risques. A ce titre, un *Chief Risk Officer* a été nommé à plein temps. Enfin, Foyer s'appuie sur 90 ans d'expérience et sur une équipe dirigeante stable garantissant la pérennité des axes stratégiques de l'entreprise.

- **Dénomination:** Foyer S.A.
- **Activité:** Assurances
- **Localisation:** Leudelange
- **Effectif:** 580 personnes ■

L'INDR invite tout acteur ayant une réelle volonté de créer du changement pour son entreprise et pour la société dans laquelle elle évolue à évaluer sa performance RSE.

Si vous aussi, vous souhaitez faire connaître vos efforts en matière de RSE, n'hésitez pas et contactez-nous par e-mail à l'adresse: indr@indr.lu ou par téléphone: (+352) 27 33 01

Si vous souhaitez évaluer l'état d'avancement de votre entreprise en matière de RSE, nous vous invitons à consulter le site de l'INDR: www.indr.lu



**ENTREPRISE
SOCIALEMENT
RESPONSABLE**



LES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES S'ENGAGENT. ET VOUS ?

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises, à travers son institut INDR, se propose d'accompagner les entreprises dans leur développement de Responsabilité Sociale des Entreprises dans les 3 domaines d'intervention qui sont le social, l'environnement et la gouvernance.

Pour ce faire, l'INDR a créé le label ESR – Entreprise Socialement Responsable - qui permet aux entreprises de formaliser leurs efforts en la matière et de communiquer leurs réussites vis-à-vis de leurs salariés et du monde extérieur.

Suivez le mouvement de la responsabilité sociale des entreprises ! Pour plus d'informations : www.indr.lu

INDR

INSTITUT NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Le présent label est soutenu par le programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013), le Ministère de la Famille et de l'Intégration et a été réalisé en collaboration avec Deloitte.





Henk Van Eldik, Partner, Mutual Fund Consulting

American Chamber of Commerce in Luxembourg

“The future is offering quite a few new opportunities”

Henk Van Eldik created his own business, Mutual Fund Consulting, with the belief that while boutique asset managers may have fantastic investment management capabilities, they often lack the distribution knowledge and, therefore, miss out on gathering assets. In addition to running his own business, Van Eldik has been the Chairman of AMCHAM’s Financial Services Committee since 2002.

Historically, the financial industry in Luxembourg has been a strong one. From your experience, what are currently the biggest issues facing the industry at the moment? What is the outlook for the future?

Since the global financial crisis we have seen a complete move in private

banking from off-shore to onshore, which has cost a lot of private banking jobs, as well as standardization and cost control. The latter has caused a boom in exchange-traded funds (ETFs) and the first threat to Luxembourg funds. The pull back from guided architecture to limited architecture is slowly squeeze-

ing out a lot of less performing managers, often no longer protected by their own in-house banking. This will mean that the number of retail funds in the future will likely decrease. The pressures on administrative costs will continue, which means that labor costs are becoming an issue, causing service pro-

viders to outsource to other places like Poland or Asia. This also implies that Luxembourg is losing a certain part of its knowledge base.

However, Luxembourg being Luxembourg, the future is offering quite a few new opportunities for which Luxembourg is well positioned, but these may not develop at the same scale we were used to. Private banking is now focusing more on adding value, like family office and philanthropy, which offers new opportunities as their clients are looking for a place with a stable political and fiscal climate. Therefore a shift is happening from traditional private banking to focusing more on ultra-high net worth individuals. Luxembourg should benefit from the Alternative Investment Fund Directive which means that funds that used to exist on the Cayman Islands will now be set up in Luxembourg. This means more work for auditors, lawyers and specialists on the administrative side. One thing that could be a threat to this is that hedge fund managers often misunderstand the new remuneration policy and are therefore trying to avoid it by operating from other locations. However, they cannot tap into the European market this way. Finally, Luxembourg has traditionally little experience in fund sales, which hinders it from developing new products—what investors are really looking for instead of the next marketing idea.

The AMCHAM Financial Services Committee recently created the “Top 10 Legal Issues” documents, which are one-pagers featuring topics facing the Luxembourg fund industry today. How did these one-pagers develop, and what are they trying to achieve?

The one-pagers were developed because at a certain moment we realized that with the enormous amount of new legislation underway, many people lost track of relevance and importance. Those in more senior positions in Luxembourg were telling us that there were people on their boards outside of Luxembourg, especially in the U.S., who needed clarifications on these issues.

They would often have lengthy explanations and discussions on those topics, which weren't always helpful. We asked whether it would make sense if we brought some structure by selecting the top 10 legal issues so people know what is currently important and what isn't. The challenge was to explain at a high level what each issue is, its impact and timeframe. The one-pagers therefore provide a high-level overview but because these are only one page each, they inform people quickly. If organizations are indeed impacted, they should always seek more information from the lawyers and auditors who helped us write these documents.

Over time, the current issues will disappear as they are implemented and new topics will surface. Our committee expects for these types of documents to stay for quite a while as more legal issues come our way.



Interview:
Natalie Gerhardstein, AMCHAM
Photos: Stephen Roberts ■



Stay up to date! The “Top 10 Legal Issues” one-pagers focus on these topics: FATCA, MIFID II, AIFMD, Solvency II, UCITS V, Basel III, EMIR (OTC Derivatives), Shadow Banking, T2S and Savings Directive for Insurance Companies. Read them online or download them at <http://bit.ly/16XTJtP>, or simply scan the code.



Interested in joining AMCHAM? Visit www.amcham.lu or call (+352) 43 17 56

EN BREF

LTCO

A unique product in Luxembourg supported by a Tax Expert

LTCO was founded in October 2011 to offer high quality direct and indirect tax compliance services in Luxembourg. Plans to develop exclusive tax

compliance operations for the Luxembourg market were initiated to comply with the Luxembourg Tax Administration deadlines and to meet the needs of clients seeking high-quality, competitively priced tax compliance services. LTCO aims at serving, directly or indirectly, private equity firms, real estate firms, multinational corporations, hedge funds, financial institutions and family offices that utilize Luxembourg as the economic hub for their investments in Europe and throughout the world. LTCO provides its clients with high quality direct and indirect tax compliance services as well as assistance with the three Luxembourg tax authorities – the Direct Tax Administration, the Customs and Excise Administration and the Luxembourg Registry. LTCO benefits from a Partnership with ATOZ, Luxembourg's high-end independent tax advisory firm. ATOZ provides technical support, including professional training and ongoing knowledge management. www.ltco.lu.

Cactus

17.165 EUR pour natur&emwelt Fondation Hëllef fir d'Natur

Depuis de nombreuses années Cactus soutient natur&emwelt Fondation Hëllef fir d'Natur par l'intermédiaire de différentes actions menées dans les points de ventes. En 2010, Cactus a créé le projet «Natur Brout» au profit de la Fondation. Pour chaque pain «Natur Brout» vendu, Cactus s'engage à reverser 10 centimes à la Fondation. Les deux premières années de la collaboration étaient destinées à la sauvegarde de l'espace vital de la loutre dans notre pays. Depuis maintenant 1 an, Cactus donne son support à la Fondation pour leur projet de protection des prairies à orchidées sauvages au Grand-Duché de Luxembourg. Les fonds récoltés sont utilisés pour l'acquisition de terrains à haute valeur biologique, propices aux orchidées, entre autres. Ce sont des réserves naturelles indispensables pour préserver la biodiversité. En vente dans les rayons des supermarchés Cactus, au comptoir ou en libre-service, les clients en achetant ce pain, soutiennent le projet de protection des prairies à orchidées sauvages.

Wildgen

Exclusive Luxembourg representative in the Energy Law Group

Wildgen, a Luxembourg-based law firm, has been recognized as a Luxembourg leading law firm in the energy industry by the Energy Law Group (ELG). The firm, invited as exclusive Luxembourg member by the ELG, is now part of this extensive network of European experts in energy and natural resources law. This was officially announced during the Spring meeting of Energy Law Group (ELG) held in Belgrade on April. Founded in 1993, this group of 220 constitutes the most extensive network of European experts in energy and natural resources law belonging to independent European law firms. The network's coordination is such that it offers each client of a member law firm access, in Europe and beyond, to legal services within the energy and natural resources sectors. With a strong background in transactional and regulatory work, WILDGEN offers advice to local, regional, and international major companies active in various areas such as renewable energy, nuclear, electricity, or heating.

Orange

Le roaming simple, transparent et économique grâce à Go Europe

Orange permet à ses clients de bénéficier des meilleurs tarifs pour l'ensemble de leurs communications en Europe en toute simplicité et sans surprise Avec Go Europe, les clients qui voyagent occasionnellement hors de nos fron-

Centre commercial

Une «nouvelle Belle Etoile» est née!



Manu Konsbrück, nouveau directeur de la Belle Etoile; Alain Lauff, ancien directeur de la Belle Etoile; Laurent Schonckert, administrateur, directeur de Cactus S.A.; Max Leesch, président et administrateur délégué de Cactus S.A.; Frank Colabianchi, bourgmestre de Bertrange; Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes; Etienne Schneider, ministre de l'Economie

Depuis la fin du mois de mai dernier, le centre commercial de la Belle Etoile accueille ses clients dans un nouvel espace agrandi par une extension de 10.000 m², moderne et lumineuse, inaugurée officiellement en grandes pompes et en présence de nombreuses personnalités (photo) . Le centre commercial compte désormais 65.000 m² de surface bâtie, 105 commerces, 3.200 emplacements de parking pour un investissement de 50 Mio EUR et surtout, 1.550 personnes qui sont quotidiennement au service du client, dont 350 nouveaux emplois. Le vaste chantier d'extension avait débuté en 2010 et s'est prolongé sur près de 3 ans.

De nouvelles enseignes internationales et incontournables côtoient ainsi, dans cet ensemble étendu, des maisons

luxembourgeoises dont la réputation n'est plus à faire et le client peut trouver à la «nouvelle Belle Etoile», pléthore de boutiques allant du prêt-à-porter hommes et femmes, en passant par le coiffeur, la parapharmacie, les magasin d'optique et de chaussures, mercerie, décoration ou agence de voyage. De nouveaux espaces de restauration ont également intégré le centre, qui pour l'occasion arbore un nouveau logo depuis son ouverture fin mai.

Que de chemin parcouru depuis l'ouverture de la Belle Etoile en 1974! Le centre commercial comptait alors 21 magasins, 1 supermarché Cactus, 2 restaurants s'étalant sur une surface de 13.000 m². La Belle Etoile avait ensuite connu deux phases de travaux d'agrandissement en 1996 puis en 1998. ■

Energies renouvelables

Le fonds nova naturstrom: un engagement écologique à long terme

Le 3 juin 2013 a eu lieu, en présence de Marco Schank, ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, la remise des prix nova naturstrom aux lauréats de la prime promotionnelle nova naturstrom 2012 au siège

d'Enovos Luxembourg S.A. à Strassen. Les bénéficiaires des différentes primes sont des administrations communales, un lycée et des privés, qui ont présenté durant 2012, les projets les plus appropriés dans l'une des catégories proposées: la prime promotionnelle nova



naturstrom (8 projets), le prix spécial nova naturstrom (1 projet), la prime ciblée nova naturstrom (137 projets).

Pour l'année 2012, l'A.s.b.l. fonds nova naturstrom a accordé des primes à 146 projets pour un montant total de 178.833,86 EUR. Depuis son lancement en 2003, le tarif écologique nova naturstrom a connu un succès commercial encourageant auprès de la clientèle résidentielle, tandis que le secteur public, notamment les communes, affiche une progression importante en volume souscrit. Au 1^{er} avril 2013, le nombre total des souscriptions nova naturstrom s'élève à 12.004 contrats. Entre mai 2003 et fin 2012 un total de 866.089.575 kWh de nova naturstrom a été consommé.

Enovos a pris l'initiative de constituer un fonds d'investissement ayant

pour objet la promotion et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, d'efficacité énergétique et des éco-technologies au Luxembourg. Enovos, en tant qu'initiateur alimente ce fonds via la Fondation Enovos chaque année d'une somme de 200.000 EUR. La Fondation Enovos, placée sous l'égide de la Fondation de Luxembourg, se concentre sur trois champs d'actions: l'environnement, la recherche et le social. Le fonds nova naturstrom fait partie du pilier environnement. Depuis la constitution du fonds nova naturstrom, un apport de 1.764.860 EUR a été versé par Enovos. Un comité de gestion de ce fonds, sous forme d'A.s.b.l., a été créé en juillet 2004 et se compose de natur&mwelt A.s.b.l., energieagentur et Enovos Luxembourg S.A. ■

Mobilité

Le car-sharing électrique bientôt au Luxembourg

L'entreprise luxembourgeoise de projets de mobilité City Mov' et le groupe Schuler, à travers sa filiale de location de véhicules Intralux Locations, viennent de signer un accord visant à mettre à la disposition du grand public et des entreprises, une solution commune de car-sharing de voitures électriques sur l'ensemble du Grand-Duché. L'offre sera opérationnelle très prochainement. Pour les deux partenaires qui viennent de signer cet accord stratégique dans l'offre de mobilité au Grand-Duché, l'objectif était double. Il s'agissait d'apporter une solution de mobilité performante sur le territoire du pays entier, de permettre de réduire

l'empreinte écologique de l'homme en favorisant le partage de véhicules et en faisant la promotion de véhicules électriques au Luxembourg. City Mov', entreprise luxembourgeoise hébergée au Technoport à Belval et spécialisée dans la conception de projets de mobilité destinés aux collectivités publiques et entreprises privées, met à disposition une technologie conçue pour permettre une gestion automatisée et innovante d'un pool de voitures. Elle offre à ce jour un service de mobilité intégrant totalement le «libre service» et «l'auto-partage» sur stations pour véhicules électriques et/ou thermiques mais aussi vélos à assistance électrique et scooters électriques.

EN BREF

tières, à la journée pour de simples courses, ou pour leurs vacances, peuvent facilement activer depuis l'Europe des options leur permettant de profiter des meilleurs tarifs pour leurs communications voix, SMS et connexions Internet mobile. Ils peuvent choisir la durée (à la journée, la semaine ou bien au mois) ainsi que le volume de communication désiré. Les options sont activables directement par SMS ou via la web application MyOrange. Les clients sont informés en temps réel de l'état de leurs consommations. www.orange.lu.



ebrc

«Best Example of Cloud Services for the Private Sector»

Leader luxembourgeois en services ICT intégrés «Data Centres Services», «Managed Services» et «Cloud Services» hautement sécurisés, ebrc se distingue une nouvelle fois en remportant l'award EuroCloud Luxembourg «Best Example of Cloud Services for the Private Sector». Le jury a salué la qualité du cas exposé par ebrc, celui d'un acteur majeur européen du secteur e-Commerce mis en œuvre et managé dans le Trusted Cloud Europe d'ebrc. La certification PCI-DSS (Payment Card Industry Data Security Standard), au cœur des services managés ebrc, garantit en effet un degré de sécurité maximal pour assurer un nombre considérable de transactions financières critiques en ligne au quotidien. ebrc a déjà remporté le prix «Euro Cloud Europe Award» pour la qualité et la sécurité de son offre «Trusted Cloud Europe», et l'«European Award for Cloud Services». Ce mois de mai 2013, ebrc a nouveau été nommé à Londres, aux «Broad Group International Data Centre & Cloud Awards», pour les prix de «Private Cloud Services & Infrastructure» et du meilleur prestataire «Managed Services». Avec ces dernières distinctions de référence dans l'industrielCteuropéenne, ebrc assoit encore davantage son offre unique construite autour de la notion de confiance et de la haute disponibilité et démontre que Luxembourg se positionne comme un centre d'excellence en Europe pour la gestion de toute la chaîne de l'information sensible ou à haute valeur économique et stratégique.



Cactus – UNICEF-Luxembourg

Un soutien aux jeunes écoliers de Madagascar

Partenaire d'UNICEF-Luxembourg depuis plus de 10 ans, Cactus a souhaité, en juillet 2012, renforcer son appui en faveur des droits de l'enfant. Cactus soutient la campagne pluriannuelle de l'UNICEF-Luxembourg «Des écoles pour l'Afrique» par la vente d'un produit solidaire: pour tout achat d'un litre de jus d'orange de la marque Cactus, 10 centimes sont versés à l'organisation au profit d'un projet d'éducation au Madagascar. Madagascar est un des pays les plus pauvres au monde. Beaucoup de jeunes n'ont pas accès à une éducation appropriée. Dans le cadre de la campagne «Des écoles pour l'Afrique», Unicef vise à scolariser 240.000 enfants et à améliorer le taux de rétention scolaire. Grâce au soutien d'UNICEF-Luxembourg et de Cactus, une nouvelle salle de cours a pu être construite et un enseignant supplémentaire a pu être formé. Durant les 10 premiers mois de la vente du jus d'orange au profit de l'UNICEF, pas moins de 7.930 EUR ont été versés par le groupe Cactus.



Peintures Robin

Une récompense pour la gestion exemplaire des déchets

La firme Peintures ROBIN S.A. a été récompensée pour l'engagement dont elle fait preuve en termes de protection concrète de l'environnement. Dans le cadre d'une petite réception, le représentant de la SuperDrecksKëscht® fir Betriber a remis aux responsables le label et le certificat valable pendant un an. Frank Fellens a félicité la société de ce succès et a remercié les responsables et les salariés de leur engagement dans le secteur de la prévention et de la valorisation des déchets. Le label



EN BREF

de la *SuperDrecksKëscht*® fir Betriber est octroyé aux entreprises et aux institutions privées et publiques qui appliquent le concept de la *SuperDrecksKëscht*® fir Betriber et contribuent ainsi activement à protéger l'environnement en procédant à une gestion moderne des déchets. Robin S.A. considère la gestion écologique des déchets comme une contribution pour assurer un avenir durable et est fier d'assumer ainsi sa responsabilité sociale. Titulaire du label de qualité, Peintures Robin s'engage à se soumettre chaque année au contrôle et à continuer à placer la prévention et la réduction des déchets au centre de la gestion des déchets de l'entreprise.



City Mov', dont Enovos est actionnaire, opère déjà avec succès à Nancy et vient de remporter l'appel d'offre de la Nordstad. Le groupe Schuler quant à lui, actif depuis plus de cent ans et

spécialisé dans l'immobilier, s'est largement engagé ces dernières années dans la construction écologique, le développement durable et les énergies renouvelables (il est notamment membre fondateur de l'Ecoparc Windhof et développe actuellement le projet d'écoquartier pilote Hollerich Village). Propriétaire de la société Intralux Locations spécialisée dans la location de véhicules utilitaires et de berlines thermiques qui dispose d'une flotte de 350 véhicules sur le territoire, il souhaite mettre à disposition de ses locataires une solution de mobilité plus soucieuse de l'environnement en associant car-sharing, covoiturage, électro-mobilité et transports en commun.

City Mov' gèrera la partie informatique de l'offre de car-sharing au travers d'une plateforme Internet dédiée à ce service ainsi que du matériel électronique embarqué dans les véhicules de location afin de les géo localiser et de les rendre communicants. Sur le terrain, la partie opérationnelle sera assistée par le personnel d'Intralux Locations. Une station de démonstration va d'ailleurs être installée prochainement sur le

site de Hollerich Village où se trouvent les locaux d'Intralux Locations. Pour les week-ends ou les vacances, une offre complémentaire de location de véhicules à moteur thermique permettra de répondre, par exemple, aux besoins spécifiques des utilisateurs du car-sharing lors de trajets nécessitant une autonomie plus grande ou de plus grands véhicules. La solution proposée par City Mov' et le groupe Schuler sera destinée aux communes et s'adaptera également aux besoins des clients professionnels ou des propriétaires immobiliers qui souhaiteraient installer une station de car-sharing dans leurs immeubles afin d'offrir ce service à leur locataires. Certains immeubles loués par le groupe Schuler devraient eux-mêmes être prochainement équipés en partenariat avec Enovos. Un mode multimodal peut aussi être envisagé avec un accès à des vélos ou véhicules deux roues à assistance électrique. Enfin, City Mov' et le groupe Schuler s'engagent à demander à leurs fournisseurs de véhicules électriques de développer des solutions de recyclage et de traitement des batteries usagées. ■

Entrepreneuriat

PwC Luxembourg met à l'honneur les femmes entrepreneurs

Près d'une centaine de femmes entrepreneurs et leaders du Grand-Duché de Luxembourg et de la Grande Région ont répondu présentes à la sixième édition de «Connected Women», organisée par PwC Luxembourg au musée Dräi Eechelen.

«Cet évènement est l'occasion pour les femmes d'échanger des idées et de s'inspirer des succès de chacune dans un lieu

chargé d'histoire. L'entrepreneuriat féminin joue de plus en plus un rôle de vivier de développement économique», affirme Rima Adas, associée, Financial Services Market Leader, PwC Luxembourg. Lors d'une table ronde modérée par Michèle Detaille, Amal Choury, Betty Fontaine, Marie-Hélène Massard et Marie-Christine Mariani se sont tour à tour interrogées sur les motivations et freins à l'entrepreneuriat féminin. «À l'heure où l'entrepreneuriat se féminise, se lève une génération de femmes qui se distinguent. Les femmes d'aujourd'hui ont un parcours beaucoup plus diversifié qu'auparavant», souligne Michèle Detaille, Managing Director, No-Nail Boxes. «Être visionnaire, avoir le sens de l'entreprise et être passionné sont à mon sens les caractéristiques indispensables à la création d'entreprise en dehors de toute considération de genre», indique Betty Fontaine, associé-directeur général, Brasserie Simon. Et Amal Choury, fondatrice et directrice,

e-Kenz, d'ajouter: «On ne naît pas entrepreneur, on le devient. Il faut avant tout être porteur d'un projet à moyen et long terme et être optimiste.» Pour ces femmes, l'entrepreneuriat ne serait pas seulement une affaire d'hommes, mais plutôt de diversité et de valeurs. C'est en cette qualité que Marie-Hélène Massard, CEO, Axa Luxembourg, voit d'ailleurs le succès de l'entreprise: «J'attache beaucoup d'importance à la diversité des parcours et des profils. Et la première diversité à valoriser en entreprise, c'est celle de la complémentarité dans les équipes. Une entreprise doit fédérer et non diviser.» «Mes valeurs sont toujours restées au centre de mes affaires, c'est à travers celles-ci que j'ai pu en outre bâtir la réussite de mes projets», conclut Marie-Christine Mariani, fondatrice et dirigeante de la société sidérurgique MCM Steel. Toutes les femmes présentes étaient ravies d'échanger leur expérience. Le rendez-vous est d'ores et déjà pris pour l'année prochaine. ■



«House of Com»: deux agences pour une marque forte

«House of Com», une nouvelle marque dans le domaine de la consultance en communication est née. L'ombrelle commune réunit deux sociétés, «More Attitude» et «M(a)Gsolutions». Les deux entités, fondées par Nathalie Dondelinger («More Attitude») et Marc Glesener («M(a)Gsolutions»), restent indépendantes, mais mettent en commun expérience et know-how sous une adresse commune: 11, rue des Capucins à Luxembourg-Ville.

Les deux sociétés sont spécialisées dans la communication et le marketing. L'offre de service est axée sur le contenu et va de la consultance proprement dite à la communication de crise jusqu'au développement de projets éditoriaux et médiatiques. «Nous avons de nombreuses années d'expérience dans le consulting, les médias et les relations presse. C'est une base solide à laquelle s'ajoutent les atouts d'un réseau international et d'une équipe multilingue. L'analyse approfondie avant l'action, c'est une de nos priorités», précise Nathalie Dondelinger. «Ce que nous privilégions c'est surtout le contenu des messages, les «key messages». Car ce sont le plus souvent ces messages qui permettent d'être vus, connus et entendus», explique Marc Glesener. Les partenaires de «House of Com» adoptent une approche qui vise

à préparer, coordonner et exécuter une communication efficace. Etre aux côtés des clients, (entreprises, associations et institutions) pour les conseiller avec compétence, intégrité et pertinence, tel est le positionnement de la nouvelle marque. Nathalie Dondelinger est titulaire d'une licence en communication et journalisme à l'Université Libre de Bruxelles, suivi d'une licence spéciale en marketing international à Solvay Business School. Elle a commencé sa carrière en 1999 au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle à Luxembourg en tant que chargée de la promotion et des relations presse. Avant de créer More Attitude, elle a travaillé au sein d'Avantage Communication en tant que directrice commerciale en charge du développement stratégique d'une partie des clients de l'agence. En 2007, elle a intégré Kaupthing Bank (par la suite Banque Havilland) en tant que responsable du service communication et relations presse.

Marc Glesener a travaillé de 1992 à 2012 en tant que journaliste pour le plus grand quotidien du pays, le Luxemburger Wort (publié par Saint-Paul Luxembourg). Il a occupé notamment les fonctions de directeur adjoint tous médias (2008 – 2009) et de directeur de l'information et des contenus rédaction-



Nathalie Dondelinger et Marc Glesener

nels (à partir de 2011). Il était également rédacteur en chef adjoint du LW (à partir de 2006) et par la suite rédacteur en chef du journal (à partir de 2010). En 2011, Marc Glesener a suivi *Harvard Business School – Advanced Management Program* (AMP). Il a publié des articles dans divers journaux à l'étranger, fut co-auteur, avec François Biltgen, de *En quête de cohésion* (spl 2007) et co-éditeur de *Der Euro – turbulente Zeiten* (spl 2012). Il fut invité à plusieurs reprises en tant que commentateur sur les ondes de RTL et consulte la rédaction du *Lëtzebuurger Journal*. En septembre 2012, il a fondé l'agence de consultance M(a)Gsolutions. ■

Zehnjähriges Bestehen

SISTO Armaturen: Zukunftsinvestition zum Jubiläum

Der Armaturenhersteller SISTO Armaturen S.A. begeht am 16. Mai in Echternach mit vielen Gästen aus Politik, Wirtschaft und Wissenschaft das zehnjährige Jubiläum seiner Präsenz vor Ort. Gleichzeitig nimmt SISTO ein neues vollautomatisches Bearbeitungszentrum in Betrieb. Wirtschafts- und Außenhandelsminister Étienne Schneider startet die Anlage offiziell. Das Vier-Achs-Horizontal-Bearbeitungszentrum für die Guss-Komplett-Bearbeitung von Armaturen ist in seiner Art in Luxemburg einzigartig. Dank der Anlage

lassen sich Gussarmaturen deutlich schneller fertigen; zugleich verringert ihr Einsatz den Energieverbrauch. „Das neue Bearbeitungszentrum ergänzt unsere moderne Fertigungswelt und trägt zur Zukunftssicherung unseres Unternehmens bei“, so Wolfgang Laser, Geschäftsführer der SISTO Armaturen S.A.

In Echternach arbeiten derzeit 150 Mitarbeiter für das Unternehmen, das auf einer Fertigungsfläche von 5.800 m² vor allem Membranventile herstellt. Bis 2020 will SISTO ihren Umsatz um 50 Prozent steigern.



Seit seiner Gründung im Jahre 1983 in Mersch arbeitet das Unternehmen stets profitabel, was nicht zuletzt der Flexibilität der Beschäftigten zu verdanken ist. „Jeder Mitarbeiter in der Fertigung ist darauf geschult,

an drei unterschiedlichen Arbeitsplätzen eingesetzt zu werden“, erklärt Laser. „Diese hohe Flexibilität ermöglicht eine sehr gute Auslastung unserer Produktionskapazitäten.“ Er lobt außerdem die erfolgreiche Zusammen-

arbeit mit den Institutionen des Großherzogtums Luxemburg. Sie habe ermöglicht, „das Unternehmen auf stabile Füße zu stellen und zukunftsfähig zu machen“.

Business-to-business

Editus renforce sa stratégie à destination des entreprises B2B en Grande Région



Nicolas Ritsinas, Sales Team Leader B2B, et Aurore Welfringer, Marketeuse B2B, chez Editus

Parmi ses 14.000 clients, Editus compte aujourd'hui en Grande Région plus de 3.000 entreprises B2B tous secteurs d'activités confondus. Selon Nicolas Ritsinas, Sales Team Leader B2B, c'est la raison pour laquelle les équipes d'Editus se segmentent et se spécialisent pour mieux répondre aux besoins de leurs différents clients. Avec une équipe soudée allant de la force commerciale au marketing intégralement dédiée au secteur B2B, les offres produits d'Editus se sont également adaptées à ce marché bien spécifique.

Editus essaie d'offrir le maximum de visibilité aux entreprises B2B en leur

proposant des solutions adaptées à leurs secteurs d'activités et couvrant l'ensemble des médias proposés par Editus. L'objectif étant d'offrir le maximum de retour sur investissement aux clients. Le moteur de recherche Editus.lu reste le produit phare et comptabilise aujourd'hui plus de 2 millions de visites. De nombreux mots-clés «B2B» comme «fiduciaire», «informatique», «recrutement» figurent parmi les plus recherchés sur **Editus.lu**. Selon Nicolas Ritsinas, il existe donc un énorme potentiel pour le B2B sur le moteur de recherche d'Editus.

Avec son annuaire B2B dédié à tous les professionnels B2B du Luxembourg

et de la Grande Région, Editus propose par ailleurs un support édité à 10.000 exemplaires et recensant plus de 36.000 décideurs. En complément, l'entreprise développe également son service de Marketing Direct, et fait profiter ses clients de la plus grande base de données du Luxembourg.

Depuis maintenant 3 ans Editus organise son propre salon B2B consacré au networking d'affaires: Editus Business Day. Ce salon de networking d'affaires s'adresse aux PME et PMI de tous les secteurs d'activités et est organisé par Editus pour l'ensemble de ses clients B2B avec pour seul et unique objectif de mettre en avant les produits et services de ses clients et faciliter les contacts. Les visiteurs du salon ont accès à un village d'exposants, à des sessions de networking et à de nombreuses animations. L'ensemble de l'équipe B2B d'Editus se positionne alors en apporteurs d'affaires avec comme mission principale de mettre en relation les clients entre eux. Cet événement représente une réelle opportunité pour les clients d'Editus de développer leur réseau de manière dynamique et conviviale. La prochaine édition aura lieu le jeudi 3 octobre 2013 au Tramsschapp à Luxembourg, il est encore possible de réserver un stand. Pour 1.000 EUR, la formule inclut un stand de 6 m² tout compris avec mobilier et connexion wifi, l'accès aux formules rendez-vous, le petit déjeuner, l'apéro et le cocktail de clôture.

Pour plus d'informations: www.editusbusinessday.lu ou par e-mail: nicolas.ritsinas@editus.lu



RETROUVEZ TOUTES
LES ACTUALITÉS
DES ENTREPRISES SUR
WWW.CORPORATENEWS.LU

ENTREPRISES,
ENVOYEZ VOS COMMUNIQUÉS
À MERKUR@CC.LU



CHAMBRE DE
COMMERCE
LUXEMBOURG

Votre partenaire pour la réussite

Chaque mois, *Merkur* vous présente sur cette page deux collaborateurs/-trices de la Chambre de Commerce. L'idée de cette page est de **rendre encore plus transparents les services et les activités de la Chambre de Commerce** et de **vous permettre de mieux connaître vos interlocuteurs** auprès des différents services.



■ Anne-Cécile Achten

Attachée auprès du Service Avis et Affaires juridiques

En tant que juriste, Anne-Cécile travaille au sein du Service Avis et Affaires juridiques. Elle est chargée de rédiger des avis sur les projets de lois et projets de règlements grand-ducaux, pour lesquels la Chambre de Commerce est saisie et dont les sujets présentent un intérêt pour ses ressortissants. En effet, la Chambre de Commerce intervient dans la procédure législative et émet chaque année plus d'une centaine d'avis. Anne-Cécile documente les avis à rédiger par diverses lectures et recherches. Elle est également assesseur-employeur suppléant au Tribunal du Travail et participe au groupe de travail avec l'UEL (l'Union des Entreprises Luxembourgeoises, l'organisation faîtière du patro-

nat luxembourgeois), notamment sur les dossiers européens. Enfin, Anne-Cécile est membre suppléante d'autres groupes de travail et participe à l'organisation de conférences dans divers domaines juridiques. «Effectuer un véritable travail de recherche et d'analyse et être en amont dans le processus législatif, c'est tout l'intérêt de mon travail», commente Anne-Cécile.

Quand elle n'est pas plongée dans des textes juridiques, Anne-Cécile aime passer un bon moment de détente devant un film et tester de nouvelles recettes de cuisine. Elle aime aussi lire, voyager et se retrouver en famille avec ses enfants.



■ Jérôme Merker

Economiste auprès de la Fondation IDEA A.s.b.l.

Jérôme est économiste auprès de la fondation IDEA A.s.b.l. (Institut pour un développement économique actif) «Think Tank». A moyen terme, son rôle sera de générer pour IDEA des idées novatrices dans l'intérêt du développement durable du Luxembourg à travers des analyses économiques. Actuellement, Jérôme fait partie de l'équipe opérationnelle de «2030.lu – Ambition pour le futur», un grand débat public, ouvert à celles et ceux qui se sentent concernés par l'avenir du Luxembourg (www.2030.lu). Il accomplit plusieurs tâches, comme par exemple, le suivi de la plateforme de débat, la rédaction de newsletters ou encore la coordination des différents événements avec l'équipe opérationnelle. En marge de ses activités auprès de la fondation IDEA, Jérôme participe entre autres à la rédaction des avis et a un rôle actif dans différents groupes de travail au

sein de la direction des affaires économiques de la CC Dans le cadre de la Relation Ecole-Entreprise, il intervient également dans les écoles pour présenter l'économie luxembourgeoise aux élèves. De manière générale, la variété des tâches lui plaît énormément. Selon lui, le développement de la nouvelle entité IDEA relève du défi et en tant que jeune diplômé, Jérôme estime que la réalisation d'un projet aussi ambitieux est très stimulante. Il affectionne aussi particulièrement les présentations dans le cadre de la relation Ecole-Entreprises pour les contacts avec les jeunes, les premiers concernés par l'avenir du Luxembourg. Côté passions, Jérôme aime la cinématographie, la lecture, les voyages et a découvert le plaisir de la voile depuis tout récemment.

Je veux être accompagné par un banquier qui comprend mon métier.

Au Luxembourg, nos experts Corporate Banking proposent des solutions complètes dédiées aux commerçants.

Que vous soyez commerçant ou chef d'entreprise, les équipes Corporate Banking de la BIL sont là pour vous aider. Elles vous proposent des solutions adaptées à vos besoins de financements et de gestion de liquidités. Proche de vous, la BIL vous accueille au siège ou dans l'un de ses sept centres régionaux spécialisés pour PME.

Retrouvez la description complète de notre expertise et de nos solutions Corporate Banking sur www.bil.com

Vous avant tout



BANQUE
INTERNATIONALE
À LUXEMBOURG

DECOUVREZ BLACKBERRY Q10



COMBINEZ LE MEILLEUR DE BLACKBERRY AVEC SON CLAVIER
COMPLET ET TOUTES LES INNOVATIONS DE BLACKBERRY 10.

RENDEZ-VOUS SUR WWW.LUXGSM.LU/BLACKBERRY POUR EN SAVOIR PLUS.



LUXGSM